

# PROGRAMME COMMUNISTE

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S  
O  
M  
M  
A  
I  
R  
E

	page
La grande idylle Kremlin-Vatican	
Thorez invoque Lénine et imite Kautsky	4
La planification démocratique	21
"Compétition pacifique" et pays socialistes	32
Gaspillage capitaliste et communisme	45
Socialisme et Syndicalisme dans le mouvement ouvrier français	62
Notes d'actualité	72
Nos tracts	77

**SERVICE de PRESSE**

# La grande idylle

## KREMLIN-VATICAN

*Quelque temps avant de mourir Jean XXIII adressait une lettre apostolique aux évêques des nations slaves dans laquelle il affirmait que « la voix du temps est la voix de Dieu ». Nous, communistes orthodoxes, nous sommes bien convaincus que la voix d'une époque de contre-révolution totale et d'exploitation sans précédent du prolétariat international ne peut rien être d'autre. C'est pourquoi nous voulons faire entendre aux prolétaires qui suent sang et eau sous le fouet du Capital ce que, par la bouche de la Sainte Eglise apostolique et romaine, dit ce Dieu de l'exploitation et de l'oppression de classe.*

*Ecrive à l'occasion du onzième centenaire de Cyrille et Méthode, apôtres des Slaves, cette lettre commençait par un éloge tel de ces peuples qu'il n'aurait pas été déplacé dans la bouche de Khrouchtchev. Selon le pape, les qualités des peuples slaves sont « le vif sens des choses divines, la nature généreuse, la multiplicité des talents, la propension aux manières courtoises, une grande aptitude aux beaux-arts, l'hospitalité généreuse et autres excellentes qualités qui justifient les plus grandes espérances à leur égard ». On aurait cru voir ressusciter la Sainte Russie avec ses bouleaux sacrés, ses balalaïkas harmonieuses, ses isbas accueillantes — et ses roubles cachés sous la pierre du foyer ou derrière la sainte icône. On aurait cru voir Khrouchtchev partager avec les kholkoziens le pain et le sel de l'hospitalité.*

*Rappelant le concile Vatican II « auquel, à notre grande satisfaction et à notre joie, assistaient des observateurs délégués par les églises séparées », la lettre affirmait à juste raison que « de part et d'autre, ce qui nous unit l'emporte sur ce qui nous divise ». Bien entendu, la lettre pastorale de Jean XXIII dépassait les limites de la Sainte Russie de Cyrille et de Méthode... et les questions œcuméniques. Le jour n'est sans doute pas loin où, « les idées des gouvernants ayant changé en mieux, la tempête se transformera en brise légère » selon les vœux du Pape et où, suivant les traces d'Adjoubèï, Nikita ira s'agenouiller au Vatican : ne s'écriait-il pas récemment : « J'ai maudit le Pape il y a dix ans ; aujourd'hui je me réconcilieraï avec le Pape » ? Il est douteux qu'il ait jamais osé maudire le pape comme le firent les bourgeois anti-cléricaux du siècle dernier, mais il est certain qu'il peut bien aller au Vatican où le pape est tout prêt à l'embrasser. Surtout, le jour n'est sans doute*

pas loin où le successeur, quel qu'il soit, de Jean XXIII, parcourra triomphalement les provinces de la Sainte Russie et ira pontifier dans la cathédrale de Basile le Bienheureux à Moscou. Jean XXIII prévoyait déjà ce grand triomphe : « A ceux qui ont foi dans son aide et sa protection, le Seigneur prépare une consolation d'autant plus heureuse qu'elle est moins attendue. »

Il est pour le moins douteux que ceux qui ont foi dans l'aide du Seigneur n'aient pas attendu ni n'attendent cette consolation ; mais nous qui n'avons pas la moindre foi dans l'aide du Seigneur, nous attendons avec confiance et certitude le grand aveu que sera la réconciliation de Moscou et de Rome. Les prolétaires qui attendent tout d'eux-mêmes et rien du Seigneur, qui savent ne trouver de salut que dans la lutte ouverte et violente et dans leur propre force de classe attendent également cette grande joie de voir se réconcilier avec la papauté et se faire bénir par elle tous ceux qui les trahissent : les bonzes syndicaux qui reprochent à la jeunesse ouvrière d'ignorer qu'on ne gagne jamais une grève, les « communistes » qui exultent la patrie et le Parlement éternel, après avoir massacré les prolétaires de Varsovie et de Berlin, de Poznan et de Budapest.

Face à ce spectacle édifiant, les ouvriers du monde entier ne peuvent répondre que comme le prolétariat russe auquel la bénédiction du défunt pape était particulièrement destinée et qui, s'il avait pu se faire entendre, aurait dit : le prolétariat russe ne fait pas partie des peuples slaves, ni d'aucun autre peuple. Le prolétariat est un dans le monde entier ; par-dessus toutes les frontières de races et de nations ; un dans l'exploitation à laquelle il est universellement soumis ; un dans sa lutte et un dans son but suprême : la destruction du capitalisme.

Le pape peut bien dispenser son eau bénite à Nikita Khrouchtchev, et à son peuple slave formé de prêtres, d'intellectuels, d'avocats, de gens d'affaires, de paysans enrichis, de politiciens exploitateurs : cela ne concerne en rien le prolétariat russe.

Le prolétariat russe n'a pas « le vif sens des choses divines », mais la conscience d'être frustré des produits de son travail par ces mêmes gouvernants que l'Eglise bénit.

Le prolétariat russe n'a pas une « multiplicité de talents », puisque le développement intellectuel lui est interdit par ceux qui, en Russie comme ailleurs, détiennent le privilège de la culture et en font un monopole du Capital. Il possède par contre la force de ses bras et il entend s'en servir pour détruire le monopole bourgeois de « l'intelligence ».

Le prolétariat russe n'a pas de « propension aux manières courtoises », car il est contraint à vivre de façon si peu humaine qu'elle le pousse au contraire à la dureté et à la violence à l'égard de ceux qui l'exploitent et à la dictature et à la terreur de demain contre ceux qui vivent « courtoisement » sur son dos.

*Le prolétariat russe n'a pas « une grande aptitude aux beaux-arts », car la division capitaliste du travail qui l'enferme du matin au soir dans le baignoire de l'usine, et le voue à visser des boulons sa vie durant, mutilé sa nature et le prive de son humanité. Prétendre qu'il possède une telle aptitude n'est qu'une cruelle moquerie, et il exercera un jour la plus implacable vengeance contre tous ceux qui ont le courage de se moquer des esclaves du Capital et de bénir leurs exploitateurs.*

*Le prolétariat russe ne peut être ni « généreux », ni « hospitalier », puisqu'il est contraint de vivre entassé avec femmes et enfants, à raison de cinq familles par appartement.*

*Pour toutes ces raisons, le prolétariat russe ne possède aucune de ces « autres excellentes qualités » qui justifient les plus grandes espérances à son égard : il proclame ouvertement être doté des « pires défauts » et il avertit ses exploitateurs et les prêtres qui les bénissent qu'il a la ferme intention d'en user pour sa propre révolution.*

*Le prolétariat russe nie que la réconciliation avec la Sainte Eglise romaine soit pour la clique capitaliste du Kremlin une « consolation d'autant plus heureuse qu'elle est moins attendue ». Le prolétariat russe supporte désormais depuis trop longtemps les effets de la réconciliation du Kremlin avec l'Eglise orthodoxe, il se rappelle trop bien comment, d'accord avec toutes les autres Eglises, elle a invité les ouvriers à s'entremassacrer au nom de la patrie pour croire que la réconciliation du Kremlin avec le Vatican soit quelque chose d'« inattendu ».*

*Le prolétariat russe affirme au contraire que « le Seigneur a préparé à ceux qui ont foi dans son aide et sa protection » — c'est-à-dire à Khrouchtchev et à ses compères — une consolation d'autant plus heureuse qu'elle était plus attendue.*

*Le prolétariat russe prévient tous ceux qui, « ayant foi dans l'aide de Dieu », vivent en réalité de « l'aide » des ouvriers, c'est-à-dire de leur exploitation, tous les soi-disants « communistes » hypocrites et menteurs du Kremlin, qu'il leur prépare une fin d'autant plus triste qu'elle est moins attendue.*

*Enfin, tandis que les capitalistes, les prêtres, les gouvernants du monde entier se réjouissent que « la tempête se transforme en brise légère », le prolétariat russe proclame sa propre certitude de pouvoir s'unir dans un avenir peut-être proche au prolétariat international, afin de convertir la brise légère de la coexistence pacifique des prêtres, des capitalistes et des gouvernants en une violente bourrasque : celle de la révolution communiste.*

# THOREZ INVOQUE LÉNINE

## ET IMITE KAUTSKY

M. Thorez aime à rappeler qu'il est un des précurseurs du « krouchtchevisme ». Dans son discours de clôture à la dernière session du comité central du P.C.F. (8-10 mai 1963), il a complaisamment insisté sur le fait que, dès 1946, il avait « émis des idées qui s'opposaient à la théorie erronée de Staline », lequel « avait le tort de théoriser sur ce qui n'avait été que le résultat des circonstances (« circonstances » ! M. Thorez, qui est pudique, veut dire « révolution »), pour définir la nécessité, l'obligation de l'existence du seul parti communiste dans l'œuvre de construction du socialisme ».

Hélas ! En ces temps lointains d'obscurantisme stalinien, de Culte de la Personnalité et de Dogmatisme, on n'avait pas su reconnaître le prix de ces quelques « idées » thoreziennes. On n'avait même pas hésité (Thorez le relève lui-même aujourd'hui avec l'ironie amusée du précurseur longtemps méconnu auquel on a enfin rendu justice) à les taxer de « déviation parlementaire » !

Laissons aux habituels journalistes démocrates le soin de rappeler aux Thorez et sous-Thorez leurs magnifiques élans lyriques sur le « Chef génial » ou le « Grand Architecte du Communisme » : on peut très bien avoir quelques « idées parlementaires », se désoler de ne pas les voir assez vite devenir le credo *officiel* des partis « communistes » et n'en pas moins continuer à courber le dos et à lécher les bottes du « tyran sanglant » que l'on sait — tout cela n'est pas incompatible, bien loin de là... Thorez a mille fois raison : il est krouchtchevien et l'a toujours été, avant même que le nom en fût inventé. Fort représentatif du parti dégénéré français, il est le produit achevé de deux défaites, de deux abdications devant l'ennemi de classe, de deux trahisons du mouvement ouvrier international : celles de la Seconde et de la Troisième Internationales.

M. Thorez est Français et fier de l'être, comme nous verrons ! Bien que la classe ouvrière française ait écrit de son sang certaines pages parmi les plus glorieuses de l'histoire du prolétariat mondial, le mouvement socialiste, puis communiste, eut en France, le triste privilège de se trouver toujours à l'avant-garde de la trahison et de la dégénérescence. C'est en France que naquit le ministérialisme, en France que l'électoratisme, le respect servile de la démocratie bourgeoise et le réformisme gangrenèrent jusqu'aux os le vieux parti socialiste pour en faire l'auxiliaire le plus précieux de l'impérialisme français dans la boucherie mondiale de 1914-1918. C'est à Tours en 1920 que naquit la plus piètre section de la III<sup>e</sup> Internationale, ce parti communiste français empêtré dès sa naissance dans les manœuvres de couloirs chères à la social-démocratie parlementariste, incapable d'expulser résolument toute la pourriture socialiste et dont l'aile insurrectionnaliste restait étrangère au marxisme, tout imprégnée qu'elle était de l'idéologie petite-bourgeoise de l'anarcho-sindicalisme. Le symbole de ce parti-là, c'est Cachin : social-patriote, jusqu'au boutiste et commis-voyageur de l'impérialisme français, puis directeur de *l'Humanité* et dirigeant du Parti Communiste. La désastreuse politique du « Front unique » qui obscurcissait l'œuvre essentielle de délimitation radicale vis-à-vis du vieux socialisme passé à l'ennemi de classe aboutit en France à l'ignoble « Front Populaire » de 1936. La dissolution des communistes dans le « peuple », l'abandon de toute revendication de classe au profit d'une plateforme hybride, « populaire et nationale », dupant un prolétariat prêt à la lutte et rendant à la bourgeoisie le fier service d'amortir toutes les secousses sociales de la crise économique : voilà le bilan du « tournant historique » de 1936 ! De « Front Populaire » en « Anti-fascisme », ce fut ensuite la participation des communistes à la deuxième guerre impérialiste, digne pendant de la trahison du socialisme en 1914. La paix revenue, il restait encore aux « communistes » à prêcher la « sagesse » aux ouvriers pour qu'ils reconstruisent sans revendiquer les usines où ils seraient exploités. La sagesse « économique », toutefois, ne suffisait pas : il fallait encore la sagesse « politique » et, dans la joie de la démocratie retrouvée, après avoir désarmé les Partisans au nom de l'Ordre, les « communistes » aidèrent à relever les ruines de l'Etat national comme ils aidaient à reconstruire la machine à produire le profit. A la France victorieuse il fallait un Etat fort, une armée disciplinée, une police zélée et un prolétariat docile : M. Thorez fut donc ministre. Qu'il se plaigne aujourd'hui qu'on ne lui en garde guère de reconnaissance ne change rien à l'affaire : si la morale bourgeoise n'oblige pas à la générosité envers les larbins, il est bien connu également que le petit-bourgeois, quoi qu'il fasse, pleurniche toujours « qu'il n'avait pas voulu ça ». Tout est donc dans l'ordre.

Réformisme, électoralisme, ministérialisme, patriotisme et participation à la guerre impérialiste, tout y est : le parti communiste dégénéré est le digne fils du socialisme pourri du début de ce siècle. Et cela étant, M. Thorez ne pourrait revendiquer quelque paternité dans l'infect « khrouchtchevisme » qui règne aujourd'hui ? Il a mille fois raison de poser au précurseur, mais il est vrai aussi qu'il n'a pas eu grand mérite : il a été formé à bonne école.

\*  
\*\*

Que dit M. Thorez dans son discours khrouchtchevien au comité central ? Il reprend les thèmes de toujours du révisionnisme social-démocrate : notre époque est terriblement originale et il faut trouver des réponses tout aussi originales aux problèmes qu'elle nous pose. Que cette fringale de nouveauté débouche dans le plus plat conformisme et dans les vieilles recettes réformistes des Bernstein et des Kautsky, voilà qui ne semble pas gêner ces Messieurs. Il est vrai que leur vue est si courte lorsqu'ils regardent vers le passé ou vers l'avenir... Mais procédons par ordre et considérons l'un après l'autre les principaux arguments avancés par Thorez.

« Le point de départ, nous dit-il, est dans l'appréciation de notre époque, qui a pour contenu essentiel le passage du capitalisme au socialisme ». Nous pourrions accepter cette formule. Oui, à notre époque le mode de production capitaliste a atteint une telle extension géographique, il détermine à tel point toute la vie sociale des grandes nations développées, il a tellement accru les forces productives qu'elles sont devenues trop grandes pour son cadre étroit et se rebellent contre lui. Cette contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, la contradiction entre production sociale et appropriation privée atteint aujourd'hui une tension telle qu'elle « appelle » littéralement la solution révolutionnaire qui s'imposera demain, toute-puissante, lors de la gigantesque crise de surproduction que prépare inéluctablement l'« expansion » tant vantée d'aujourd'hui. « Le contenu essentiel de notre époque », pour parler comme M. Thorez, c'est bien la préparation de l'explosion révolutionnaire communiste dans les profondeurs du développement capitaliste lui-même.

Mais M. Thorez, lui, veut parler de tout autre chose : « Grâce aux succès de l'Union Soviétique, qui construit le communisme — ajoute-t-il —, grâce aux succès de tout le camp socialiste, le rapport des forces a changé, en faveur du socialisme, au détriment de l'impérialisme. »

Voilà le mensonge essentiel qui justifie tous les abandons et tous les reniements, comme le Paradis des chrétiens sanctifie la dure réalité d'ici-bas ! La Russie et le bloc soviétique ne sont en rien socialistes, cette revue en a déjà fourni abondamment la preuve (1). D'un côté comme de l'autre de l'ex-rideau de fer dominant exclusivement des rapports sociaux capitalistes. Socialisme en Russie, communisme en construction ? Mais l'ouvrier russe échange sa force de travail contre un  *salaire* , au reste fort maigre ; mais chaque entreprise doit avoir un bilan positif, exprimé en roubles, c'est-à-dire se plier aux critères de la  *rentabilité*  sous peine de faire faillite, comme on a vu récemment ; mais chaque rouble investi — par les entreprises d'État, les kolkhozes ou les particuliers détenteurs de comptes en banque — doit rapporter un  *profit*  ; mais les kolkhozes s'engraissent sur le dos des ouvriers des villes, accumulent du

---

(1) Voir en particulier les brochures suivantes :  *Dialogue avec Staline, Dialogue avec les morts et l'Economie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours* , ainsi que « Le rôle du parti dans la révolution russe » ( *Programme Communiste* , n° 5 à 10), « Antagonismes dans les rapports de classe en Russie » (n° 10 et 11) et « Au XXII<sup>e</sup> Congrès de Moscou, les fossoyeurs du communisme avouent » (n° 18).

capital et exploitent directement des salariés, tandis que les kolkhoziens, propriétaires privés de près de la moitié du cheptel russe, font croupir l'agriculture soviétique dans des formes de production parcellaires inférieures même au capitalisme développé. Mais... nul mieux que M. Khrouchtchev en personne ne saurait caractériser précisément le *capitalisme* russe : « On attribuera un grand rôle à l'utilisation de moyens de développement de l'économie tels que : la gestion équilibrée, la monnaie, le prix, le prix de revient, le profit, le commerce, le crédit, les finances » (discours au XXII<sup>e</sup> Congrès). Tout y est, toutes les catégories économiques qui définissent le capitalisme et que le socialisme, pour pouvoir prétendre exister, doit détruire de fond en comble. Tout y est sauf le nom de capitalisme. Cela aussi viendra...

En attendant, le travestissement en « socialisme », voire en « communisme en cours de construction », du capitalisme russe est fort utile à notre Thorez qui en tire fort hardiment les conséquences : « De là, les thèses nouvelles sur la possibilité d'éviter la guerre, sur la possibilité d'imposer la coexistence pacifique entre les Etats à régimes sociaux différents, sur la possibilité du passage pacifique au socialisme. »

L'impérialisme, aujourd'hui, n'engendrerait donc plus inévitablement la guerre et toutes les forces du mouvement ouvrier devraient être mobilisées dans la « lutte (!) pour la paix ». « Guerre ou paix », voilà le slogan — on n'ose qualifier cela de mot d'ordre — des communistes dégénérés. Lénine, lui, enseignait que la société impérialiste ne pouvait se mouvoir qu'entre les deux pôles opposés de la *guerre* et de la *révolution*. Nos khrouchtcheviens ont remplacé la révolution par la paix, la lutte de classe par les campagnes de... signatures en faveur du désarmement, les principes révolutionnaires du marxisme par l'agitation impuissante des recettes « raisonnables » de l'imbécillité petite-bourgeoise.

Comment justifient-ils ce changement ? Toujours par les mêmes rengaines : la situation actuelle est tout à fait nouvelle car la puissance du « camp socialiste » ne peut que décourager les velléités belliqueuses des forces impérialistes. Mais le soi-disant bloc socialiste est tout aussi impérialiste que son frère occidental ; au moins, le bloc occidental est-il affaibli ? Et Cuba, où Khrouchtchev dut faire amende honorable et retirer ses missiles ? Il n'a pas reculé devant la puissance de l'impérialisme américain, rétorqueront nos khrouchtcheviens, il a agi dans l'intérêt supérieur de la Paix. Mais voyez un peu où mène ce pacifisme : à installer des armes *offensives* (Khrouchtchev dixit) aux portes d'un pays étranger, rien moins. Pardon, interrompra encore notre thorezo-khrouchtchevien, mais les Etats-Unis en font de même pour la Russie, et de se lancer dans l'énumération des innombrables bases américaines à l'étranger... Du coup, notre « dialogue » nous a ramené sur un terrain solide. Sur quoi se fonde la paix actuelle, si précieuse aux thoreziens de toutes eaux ? Sur le partage du monde entre les plus puissants impérialismes, Russie et Amérique, et sur « l'équilibre des terreurs » qui en résulte. D'où provient ce partage du monde lui-même ? De l'issue du conflit impérialiste de 1939-45. Sur quel avenir débouche-t-il ? Sur un troisième conflit impérialiste si la révolution communiste ne règle pas entre temps leur compte aux impérialismes ennemis mais frères de l'Est et de l'Ouest !

Pourtant, la paix se maintient aujourd'hui, nous objectera-t-on. Certes, si l'on fait abstraction des guerres coloniales et des sanglantes répressions impérialistes localisées — le Guatemala comme la Hongrie, n'en déplaît à M. Thorez — la paix *capitaliste*, tout aussi ignoble que la guerre capitaliste, dure. Par la grâce des « hommes de bonne volonté », par le charme de leurs discours, par la fascination qu'exerce sur une humanité en proie à ses bas instincts guerriers les paisibles lâchers de colombes picassiennes ? Libre aux petits-bourgeois de le croire, à condition qu'ils ne veuillent pas faire passer leur myopie politique pour le dernier mot du « léninisme de notre époque ».

Le fondement de la paix actuelle, c'est le dynamisme même des rapports de production capitalistes. Paix et guerre ne sont pas, pour qui pense en marxiste, séparées par un fossé infranchissable ; la guerre n'est pas un accident imprévu, une intrusion inexplicable de la Barbarie dans la Civilisation, un fléau mystérieux qu'exorciseraient seulement les rameaux d'olivier du Mouvement de la Paix — englobant, comme le souhaite Thorez, « la bourgeoisie non monopoliste » ! — et le goupillon de Sa Très Pacifique Sainteté Jean XXIII (Thorez, semble-t-il, a fait de « *Pacem in terris* » son *nouveau* livre de chevet).

Lénine aimait à rappeler le mot de Clausewitz : « La guerre c'est la politique qui continue par d'autres moyens. » Les hommes d'Etat, les gouvernements ou les généraux ne « font » pas plus la paix que la guerre : ils subissent l'une et l'autre. C'est l'économie capitaliste qui dicte ses exigences, faisant alterner comme un montreur de marionnettes les « pacifistes » et les « revanchards », ou transformant l'un en l'autre. Cette notion n'est que l'A.B.C. du marxisme mais elle n'est certes pas à la portée des misérables qui ont ravalé l'idéologie du mouvement ouvrier au rang d'une pitoyable religion des Héros historiques, même négative — le sanguinaire Staline, cause de tout le mal... — ou d'une pâle copie du culte de la déesse Raison, bizarrement réincarnée dans les deux « Sommetts » — les deux Sages reliés par le fil du « téléphone rouge »...

La dernière guerre impérialiste a semé partout les ruines et les cadavres pour que le capital mondial puisse retrouver une nouvelle jeunesse, produire à nouveau à plein rendement, reconstruire à la sueur des prolétaires ce qui avait été détruit par leur sang. La guerre, ce consommateur vorace, a permis de résoudre radicalement la crise de surproduction qui menaçait de nouveau en 1939 et d'inaugurer ainsi une nouvelle phase « pacifique » d'expansion capitaliste. Il n'est que de considérer les rythmes de production des principaux pays depuis 1945 pour s'en convaincre. Qui accumule le plus vite, qui avance le plus rapidement ? Les pays qui ont eu le plus à souffrir des destructions comme l'Allemagne, le Japon, la Russie, l'Italie ou la France. Quant aux U.S.A., fournisseurs des pays en guerre et pourvoyeurs de la reconstruction, ils souffrent aujourd'hui des bonnes affaires réalisées sur le marché vierge de l'Europe d'alors, ravagée par les bombes.

Mais déjà s'accroissent les signes menaçants d'un ralentissement de l'activité industrielle mondiale, tandis que les débouchés d'une production frénétique se rétrécissent en entraînant une aggravation de la concurrence interimpérialiste. Et c'est aujourd'hui que M. Thorez vient nous chanter que les

« guerres ne sont plus inévitables » ! La surproduction que nous prépare le « miracle » productif du second après-guerre ne pourra se résoudre que dans une gigantesque crise internationale. Mais les effets de la crise capitaliste sont eux-mêmes contradictoires. Si l'arrêt de la production et la destruction des langages pudique des économistes officiels, la crise, par la ruine des capitalistes petits ou moyens qu'elle entraîne, est un facteur de concentration de la stocks de marchandises invendues « assainissent » le marché, pour parler le langage d'une incomparable puissance. Cette concentration accrue détermine elle-même nécessairement une augmentation brutale de la productivité du travail et donc, la période de crise proprement dite passée, une augmentation de la production. Résolvant d'un côté la surproduction par la ruine des entreprises et la destruction des produits, la crise prépare de l'autre toutes les conditions d'une nouvelle saturation des marchés tout en tendant à l'extrême la lutte concurrentielle des divers groupes impérialistes et les rapports entre Etats qui en découlent. Solution provisoire des contradictions du mode de production capitaliste, la crise ne fait finalement qu'élargir le terrain sur lequel elles se développent et grandissent : elle prépare seulement la voie à une solution plus radicale. Pour « assainir » durablement les marchés on ne peut plus alors se contenter d'arrêter la production et de détruire les marchandises. Il faut détruire, en grandes masses, et les installations productives et les travailleurs eux-mêmes en semant la mort et les ruines sur le globe. *Il faut faire la guerre car il n'est d'autre moyen, dans le cadre des rapports de production capitalistes, de résoudre périodiquement les contradictions du mode de production bourgeois parvenues à un certain développement. Voilà quel est l'enseignement fondamental du marxisme, dont la « démonstration » a été payée des deux carnages impérialistes qui ont dévasté l'humanité tout entière.*

Pourtant, *la guerre impérialiste est évitable. A une seule condition. Que soit détruite la cause même de la guerre impérialiste, c'est-à-dire la société capitaliste elle-même. Mais immobiliser le prolétariat dans la coalition invertébrée des pacifistes revendiquant le désarmement c'est précisément tourner le dos à cette tâche, la seule aux yeux des communistes véritables pendant la paix capitaliste comme pendant la guerre capitaliste, qu'ils confondent dans une même haine.*

Désarmement ! Voilà le mot d'ordre imbécile et impuissant que le khrouchtchevisme propose à la classe ouvrière mondiale. Mais la production des armes constitue une branche de la production capitaliste au même titre que les autres. Elle connaît, comme les autres, des phases de recul et des phases d'expansion qui sont déterminées par des lois objectives et non par le bon vouloir des gouvernements de « droite » ou de « gauche ». Dès la fin de la dernière guerre mondiale, lorsque les pacifistes larmoyants célébraient les vertus de la paix retrouvée, le marché des armements se trouva étonnamment dégagé par la « consommation » sans précédent des années de guerre : aussi la production des armes reprit-elle sur un rythme accéléré. Notez bien, Messieurs les pacifistes, *au lendemain de la guerre, à l'aube de cette paix tant désirée que vous célébriez comme une victoire de la Civilisation sur la Barbarie nazie, de la Démocratie sur le Fascisme ! L'industrie des armements,*

voilà l'idéal de la production capitaliste, l'industrie-pilote par excellence. Elle rassemble des capitaux énormes, produit des profits tout aussi considérables et sert de débouché à toutes les branches de production que le capitalisme gonfle démesurément, de la sidérurgie à la fabrication des missiles « socialistes ». Enfin, elle produit une marchandise aux vertus proprement magiques puisque sa « consommation » entraîne du même coup la « consommation » instantanée d'une foule d'autres marchandises en « assainissant » le marché. Ce gaspillage démentiel de forces productives et de travail dans les fabrications d'armement c'est la preuve tangible que le mode de production capitaliste a épuisé son rôle historique, qu'il est devenu une formation économique anti-sociale, mûre pour la destruction révolutionnaire. Mais constater ce gaspillage est à la portée du premier petit-bourgeois pacifiste venu ; l'essentiel est de comprendre qu'il est une *nécessité* absolue de la survie du régime capitaliste, une *nécessité* inéluctable imposée par les rapports de production capitalistes eux-mêmes. Revendiquer le désarmement, c'est simplement demander à la bourgeoisie mondiale de se suicider avec le sourire...

Si l'armement est une *nécessité* économique pour le capitalisme, il est aussi une *nécessité* politique pour la société qu'il engendre, car c'est une société divisée en nations ennemies, elles-mêmes déchirées par des antagonismes que l'Etat *armé* de classe doit trancher au profit de la classe dominante. Cette double *nécessité* de l'armement national à usage externe et interne, la bourgeoisie le ressent fort bien : il suffit d'écouter de Gaulle pour s'en convaincre. Mais le prolétariat, désarmé, devrait, lui, se contenter de lui « conseiller » de renoncer généreusement à ses armes, si l'on en croit M. Thorez.

Faire luire aux yeux des masses la simple *possibilité* d'un désarmement bourgeois revient à les désarmer, elles, le plus sûrement du monde en les détournant d'employer la seule *arme* susceptible de désarmer finalement la bourgeoisie, non par de pieuses prières mais par une victoire révolutionnaire, c'est tenter de détourner les masses de la lutte de classe, de la guerre de classe et de la révolution. La IV<sup>e</sup> condition d'admission à l'Internationale Communiste disait textuellement : « Chaque parti désirant appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale doit dénoncer non seulement le social-patriotisme non dissimulé, mais encore la fausseté et l'hypocrisie du social-pacifisme : montrer systématiquement aux ouvriers que sans renversement révolutionnaire du capitalisme aucun arbitrage international, aucune discussion sur la réduction des armements, aucune réorganisation « démocratique » de la Ligue des peuples ne sauveront l'humanité de nouvelles guerres impérialistes. »

A ce texte de 1921 pas un mot n'est à retrancher en 1963, tout au plus faut-il noter qu'aujourd'hui « Ligue des peuples » se prononce « O.N.U. ».

\*  
\*\*

Poursuivant sur sa lancée pacifiste, M. Thorez passe ensuite à la défense de la « coexistence pacifique ». Certains, se plaint-il, prétendent que la coexistence pacifique équivaut à un abandon de la lutte des peuples colonisés comme

de la lutte de classe du prolétariat métropolitain. Mais cela, bien sûr, n'est selon lui qu'exagération d'extrémistes. Aussi peut-il affirmer tranquillement que « c'est une erreur de prétendre qu'elle (la coexistence pacifique, Ndr) pourrait signifier le renoncement à la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance, qu'elle pourrait conduire les prolétaires des pays capitalistes à ne plus soutenir la lutte de libération nationale de ces peuples, qu'elle pourrait signifier que le camp socialiste cesse désormais de leur apporter un appui fraternel et décisif ».

Les peuples colonisés n'ont pas « renoncé » à la lutte pour leur indépendance ? Parbleu ! Tout simplement parce qu'ils ont renoncé à la coexistence pacifique avec leurs oppresseurs colonialistes malgré les exhortations de M. Thorez en personne qui, aujourd'hui, ose sans rougir mettre en avant la lutte des Algériens comme preuve du bien-fondé de sa thèse. L'Algérie comme exemple de « l'aide du prolétariat des pays capitalistes » aux peuples coloniaux en lutte, comme exemple de « l'appui fraternel et décisif du camp socialiste » à la cause des révoltes anti-coloniales ! M. Thorez y va décidément un peu fort !

Il est vrai que les philistins qui se disent « communistes » préfèrent oublier quelques faits gênants qui ne cadrent guère avec leur prétention d'avoir « imposé » (!) la paix en Algérie. Mais M. Thorez, lui au moins, doit se souvenir de ses propres discours du temps du Front Populaire ; il n'a tout de même pas oublié ses subtilités sur la « nation en formation » ou sur « le droit au divorce qui ne signifie pas l'obligation de divorcer ». S'adressant aux Algériens en 1937 ne les appelait-il pas à « créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple » pour « travailler à remplir la mission de la France à travers le monde » ? En 1945 n'affirmait-il pas : « Nous n'avons jamais cessé de montrer que, par exemple, l'intérêt des populations de l'Afrique du Nord était dans leur union avec le peuple de France. » Voilà un bon défenseur, plein de continuité, de la coexistence pacifique des exploités coloniaux avec leurs exploités de la métropole ! Il est vrai que la France généreuse de cette époque-là avait su apprécier comme il convient ses mérites en le faisant Vice-Président du Conseil. Au sein du gouvernement les « communistes » pouvaient enfin « agir » et non plus seulement prêcher la concorde entre colonisés et colonisateurs. Ils agirent même très énergiquement lors des émeutes de la faim à Sétif et à Guelma en 1945. Ils agirent en participant au massacre de 40 000 Algériens, coupables de s'être dressés, presque sans armes, contre la France si généreuse et si démocratique qu'elle admettait des « communistes » dans son gouvernement : M. Tillon, ministre de l'Air, envoya ses avions mitrailler la foule, M. Thorez approuva et la presse communiste tout entière célébra la *fermeté* du gouvernement qui n'hésitait pas à châtier les « provocateurs fascistes ». Car les « provocateurs fascistes » n'étaient autres, en ce temps-là, que les Algériens révoltés contre l'exploitation colonialiste de la France des « immortels principes de 1789 » que le chauvinisme des « communistes » pare de si belles couleurs...

Avez-vous oublié tout cela, avez-vous oublié qu'après avoir trahi l'internationalisme prolétarien en entraînant le prolétariat européen dans la seconde

guerre impérialiste, vous avez, bien avant les assassins de l'O.A.S. qui vous font tellement horreur aujourd'hui, fait le même travail à leur place ? Et la suite, vous l'avez aussi oubliée ? La mascarade du Front Républicain « pacificateur » à laquelle vous participiez et qui envoya le contingent massacrer de plus belle en Algérie, le sabotage des manifestations de « rappelés » qui dérangent vos petites combinaisons électorales, le vote des fameux « pouvoirs spéciaux » à l'infesté Guy Mollet et au pitoyable Pflimlin, le vote des félicitations à l'armée lors de la panique qui s'empara, en 1958, des démocrates impuissants dont vous êtes le plus beau fleuron ?

Et Thorez a le front, en 1963, de parler « d'aide décisive » du prolétariat français à l'Algérie ? Ah, il est bien vrai qu'en 1956, quand il fut évident même pour les plus aveugles que la rébellion algérienne ne se laisserait pas endormir par de beaux discours sur la « véritable union française », le P.C.F., à son congrès du Havre, commença à parler d'indépendance pour l'Algérie. Quelle « indépendance » ? Une « indépendance assortie de liens avec l'union française », une indépendance « répondant aux intérêts supérieurs de la France », une indépendance acquise par la « négociation » ! Voilà toute votre « aide décisive » à l'insurrection algérienne : vous étiez — tardivement — « pour l'indépendance », vous pensiez, vous souhaitiez, vous bavardiez sur l'indépendance, vous conseilliez à la bourgeoisie de se hâter de négocier l'indépendance « avant qu'il ne soit trop tard »... et vous attendiez qu'elle s'y décide pendant que les fellaghas se battaient les armes à la main. Où sont les grandes agitations organisées par le P.C.F., où sont les grèves qu'il a menées pour saper les arrières de la bourgeoisie française, où sont les manifestations violentes pour exiger le retour du contingent, où est la propagande défaitiste dans l'armée, où est le sabotage de l'effort militaire de l'impérialisme français ? Où sont ces « actions décisives » qui ont obligé la bourgeoisie française à reconnaître l'indépendance algérienne ? On n'en trouve trace nulle part ailleurs que dans les discours thoreziens ! La bourgeoisie française, en réalité, a pu garder tout au long de la guerre ses « arrières » bien en main ; elle a pu négocier comme elle l'a voulu, à partir d'une position de force, parce qu'elle n'a pas eu à craindre un seul instant la moindre « action décisive » du parti de M. Thorez.

Le sommet de « l'action » des communistes en faveur de l'indépendance algérienne ce fut la reconnaissance *tardive et purement verbale* du droit à l'indépendance. Mais les petits-bourgeois démocrates étaient, eux aussi, « pour l'indépendance » — bien avant les « communistes » d'ailleurs, et d'une manière bien plus décidée. Et ils l'étaient en parfaite cohérence avec leur conception de l'histoire qui fait de la constitution de nations indépendantes organisées sur la base de la démocratie politique le but suprême à atteindre. Pour les révolutionnaires marxistes authentiques, au contraire, l'appui — effectif et non verbal — apporté aux insurrections coloniales n'a pas pour but de créer de nouvelles nations indépendantes qui seront — *dans l'hypothèse la plus favorable* (2) le champ d'action d'un développement *capitaliste* local réalisé sur

---

(2) Dans les pays qui, comme l'Algérie, ont acquis leur indépendance à la fin de la vague anti-colonialiste de l'après-guerre, la transformation économique et sociale intérieure

le dos du prolétariat indigène tenu en laisse par le nouvel Etat national-bourgeois issu de la lutte pour l'indépendance. Pour les marxistes il s'agit d'intégrer les révoltes coloniales dans une lutte générale contre la domination bourgeoise dans son ensemble, en les combinant à la lutte de classe *décisive* du prolétariat des grands pays impérialistes qui ne vise pas à constituer partout dans le monde de « libres nations », mais à abattre, partout, la domination du capital et le monopole social de la classe bourgeoise en érigeant la dictature du prolétariat dans les pays développés et en déclenchant — en stricte connexion avec celle-ci — la révolution permanente dans les colonies ou les pays arriérés.

Fidèles à la coexistence pacifique, les communistes thoreziens, eux, ne sont pas allés au-delà d'une défense purement verbale du programme petit-bourgeois qui ne veut rien voir en dehors de la solution magique de l'indépendance, qui veut ignorer l'existence de *classes antagonistes* au sein du peuple colonisé lui-même, qui veut par-dessus tout dissimuler que la lutte historique du XX<sup>e</sup> siècle n'est plus la lutte contre le féodalisme aboutissant à la constitution des nations bourgeoises indépendantes, mais la lutte contre le *capitalisme*, contre l'*impérialisme capitaliste*, la lutte pour le *socialisme* qui ne peut se résoudre, elle, que dans la révolution violente que fuient comme la peste tous les partisans de la coexistence pacifique.

La coexistence pacifique c'est, dans tous les domaines, la trahison de la lutte de classe. M. Thorez, qui a décidément la main heureuse, nous en fournit lui-même la preuve. Lorsqu'il présente, dans son discours, la récente grève des mineurs comme une nouvelle preuve que la coexistence pacifique n'entrave pas « la lutte des masses pour leurs revendications », il ne réussit à nous prouver qu'une seule chose : que sa mémoire est décidément soumise à des éclipses fort inquiétantes. A-t-il déjà oublié les meetings de la fin de la grève au cours desquels les dirigeants C.G.T. qui exhortaient les mineurs à reprendre le travail se sont fait huer et justement traiter de « vendus » et de « traîtres » par les mineurs qui voulaient se battre encore, qui voulaient généraliser leur lutte et non se contenter d'un compromis, par les mineurs qui, spontanément, retrouvaient la voie maîtresse de la lutte de classe. A-t-il oublié que la

---

ne se hausse même pas au niveau d'une révolution bourgeoise conséquente, la faiblesse des jeunes nations — due précisément à l'absence de toute « action décisive » du prolétariat métropolitain — leur interdisant de trancher les mille liens qui rattachent leur économie à l'impérialisme mondial, tandis que le nouvel Etat national, partout aux mains de la bourgeoisie ou de la proto-bourgeoisie indigènes, pactise avec l'exploiteur colonial d'hier et se montre incapable de réaliser ces réformes radicales, dans le domaine agricole en particulier, sans lesquelles parler de développement économique, même capitaliste, est un leurre. Ne pouvant insister sur ce point dans le cadre de cet article, nous renvoyons nos lecteurs aux textes exposant notre position sur la question algérienne qui ne peut être confondue ni avec le mièvre démocratism du P.C.F., ni avec cette position apparemment plus « gauchiste » qui voit dans l'indépendance des anciennes colonies l'amorce d'un développement socialiste « original » ou recherche dans l'évolution politique de l'Algérie ou de Cuba les signes d'une emprise de la lutte internationale pour le socialisme. Voir en particulier : « La longue impasse algérienne » (*Programme Communiste*, n° 10) ; « Le communisme et les partis algériens » n° 11, 12 et 13) ; « La vocation politique du pacifisme anti-colonialiste » (n° 13) ; « Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien » (n° 15) ; « La « révolution algérienne » est-elle une révolution » (n° 20 et 21).

centrale C.G.T., après avoir repoussé le plus longtemps possible le recours à la grève, voulait la limiter à une grève symbolique de 48 heures et que ce sont les mineurs eux-mêmes qui ont imposé la grève illimitée ? A-t-il oublié que la C.G.T. comme le P.C.F. se sont obstinément refusés à organiser une véritable solidarité prolétarienne avec les mineurs en grève ? Car la solidarité prolétarienne c'est tout de même autre chose que la charité des « chrétiens de gauche » et de la hiérarchie catholique elle-même ! Organiser la solidarité prolétarienne c'était au *minimum*, dans le cas des mineurs, couper toutes les possibilités d'approvisionnement en charbon de la France en organisant le boycott du charbon dans tous les ports français et sur toutes les voies ferrées françaises, et en interdisant aux Houillères de mettre en vente les stocks de houille accumulés. M. Thorez ne peut ignorer que, malgré les gestes spontanés des dockers de certains ports, l'approvisionnement en charbon par mer et par voie ferrée, à partir de la Belgique et de l'Allemagne surtout, a pu se faire alors même que l'agitation revendicative était intense chez les cheminots.

Bien sûr, Messieurs les « communistes » de la coexistence pacifique, la grève des mineurs est un magnifique exemple de lutte de classe ! Mais que prouve-t-elle ? Que la lutte de classe existe et se manifeste en explosions brutales malgré la coexistence pacifique et les discours apaisants de M. Thorez ! Que la lutte de classe ne peut être supprimée par aucune « théorie nouvelle » parce qu'elle est une conséquence inéluctable des rapports de production capitalistes, mais qu'elle peut fort bien être trahie et détournée de son but par la « théorie nouvelle » de MM. Khrouchtchev et Thorez ! Que le prolétariat ne vient pas consulter les stratèges du P.C.F. lorsqu'il s'agit de déclencher la lutte, mais qu'il trouve toujours dressé contre lui, lorsqu'il tente de poser ses propres revendications — même les plus modestes, même les plus quotidiennes — le « front uni » des larbins du capital, du curé de gauche à M. Thorez lui-même, tous bien décidés à coexister pacifiquement avec la société bourgeoise.

Car, finalement, qu'est-ce que la coexistence pacifique ? C'est la traduction dans le domaine des idées des exigences actuelles du capitalisme mondial. La coexistence, dans « l'idéologie » khrouchtchevienne, trouve son complément naturel dans « l'émulation ». Qu'est-ce que l'émulation, en bon français ? C'est la concurrence commerciale de deux monstres impérialistes poussés par l'exigence du mode de production capitaliste qui les domine l'un comme l'autre à déverser sur le marché mondial marchandises et capitaux. Staline, lui, en était resté à la théorie des deux marchés parallèles et étanches : le « marché socialiste » (*sic*) et le marché impérialiste. Cette formulation correspondait à la phase « stalinienne » du capitalisme russe, c'est-à-dire à la phase d'affermissement, de développement intérieur, à l'abri des barrières douanières du « rideau de fer », du capitalisme russe ; elle correspondait, en somme, à la phase de « construction du capitalisme », pour donner à la fameuse formule son véritable sens. Aujourd'hui, le capitalisme domine sans conteste la Russie tout entière, aujourd'hui il a grandi suffisamment pour se répandre à l'extérieur. La coexistence pacifique c'est la doctrine libre-échangiste mise au goût du jour et assaisonnée des aphorismes khrouchtcheviens

ou du sourire commercial du commis-voyageur Mikoyan. Elle rejoint parfaitement les aspirations de l'ensemble du capitalisme mondial qui parcourt actuellement une phase d'expansion productive et commerciale. Laissez faire le commerce, laissez-nous commercer en paix et l'humanité sera sauvée : voilà le mot d'ordre des affairistes du Kremlin (3) ! La coexistence pacifique n'a pas d'autre réalité, mais elle est une réalité, la réalité de l'accumulation capitaliste qui prépare par le commerce « pacifique » d'aujourd'hui la crise et la guerre qui nous attendent demain si le prolétariat mondial accepte encore longtemps, lui aussi, de coexister pacifiquement avec ces larbins du capital que sont, partout, les soi-disant communistes !

Mais la coexistence pacifique c'est la doctrine libre-échangiste *plus* le chantage au faux socialisme. Le socialisme triomphera par la coexistence pacifique et l'émulation, prétendent les khrouchtcheviens ; en faisant la preuve de sa supériorité sur le capitalisme, il triomphera par l'adhésion de tous les « hommes raisonnables ». Nous voici ramenés aux Utopistes qui prétendaient démontrer la supériorité de leurs systèmes sociaux en créant quelques Phalanstères ou quelques cellules sociales modèles qui s'étendraient peu à peu par la seule vertu de l'exemple. Le marxisme supplanta ces constructions naïves en montrant — en rupture avec toute la philosophie des lumières de ce XVIII<sup>e</sup> siècle français que le chauvinisme de nos « communistes » vénère — que les transformations du mode de vie des hommes ne dériveraient pas d'une victoire progressive de la Raison sur l'Ignorance obscurantiste, mais naissaient de la dialectique de l'économie sociale. Ce n'est pas l'Opinion qui gouverne le monde, mais les rapports économiques qui engendrent les classes sociales et leurs luttes. Le marxisme triompha définitivement de l'Utopisme en montrant qu'il ne s'agissait pas d'*inventer* la société future, mais de *découvrir* ses traits distinctifs dans le mouvement même de l'économie bourgeoise, qu'il ne s'agissait pas de *convaincre* les hommes pour la réaliser, mais de *vaincre* dans la lutte sociale qui, *nécessairement*, se développerait pour son instauration, de vaincre en employant les armes de la dictature de classe et de la terreur politique. Mais c'est encore leur faire trop d'honneur que de comparer les khrouchtcheviens aux utopistes. Ces derniers, criticables tant que l'on voudra sur les moyens de faire triompher la société nouvelle qu'ils proposaient, ont eu l'immense mérite de mettre en avant avec un génie d'anticipation certain les principales caractéristiques de la société socialiste : la disparition du salariat et de l'échange des marchandises, l'abolition de la division sociale du travail et de l'antagonisme entre la ville et la campagne. La société-modèle que les khrouchtcheviens veulent faire triompher par l'Exemple convainquant la Raison, c'est le capitalisme pourissant d'aujourd'hui !

\*

\*\*

C'est dans la définition de la « voie française au socialisme » que M. Thorez

---

(3) « Notre peuple, notre gouvernement et moi personnellement, en tant que président du conseil des ministres, nous ne sommes préoccupés que de développer notre pays et d'occuper une place digne parmi tous les peuples dans la concurrence économique ». - Lettre de Khrouchtchev à Kennedy, 27 octobre 1962.

se surpasse. Qu'elle doive être pacifique et démocratique, on le savait depuis les remaniements en série du XX<sup>e</sup> Congrès, mais M. Thorez a l'art de rester « original » tout en débitant les balivernes les plus éculées du social-pacifisme. Pensez donc ! il a découvert un précurseur pour le moins inattendu de la « révolution pacifique » : Lénine lui-même ! « Le second point à souligner, nous dit-il, c'est la possibilité du passage pacifique au socialisme. Lénine, en 1917, avait admis qu'une telle possibilité existait, quoique rare à l'époque... Le parti bolchevik s'est orienté dans ce sens pendant toute une période, de février à juillet 1917. » Voilà la version thorezienne de la préparation à la prise du pouvoir par les Bolcheviks ! Mais le parti bolchevik, Monsieur Thorez, était tout autre chose que le P.C.F. : il ne « découvrait » pas une « voie nouvelle » tous les cinq mois. En avril 1917, lorsque Lénine rentra en Russie, il combattit avec une égale vigueur deux courants opposés. Le premier — auquel appartenait Staline et qui avait imprimé au parti, entre février et avril, une orientation démocratique en affichant une certaine sympathie pour le gouvernement provisoire bourgeois de la révolution de février — inclinait au légalitarisme : du moment que le tsarisme a été renversé et que nous avons maintenant la démocratie, argumentait-il, nous devons nous contenter d'une propagande légale pour conquérir la majorité dans les soviets et à l'Assemblée Constituante. Le courant opposé voulait au contraire la lutte insurrectionnelle immédiate, sans se préoccuper des conditions, favorables ou non, de sa réalisation. Face à ces deux courants, Lénine donna la réponse révolutionnaire en reliant dialectiquement les principes politiques et la stratégie insurrectionnelle. Aujourd'hui (en avril 1917), dit-il en substance, le parti n'est qu'une petite minorité dans les Soviets ; nous devons donc utiliser la phase de répit qui nous est consentie pour développer une intense propagande, pour montrer aux ouvriers et aux paysans pauvres que les Mencheviks et les Socialistes-Révolutionnaires qu'ils suivent encore les trahissent ; nous devons développer notre propre programme devant les ouvriers et les paysans trompés ; les faits en démontreront la validité et rejetteront vers nous la majorité des Soviets. L'insurrection aujourd'hui serait une folie (lors des journées de juillet encore, le parti lutta de toutes ses forces pour éviter une insurrection prématurée : l'imbécillité khrouchtchevienne y trouvera peut-être une confirmation de ses thèses) ; mais la guerre civile éclatera à coup sûr : soit à la suite d'une tentative de contre-révolution tsariste (ce qui se produisit avec Kornilov), soit à la suite d'une conquête bolchevique des Soviets auxquels le gouvernement provisoire refusera de céder le pouvoir (ce qui se produisit précisément en octobre). Voilà la position dialectique de Lénine en 1917 : utiliser toutes les ressources d'agitation et de propagande légales (ou plutôt non directement insurrectionnelles) pour se préparer à l'insurrection attendue, prévue, jugée inévitable et indispensable.

Nous nous permettrons de donner un conseil à M. Thorez. S'il veut trouver des précédents célèbres à ses thèses, qu'il aille donc les chercher dans les œuvres de Kautsky ! Dans celles de Lénine il trouvera tout autre chose que les « voies pacifiques au socialisme ». Bien sûr, M. Thorez pourra toujours exhiber des articles de Lénine parus dans la presse légale du parti bolchevik avant l'insurrection, et où il la présente d'une manière conditionnelle en s'adressant aux Mencheviks et aux Socialistes-Révolutionnaires : si vous ne

remettez pas tout le pouvoir aux Soviets, nous recourrons à l'insurrection. Il est bien évident de le « si » est de pure forme et qu'il serait de la dernière naïveté d'annoncer dans le journal du parti : vous savez, nous autres Bolcheviks nous sommes pour l'insurrection, nous la préparons activement et nous la déclencherons tel jour à telle heure (4) ! Au même moment, du reste, Lénine, dans ses lettres au comité central, luttait farouchement pour vaincre les dernières hésitations dans le parti : « Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » est un mot d'ordre d'insurrection. Quiconque emploie ce mot d'ordre sans en avoir conscience, sans y avoir réfléchi, n'a qu'à s'en prendre à lui-même. Mais il faut traiter l'insurrection comme un *art...* c'est ce qu'enseigne le marxisme, c'est ce qu'enseigne la situation actuelle en Russie et dans le monde entier. » (5).

Voilà réglée, pensons-nous, la question de la prise pacifique du pouvoir en Russie. Mais Lénine nous fournira une autre citation précieuse, extraite de son « Renégat Kautsky », où il fustige le précurseur Kautsky du renégat Thorez : « En définissant la dictature, Kautsky s'est appliqué de toute son énergie à cacher au lecteur le trait dominant de ce concept, savoir : la *violence* révolutionnaire. Et maintenant la vérité s'est fait jour : il s'agit de l'opposition entre *révolution pacifique* et *révolution violente*. C'est là que gît le lièvre. Subterfuges, sophismes, falsifications, Kautsky (et son émule Thorez, Ndr) a besoin de tout cela pour *esquiver* la *révolution violente*, pour voiler son reniement, son passage du côté de la politique ouvrière *libérale*, c'est-à-dire de la bourgeoisie. C'est là que gît le lièvre » (6).

Mais si M. Thorez a adopté *toutes* les idées du renégat Kautsky, il conserve encore quelques coquetteries de langage : c'est un « original », que voulez-vous ! Alors que le XX<sup>e</sup> Congrès, grand pourvoyeur en « nouveautés communistes », se taisait prudemment sur ce point, Thorez, lui, se déclare partisan de la dictature du prolétariat. Mais rassurez-vous, bonnes gens, c'est une dictature du prolétariat à sa manière. On n'y arrive pas seulement par la voie pacifique, mais encore par la voie électorale. Pensez ! depuis « Pacem in terris » les catholiques ont le droit de voter communiste, alors on va voir ce qu'on va voir ! Nous n'inventons rien : cette « argumentation » se trouve en bonne place dans le discours de Thorez.

Au fond, qu'est-ce que la dictature du prolétariat pour Thorez et ses

---

(4) Il suffit de rappeler, à ce propos, l'indignation (et le mot est bien faible) de Lénine lorsqu'en octobre Zinoviev et Kamenev révélèrent, pour lutter contre eux, les projets insurrectionnels du parti en spéculant sur une déclaration de Trotsky au Soviet de Pétrograd : « Trotsky ne pouvait pas, ne devait pas en dire plus qu'il n'en a dit devant les ennemis, il n'en avait pas le droit. Est-il difficile de comprendre que le *devoir* du parti qui cachait à l'ennemi sa décision (sur la nécessité de l'insurrection armée, tout à fait mûre à ce moment, sur la préparation complète, etc.), que cette décision *oblige*, dans les déclarations publiques, à rejeter non seulement la faute mais aussi l'initiative sur l'adversaire. Seuls des enfants seraient incapables de la comprendre. » (Lénine, Œuvres Complètes, tome 26, p. 227.)

(5) Œuvres complètes, tome 26, p. 190.

(6) Œuvres complètes, tome 28, p. 247.

semblables ? *Une intrigue parlementaire*, ni plus ni moins. D'abord, et d'une, les catholiques, forts de l'autorisation pontificale, votent en masse pour la « Gauche », communistes compris ; ensuite, et de deux, le « camarade Guy Mollet » qui a toujours déclaré que la dictature du prolétariat « était indispensable » (là encore nous n'inventons rien : cette perle magnifique se trouve bien dans le discours de Thorez), se joint aux communistes pour former une bonne petite resucée du Front Républicain ; enfin, et de trois, on baptise tout ça dictature du prolétariat car nous sommes entre bons démocrates, nous respectons par-dessus tout la pluralité des partis et le parti unique était tout simplement une invention de ce diabolique Staline ! Voilà, le tour est joué : Thorez est pour la dictature du prolétariat ; comme il était pour la lutte de classe ou l'indépendance des colonies.

Sinistre bouffon ! La dictature du prolétariat ramenée à l'échelle d'une combinaison électorale malpropre ! Et il a le front, quelques lignes plus loin, de rappeler lui-même que les « Soviets étaient des organes qui réunissait le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif » ! Un jour viendra où les poings du prolétariat révolté martelleront sur les faces abruties de démocratisation de ces traîtres pontifants cette phrase de Lénine : « La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une *nouvelle* qui, selon Engels, n'est plus un Etat comme les autres ».

La destruction de l'appareil d'Etat bourgeois c'est, au premier chef, la destruction de cet organe de tromperie par excellence qu'est le parlement. La bourgeoisie elle-même l'a réduit à un rôle de décoration, mais M. Thorez veut lui rendre tout son éclat en le faisant servir à l'instauration du socialisme, rien moins ! Ces « communistes » sont tellement drogués d'idéologie petite-bourgeoise qu'ils demeurent frappés du crétinisme parlementaire le plus aigu : ils ne peuvent imaginer un instant une autre sorte d'Etat que l'Etat bourgeois parlementaire !

Et on vient nous parler des Soviets étaient précisément des organismes de lutte, regroupant des ouvriers *armés*, peu exercés, certes, aux joutes oratoires qui font la joie de nos communistes de parlement, mais parfaitement aptes à balayer toutes les saintes institutions de la bourgeoisie en se constituant eux-mêmes en cellule du *nouvel* Etat de classe aux mains du prolétariat. Nous pouvons appliquer mot pour mot à Thorez ce que Lénine dit de Kautsky : « Ou bien Kautsky (c'est-à-dire Thorez, Ndr) renonce complètement au passage du pouvoir politique aux mains de classe ouvrière, ou bien il admet que la classe ouvrière prenne en main la vieille machine d'Etat bourgeoise ; mais il n'admet d'aucune manière qu'elle la brise, la démolit et la remplace par une machine nouvelle, prolétarienne. Qu'on « interprète » et qu'on « explique » comme on voudra le raisonnement de Kautsky (de Thorez, bien sûr, Ndr), dans les deux cas sa rupture avec le marxisme et son ralliement à la bourgeoisie sont évidents » (7).

---

(7) Œuvres complètes, tome 28, p. 269.

Mais là où Thorez bat tous les records de l'abjection, c'est lorsqu'il renie *le parti lui-même*, lorsqu'il renie l'hégémonie du parti communiste dans la dictature du prolétariat en faisant passer ce principe, qui est au cœur du marxisme, pour une invention de Staline. Pourquoi M. Thorez renie-t-il le parti unique ? Parce que M. Thorez et ses semblables adorent à genoux l'Etat, qui n'est pour nous que l'instrument d'oppression d'une classe sur d'autres (y compris l'Etat prolétarien, il n'est pas mauvais de le rappeler), mais qui est pour eux *l'arbitre idéal* au-dessus des classes que vénère le philistin raisonnable. L'Etat qu'adore M. Thorez, c'est l'Etat démocratique bourgeois, « l'Etat de tout le peuple » qui aurait remplacé, selon lui, la dictature du prolétariat en Russie. Car M. Thorez a aussi jeté aux orties cette autre thèse fondamentale du marxisme qu'est l'extinction de l'Etat, le dépérissement de l'Etat. L'Etat démocratique devenant ainsi immortel, tout ce qu'il peut envisager de plus « révolutionnaire » c'est de s'y installer confortablement aux côtés de son compère « socialiste ».

Pour nous marxistes, la dictature du prolétariat est nécessaire, l'Etat prolétarien, c'est-à-dire un instrument d'oppression des autres classes, est nécessaire précisément pour abolir la cause même de l'existence de l'Etat : les classes sociales qu'engendre le mode de production capitaliste. La dictature de classe est nécessaire pour raser dans ses fondements le mode de production capitaliste après avoir abattu son chien de garde : l'Etat (démocratique ou non, c'est une question tout à fait secondaire) de la classe ennemie devant lequel rampent tous les Thorez.

Mais l'Etat de classe du prolétariat ne peut être dirigé que par *le parti* du prolétariat. Les organismes qui naissent spontanément de la lutte révolutionnaire ne peuvent en aucune manière donner une sorte de solution magique aux problèmes de la révolution socialiste. La *classe ouvrière* elle-même n'agit véritablement dans l'histoire que lorsqu'elle « se constitue en parti politique » (*Manifeste Communiste*), lorsqu'elle possède un organisme *unitaire*, doté de sa doctrine et de son programme. Ce parti, dans sa forme contingente — réduit à l'« appareil » qui fascine tellement le petit-bourgeois — peut fort bien être vaincu, se dissoudre, abdiquer, trahir, devenir l'auxiliaire de l'ennemi de classe : l'exemple de tous les partis communistes officiels d'aujourd'hui est là pour nous l'enseigner. Mais alors, s'exclame le philistin où sont les garanties ? Nous ne pouvons, dans cet article, revenir sur cette question, qui est au centre de la dégénérescence de l'Internationale communiste (8). Contentons-nous de répondre rapidement à notre philistin : il n'y a qu'une garantie absolue contre la dégénérescence du parti prolétarien, c'est la victoire de la société socialiste sur la société capitaliste qui, jusqu'à sa mort, continuera d'engendrer à foison les divers Thorez. Mais cette victoire révolutionnaire, c'est une victoire dans la *guerre* des classes où, comme dans toute guerre, qui veut vaincre doit posséder une armée et un Etat-major et non lancer ses troupes en désordre selon l'initiative individuelle des soldats ou des unités. L'état-major du prolétariat c'est son parti de classe, non pas sim-

---

(8) Voir en particulier *Dialogue avec les morts*, p. 109 et suivantes.

plement au sens étroitement disciplinaire et militaire du mot, mais parce que le véritable parti de classe est le seul organisme social qui, fort de l'expérience des luttes passées du prolétariat mondial, armé de sa doctrine qui n'est pas seulement une description critique de la société actuelle mais une *prévision scientifique* de la société future et des moyens de la réaliser, peut définir la stratégie du prolétariat et, dans de courtes périodes historiques — les révolutions justement — intervenir consciemment et d'une façon décisive dans l'histoire. La célèbre formule de Marx sur la théorie qui devient une force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses n'a pas d'autre sens.

Le reniement le plus honteux du marxisme consiste donc à masquer que le sujet déterminant de la dictature du prolétariat c'est le parti de classe. Et ce n'est pas un reniement « purement doctrinal ». Hésiter sur la nécessité du parti de classe, tergiverser sur son rôle dirigeant dans la révolution et la dictature, c'est vouer la révolution prolétarienne à n'être rien d'autre qu'une révolte désarmée et désemparée, une proie sans défense face à la contre-révolution en armes de la bourgeoisie et de ses laquais.

Staline et ses massacres des grands révolutionnaires d'octobre avaient déshonoré la forme parti aux yeux de nombreux révolutionnaires qui ne voyaient pas que le plus clair de la contre-révolution qui prit le nom de Staline, c'était précisément la subordination et l'écrasement du parti prolétarien (l'Opposition russe, dans ce cas) à l'Etat national russe. Les Khrouchtchev et les Thorez d'aujourd'hui continuent dignement son œuvre en admettant officiellement cette préséance toute bourgeoise : l'Etat démocratique souverain, *puis* les partis (on ne parle même plus *du* parti). C'est la preuve que ces gens-là tournent résolument le dos aux objectifs de la classe ouvrière, qu'ils ont perdu tout droit de se présenter sous le drapeau d'une organisation politique qu'ils ont eux-mêmes dissoute dans le marais de la démocratie parlementaire et de l'obéissance à l'Etat bourgeois.

C'est également pour pouvoir affronter et détruire, demain, ces instruments de la domination du capital que sont, partout, les partis communistes officiels, que le prolétariat doit reconstruire *son* parti, en affirmant qu'il ne saurait y en avoir qu'un seul, celui qui s'oppose à *tous les partis* de la société bourgeoise et assigne à la révolution socialiste comme première tâche leur dispersion et leur écrasement.

# LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE

Depuis que Staline, suivi dans une grande mesure par les trotskystes, a voulu identifier « planification » et « socialisme », l'idée de la planification économique n'a cessé de faire des progrès dans le monde entier. Un observateur superficiel pourrait voir là un résultat de la fameuse « émulation » chère à M. Khrouchtchev : émerveillés par les grandioses réalisations de la planification russe, les autres pays se rallieraient progressivement aux méthodes « soviétiques ».

Mais la réalité ne suit pas les petits schémas de l'idéalisme philistin. Si la plupart des pays se lancent aujourd'hui dans la planification, avec plus ou moins de prudence et d'hésitation, cela n'est dû ni à la vertu exemplaire de l'économie russe (pour qui, d'ailleurs, celle des U.S.A. représente toujours l'idéal à poursuivre) ni à la force de persuasion de l'idée de planification. Ce sont les lois d'airain de la production capitaliste, c'est le développement et la survie même du capitalisme qui exigent de plus en plus impérieusement cette concentration et cette organisation du capital à l'échelle nationale et même supra-nationale. Si le slogan « Planification » est tellement à la mode, c'est parce que toutes les classes intéressées à la sauvegarde du capitalisme prennent plus ou moins clairement conscience de cette nécessité ; elle devient si évidente que tous les partis, qui sous une forme, qui sous une autre, la reconnaissent.

On entend pourtant dans ce chœur de planificateurs des voix discordantes. C'est que contre la planification « autoritaire » certains se font les chantres d'une planification « démocratique ». Ils forment une troupe nombreuse et hétéroclite, dont l'éventail va des gens qui veulent seulement défendre démocratiquement leurs intérêts contre les rigueurs de la planification à ceux qui présentent la « planification démocratique » comme une étape sur la voie au socialisme.

C'est de cette planification démocratique qui, sous ses différentes formes est présentée aujourd'hui comme une panacée au prolétariat, que nous allons surtout nous occuper ici. Mais auparavant il nous faut rappeler les caractères généraux de la planification capitaliste, son origine, sa nécessité, ses succès et ses effets. Ceci nous permettra de comprendre ce que représente la revendication d'une planification démocratique et de définir le contenu de classe de ce mot d'ordre. A cette ultime défense de la bourgeoisie, contre la crise et contre le prolétariat, nous opposerons le programme révolutionnaire immédiat dans les pays capitalistes développés, la planification dictatoriale de l'Etat prolétarien.

## *La planification capitaliste.*

Nous avons déjà rappelé souvent que la tendance à la concentration de plus en plus poussée du capital, la tendance au capitalisme d'Etat, n'était pas un « fait nouveau », mais que le marxisme l'avait prévue à partir des lois générales du développement capitaliste ; et qu'en même temps le marxisme avait montré que cette concentration, à quelque degré qu'elle puisse être poussée, loin de lever l'anarchie et les contradictions de l'économie capitaliste, ne faisait que les porter à un niveau plus élevé et les rendre plus explosives.

Cette vue d'ensemble du développement du capitalisme, seul le Parti du prolétariat pouvait l'acquérir, car elle implique la prévision de la mise à mort violente du capitalisme.

Pour le bourgeois, chef d'entreprise, banquier, économiste, bonze réformiste ou homme d'Etat, les *lois générales* du capitalisme ne se manifestent que comme des *contraintes contingentes* et, le plus souvent, comme des *nécessités imposées par la concurrence*. Ceci est vrai non seulement pour le petit patron (courtisé et défendu par le P.C.F.) mais aussi pour les « patrons » des trusts et de ces grandes « entreprises » que sont les Etats capitalistes.

En effet, si aujourd'hui l'Etat est obligé de diriger de plus en plus directement toutes les activités, il serait faux de croire qu'il s'agit là d'une fonction « nouvelle ». En plus de son rôle d'organe d'oppression de classe, l'Etat bourgeois a toujours eu pour tâche de coordonner et de défendre les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie nationale, aussi bien contre les autres classes que contre les autres nations. Car si la révolution bourgeoise a bien formé les nations comme unités de production, ce n'est pas comme unités repliées sur elles-mêmes (ce qu'étaient en gros les unités féodales) mais comme unités par rapport au marché mondial, comme unités d'emblée antagoniques.

Au siècle dernier l'importance de ce rôle de l'Etat a pu rester en partie caché par suite du niveau relativement faible de la production. Il s'ensuivait en effet d'une part que le capitalisme ne pouvait bouleverser que progressivement les formes de production et les structures sociales, et d'autre part que les premières nations bourgeoises se trouvaient devant un marché mondial en formation et, pour ainsi dire, ouvert.

Dans ces conditions l'Etat n'intervenait que peu de façon directe dans l'économie ; il protégeait le marché intérieur en formation par les barrières douanières, il assurait la défense et la diffusion de la production nationale sur le marché mondial par des moyens diplomatiques aussi bien que militaires. Mais, bien que dans cette phase son rôle essentiel ait été de garantir le libre jeu du capitalisme naissant en détruisant les entraves à l'expropriation, à l'exploitation, à la généralisation du mode capitaliste de production, à l'accumulation rapide et au développement des forces de production, toutes choses alors favorisées par la concurrence presque individuelle des petits capitaux, l'Etat a dû dès ce moment jouer parfois le rôle de dirigeant économique : par exemple par la taxation de prix dans certaines périodes critiques, la législation du travail, la promotion de certaines branches industrielles ou le déve-

loppement des voies de communication qui étaient indispensables à la formation du marché, mais exigeaient une mise de capital considérable.

Il est tout à fait normal, d'ailleurs, que le caractère « dirigiste » d'un Etat capitaliste ait été d'autant plus prononcé qu'il se développait tard, et se heurtait plus violemment à la concurrence des capitalismes déjà anciens. Il suffirait à cet égard de comparer l'histoire de l'Angleterre, celle de la France et de l'Allemagne.

Et ceci explique que les Etats bourgeois qui se forment aujourd'hui, face à la concurrence des grandes puissances capitalistes, ne peuvent essayer de développer leur capitalisme national qu'en étant très « dirigistes » en économie, et donc « totalitaires » en politique.

Entre temps, les Etats capitalistes déjà développés ont dû et doivent renoncer de plus en plus au « libéralisme » qui y a existé à des degrés divers. C'est que la libre concurrence des petits capitaux a produit non seulement une énorme accumulation de capital et un développement formidable des forces productives, mais aussi la concentration et la dépersonnalisation du capital ; c'est qu'en même temps le développement du capitalisme dans le monde entier a rendu plus âpre la lutte sur les marchés nationaux aussi bien que sur le marché mondial.

C'est une erreur grossière et naïve de croire que la concentration du capital, la formation des cartels, des trusts, « privés » ou « étatiques », supprime la concurrence. Elle ne fait que la dépersonnaliser, la porter à une plus grande échelle et, par là, lui donner un caractère beaucoup plus violent. La concurrence entre des propriétaires de petits capitaux a conduit à la formation de grandes unités de capital anonyme, gérés par des « administrateurs » ; mais la concurrence continue, non seulement entre ces vastes unités, mais dans leur sein même.

S'il est parfois possible, en effet, dans une grande entreprise complexe, de freiner temporairement cette concurrence interne, elle finit toujours par s'imposer, et ce d'autant plus que l'entreprise est plus grande ; à la fois à cause du développement nécessairement inégal et de la rentabilité différente des divers secteurs, qu'à cause de la concurrence croissante qu'elle rencontre à l'extérieur. Et ainsi s'impose à ses prêtres la *loi absolue* du dieu Capital : *il faut qu'il se multiplie au maximum*. Une fraction de capital qui se multiplie moins qu'une autre dépérit. Comme disait si bien M. Khrouchtchev (1) : il faut que *chaque* rouble investi rapporte le plus possible.

La concurrence laisse donc tomber son masque « individualiste » et montre sa véritable nature : elle n'est pas concurrence entre M. Dupont et M. Durand, mais concurrence entre rouble et rouble, entre capital et capital ; elle est loi de développement interne du Capital.

---

(1) Cf. *Progr. Com.* n° 18 : Au XXII<sup>e</sup> Congrès de Moscou les fossoyeurs du communisme avouent.

En même temps cette concurrence s'exaspère et ses manifestations deviennent toujours plus brutales. Car d'une part le capital se concentre en « unités » toujours plus grandes, et il est bien évident que la lutte entre deux trusts de matériel électrique est autrement lourde de conséquences que la lutte entre deux petits fabricants de chandelles. D'autre part, l'accumulation du capital à l'échelle mondiale a déjà atteint un niveau tel, qu'il se multiplie de plus en plus difficilement, et que la lutte entre les différentes « unités » de capital devient plus acharnée. Deux guerres impérialistes ont montré comment le capitalisme résoud provisoirement ces difficultés-là.

On comprend que cette concurrence toujours plus âpre, allant de pair avec la concentration toujours plus grande, oblige les gérants du capital à se préoccuper de la rentabilité globale d'unités de production toujours plus vastes. Finalement, l'Etat capitaliste, représentant de l'ensemble des intérêts capitalistes d'une nation, se trouve contraint de diriger de plus en plus directement toute la production nationale, et d'assurer ou de développer sa *rentabilité globale* s'il veut tâcher d'éviter que la concurrence mondiale la précipite dans la ruine et le chaos.

En d'autres termes, l'Etat capitaliste doit *tendre* à transformer toute l'économie nationale en une seule énorme « entreprise » capable de défendre et d'imposer sa production contre ses rivaux. Et, puisque c'est sous cette forme que les lois du capitalisme se manifestent au bourgeois, le directeur de cette super-entreprise se trouve placé devant la même obligation que le directeur de toute entreprise capitaliste : l'obligation de *produire plus et meilleur marché*.

Or, pour augmenter la production nationale et diminuer son « prix de revient », le capitalisme doit, d'une part, tendre à généraliser jusqu'au bout le mode de production spécifiquement capitaliste, c'est-à-dire réduire ou éliminer les entreprises de forme précapitaliste (artisanat, paysannerie, etc.) ainsi que les petites entreprises capitalistes. D'autre part, il doit exploiter plus durement le prolétariat, c'est-à-dire *réduire toujours plus la fraction du produit total qui revient aux prolétaires*.

Voilà ce qui, en termes bourgeois, s'appelle « rationaliser » la production. Décidément, il devient de plus en plus visible que la fameuse Raison n'est qu'une des figures du Capital.

Dans cet effort pour rationaliser la production nationale, qui ne brime pas seulement le prolétariat et la petite bourgeoisie, mais aussi tel ou tel intérêt capitaliste particulier, la bourgeoisie essaie évidemment d'éviter que les heurts de classes ne prennent des formes violentes. Elle essaie d'obtenir des uns qu'ils appuient les mesures dirigées contre les autres, elle tergiverse, elle fait du réformisme ; mais finalement sa Raison s'impose et propose son Plan en bloc : planification du crédit et blocage des salaires, « rationalisation » des circuits de distribution et augmentation de la productivité du travail, élimination de la paysannerie par une agriculture capitaliste et syndicalisme d'Etat, investissements dirigés et austérité, etc., etc., bref, l'ensemble des mesures qui, aux variantes locales près, sont les mêmes partout, dans l'Allemagne nazie comme dans l'Angleterre « socialiste » ou la Tchécoslovaquie « communiste ».

Bien entendu, les conditions économiques, sociales et politiques varient suivant les pays : cela est dû à la façon même dont le capitalisme s'est développé. Lorsqu'on s'occupe d'un pays ou groupe de pays particulier, il faut certes tenir compte de ses conditions particulières. Mais nous ne nous attachons ici qu'à la tendance générale qui, à travers les avances et les reculs, est la même partout.

Et partout, ce Plan du capital peut être parfaitement résumé par l'appellation « national-socialisme ». Il est regrettable qu'une sensiblerie démagogique empêche ses représentants de lui donner ce nom.

### *La planification démocratique.*

Si l'on regarde maintenant à droite et à gauche les textes des partisans d'une planification « démocratique », on est frappé par leur apparente diversité. Il n'y a là, d'ailleurs, rien d'étonnant : si la planification doit être démocratique, il faut bien que chacun la voie à sa façon. Et on a l'impression qu'il est impossible de combattre cette hydre aux millions de têtes. O force de la Démocratie !

Mais derrière la fiction démocratique se trouve la solide réalité des rapports de classes. C'est elle qui nous permet de démêler ce fatras et de dégager les constituants principaux qui, dans des proportions variées forment le fond de toutes les « Planifications démocratiques ».

Tout d'abord il faut remarquer que la Gauche démocratique ressent et exprime aussi nettement que le Fascisme la nécessité capitaliste de « planifier », et qu'elle assigne exactement les mêmes buts à sa planification. Ce sont, par exemple, selon M. P. Le Brun (*France-Observateur* du 23-5-63) : « Les objectifs sociaux énoncés ci-dessus, l'expansion économique dans la démocratie, l'indépendance de la politique nationale et le développement des contributions de la France à la coopération économique internationale et tout particulièrement à l'aide aux pays sous-développés. »

Que signifie alors l'adjectif « démocratique » que la Gauche accole à l'expansion économique, à l'indépendance nationale, à l'exploitation des pays sous-développés, etc. ? Il traduit en gros trois choses différentes que nos démocrates mélangent soigneusement.

D'abord, il traduit la résistance de la petite bourgeoisie à l'offensive du grand capital. La nécessité croissante de la planification devient si évidente, que même le petit bourgeois s'en rend compte. Quand il n'arrive pas à vendre ses produits, même le paysan français, l'homme le plus individualiste du monde, se « syndique » et se met à réclamer qu'on organise et qu'on planifie : qu'on lui planifie ses débouchés, bien entendu.

En général, ce que réclame la petite bourgeoisie, c'est qu'on planifie sa survie. La « dureté des temps » l'oblige à renoncer au libéralisme individualiste qui la tue, et à rêver de Planification, d'une planification « démocra-

tique » des petits, elle aussi individualiste, naturellement, et qui exprimerait et défendrait leurs intérêts individuels.

Cette aspiration est évidemment tout à fait chimérique. Même si le capital est parfois amené à faire des concessions à la petite bourgeoisie — qu'il ne demande pas mieux que de ménager quand il le peut —, il a beau jeu de lui démontrer en théorie et en pratique l'incohérence d'une telle revendication. Qui veut la fin, veut les moyens, n'est-il pas vrai ? Eh bien ! Qui veut *vendre*, doit *produire meilleur marché* que les autres. C'est très simple, et il n'y a même pas à invoquer la « complexité du monde moderne » ou autres découvertes de la sociologie.

Elle est de plus réactionnaire, au sens propre du terme : la petite bourgeoisie voudrait au fond supprimer ce grand capital qu'elle a produit elle-même, et recommencer du début l'accumulation capitaliste — c'est-à-dire annuler l'apport historique du capitalisme, la socialisation de la production.

Utopique et réactionnaire, cette revendication est pourtant normale, et on a même envie de dire « honorable », dans la bouche de la petite bourgeoisie : celle-ci tente désespérément de défendre son existence en tant que classe. Mais elle devient parfaitement ignoble lorsqu'elle est reprise par des partis qui se prétendent prolétariens.

En second lieu, la ferveur « démocratique » de nos planificateurs traduit un besoin du grand capital lui-même.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Pour que la planification réussisse, il faut en effet que la bourgeoisie règne en maître incontesté. Or si la petite bourgeoisie peut rouspéter, et créer tout au plus des difficultés, elle ne peut en aucun cas renverser la domination du capital. La seule classe révolutionnaire capable de détruire complètement l'ordre bourgeois, c'est le prolétariat. Par la violence et par la douceur la bourgeoisie cherche donc à obtenir la soumission du prolétariat : il faut qu'il renonce à agir comme *classe* révolutionnaire, qu'il ne cherche pas à sortir du cadre de la société bourgeoise, et se contente à la rigueur, et le moins possible, de défendre ses intérêts de *catégorie sociale* de cette société.

Afin d'éviter que « l'austérité » et l'exploitation croissante inhérente à la planification capitaliste ne fassent découvrir aux prolétaires l'opposition absolue de leur intérêt à celui du capital, tous les bons chiens de garde lui répètent à satiété qu'au fond, ses intérêts sont les mêmes que ceux « bien compris » du capitalisme ; qu'il n'y a aucune contradiction, « au contraire », entre la satisfaction de ses « légitimes revendications » et les nécessités de « l'expansion économique » ; que tous les « objectifs sociaux » vers lesquels il peut tendre, il lui est possible de les réaliser au sein même de la société capitaliste. Cela, grâce à une bonne planification « démocratique », une planification conforme non plus à l'intérêt « privé » des trusts, mais à l'intérêt « public » de toute la nation.

Bien plus, ils expliquent aux prolétaires que la possibilité même de satisfaire leurs « aspirations » dépend de la bonne organisation et de l'expansion

de l'économie capitaliste ; qu'ils doivent donc se soumettre à ses impératifs, en faire leur affaire, et collaborer activement au grand œuvre.

Cette théorie, qui veut enchaîner le prolétariat au développement de l'économie nationale, lui faire réclamer lui-même sa propre exploitation dans « l'intérêt général du pays », vise à l'empêcher non seulement d'être révolutionnaire, mais même de résister à son exploitation croissante, de défendre ses intérêts immédiats les plus élémentaires.

Qu'elle s'avoue fasciste ou qu'elle se proclame « démocratique », « socialiste » ou « communiste », cette théorie n'est autre que celle de l'*Union sacrée*. De l'Union sacrée à perpétuité, plus infâme encore que l'Union sacrée de guerre, qui se prétendait *provisoire*. La nouvelle Union sacrée se présente ouvertement comme *permanente* et *éternelle*, comme l'adhésion définitive du prolétariat à l'intérêt du capital national dans la guerre économique permanente, ce qui implique son adhésion à la guerre militaire, qui n'en est qu'un cas particulier.

Arrivés à ce point, nous pouvons « arbitrer » le grand débat entre le P.C.F. et le reste de la Gauche. On sait que pour l'instant le P.C.F. s'oppose sans s'y opposer à la « planification démocratique ». Et on comprend son embarras.

Il a adopté d'enthousiasme la théorie stalinienne qui postule que :

planification = socialisme

puis, maintenant, la théorie krouchtchevienne qui affirme que :

planification + démocratie = passage au communisme.

Pour le PCF la « planification démocratique » est donc devenue en quelque sorte *le but suprême*, qu'il ne saurait être question d'atteindre, ni même de revendiquer. Non, camarades, il nous faut être réalistes, et demander simplement « la prospérité du pays dans une démocratie renouée », « la grandeur et l'indépendance nationale dans l'expansion économique », « la liberté dans l'intérêt général » et beaucoup de pluie pour nos salades.

On voit immédiatement que cette grande querelle entre « Notre Parti » et autres Gôchistes n'est qu'une querelle de mots, qu'en réalité tout ce joli monde veut la même chose, et que pour ce qui est de l'Union sacrée, le PCF, il peut le déclarer bien haut, n'a de leçon à recevoir de personne. Ajoutons même qu'à cet égard les « Deux années d'activité pour la Renaissance Economique et Politique de la République Française » dont il s'enorgueillissait au Congrès de 1947 lui assuraient déjà des lettres de noblesse.

Ainsi, dans toutes les planifications démocratiques, nous avons reconnu jusqu'ici, mélangées dans des proportions diverses, deux composantes : *la traduction des aspirations petites-bourgeoises* (qu'elle soit expression sincère, flatterie démagogique, ou les deux à la fois), et *l'adhésion à l'intérêt national du capital*. Il nous reste à examiner maintenant le troisième facteur de la planification démocratique, celui qui est le plus insidieux et peut-être le plus dangereux, parce qu'il vise à émasculer d'avance tout mouvement révolutionnaire.

## *La transition au socialisme.*

Certains de nos planificateurs démocratiques sont en effet assez hardis pour prétendre que c'est par cette planification dans la démocratie, justement, que se réalisera la transformation socialiste de la société.

Selon ces braves gens la planification permettrait par sa seule vertu démocratique de « régler la production d'après les besoins », et de réaliser ainsi la société future.

Cette théorie n'est pas seulement une triste resucée du Réformisme classique qui prétendait déjà que le socialisme pouvait être atteint démocratiquement, sans révolution ni violence, mais elle va plus loin. Elle n'exclut pas absolument l'insurrection violente ni l'instauration d'un « pouvoir ouvrier », mais elle lui assigne comme tâche précisément la réalisation de cette planification démocratique.

Elle joue ainsi sur les deux tableaux à la fois : d'une part elle prétend que la planification démocratique permet de faire l'économie d'une révolution, et d'autre part, si déjà révolution il y a, elle cherche d'avance à l'enfermer dans la planification démocratique, dans la sacro-sainte Démocratie.

Or, soumettre la planification économique à l'approbation ou l'élaboration démocratique revient tout simplement à l'enfermer dans le système capitaliste. C'est là *une position-clé du marxisme*, et nous l'avons déjà rappelée à maintes reprises dans la lutte contre la théorie la plus pure de cette planification démocratique, celle de la « gestion ouvrière » (2).

Nous avons montré que lorsqu'il arrache le pouvoir à la bourgeoisie (dans un pays capitaliste développé) le prolétariat se trouve à la tête d'une économie *capitaliste* et que si le programme économique devait être élaboré démocratiquement à partir de la « base », il ne ferait que traduire les besoins des unités de production de base de l'économie capitaliste, les entreprises, et que finalement, il ne pourrait qu'être conforme aux lois de fonctionnement de l'économie capitaliste.

Nous avons montré que le plan économique de l'Etat prolétarien ne pouvait être soumis à l'approbation démocratique, expression des besoins et des habitudes façonnées par la société bourgeoise, mais qu'il devait être établi centralement, d'après les besoins sociaux réels et conformément à la transformation de toutes les structures sociales qu'impose l'évolution historique de l'humanité. Cette transformation ne dérive pas d'un « libre choix démocratique », mais du *développement objectif* de la société.

Les démocrates ont exalté dans le règne bourgeois le côté centrifuge : la « libération » de l'individu (« libération » de la terre, des instruments de tra-

---

(2) Cf. en particulier *Progr. Com.*, n° 23 : Le principe démocratique et Dictature prolétarienne et parti de classe. — Voir aussi entre autres *Progr. Com.* n° 15 : Le marxisme contre l'utopie.

vail, des formes familiales, etc.) et n'ont pas vu que le véritable apport historique du capitalisme était au contraire la *centralisation* de la production, la suppression du morcellement de la société féodale, la *socialisation* de l'activité productive à l'échelle de l'humanité entière. Mais les lois du capitalisme sont à la fois centripètes et centrifuges et, comme nous l'avons rappelé au début, plus la concentration augmente, plus la contradiction entre ces deux tendances devient violente. Ce conflit ne peut pas être résolu par un recours à la démocratie, mais seulement par la libération des forces *sociales* que le capitalisme a lui-même développées mais qu'il tient enchaînées, par la *destruction* du mode de production capitaliste.

Aussi, ce qui distingue radicalement la planification qui tend au socialisme de la planification capitaliste (fasciste ou démocratique) c'est son *contenu*. Même si la révolution reste isolée dans un pays, les mesures économiques de l'Etat prolétarien s'insèrent dans la transformation d'ensemble à l'échelle internationale, et dans les pays capitalistes développés elles visent d'emblée non pas à l'expansion mais à la destruction du capitalisme.

Le « Manifeste » indiqua les mesures adéquates pour l'époque — 1848 — au degré de développement des pays européens les plus avancés, et il insista sur ce fait qu'il ne s'agissait pas là du programme du socialisme intégral, mais bien d'un groupe de mesures qu'il qualifia de transitoires, immédiates, variables et essentiellement « contradictoires ».

Par la suite — et ceci fut un des éléments qui trompèrent les partisans d'une théorie non stable, continuellement réélaboree d'après les résultats historiques — nombre de mesures alors dictées à la révolution prolétarienne furent adoptées par la bourgeoisie elle-même en tel ou tel pays ; l'instruction obligatoire, la Banque d'Etat, par exemple, et bien d'autres. Ceci ne devait pas autoriser à croire que les lois et prévisions concernant le passage violent du mode de production capitaliste au mode socialiste fussent changées, avec toutes les formes économiques, politiques et sociales ; cela signifiait seulement que la période immédiatement postérieure à la révolution se présentait désormais sous un jour différent et plus favorable : celui d'une économie de transition au socialisme.

L'opportunisme classique consistait à faire croire que toutes ces mesures, de la plus petite à la plus grande, l'Etat bourgeois pourrait les appliquer, sous la pression du prolétariat ou même grâce à la conquête légale du pouvoir par ce dernier. Si cela avait été vrai, ou bien ces diverses « mesures » s'avéraient compatibles avec le mode capitaliste de production, et le capitalisme ne les aurait adoptées que dans l'intérêt de sa propre conservation et pour éloigner la perspective de sa chute, ou bien elles ne l'étaient pas, et l'Etat ne les aurait pas réalisées.

L'opportunisme actuel, avec sa formule de démocratie populaire et progressive dans les cadres de la constitution parlementaire, a une tâche historique à la fois différente et pire. Non seulement il trompe le prolétaire en lui faisant croire que quelques-unes de ses propres mesures peuvent être englobées dans la tâche d'un Etat inter-classes et inter-partis (c'est-à-dire qu'il

adopte le même défaitisme que les sociaux-patriotes d'hier et renonce aussi à la dictature) mais, mieux encore, il conduit les masses qu'il encadre à lutter pour des mesures « populaires et progressives » qui sont directement *opposées* à celles que le pouvoir prolétarien, depuis 1848 et le « Manifeste », s'est toujours fixées.

Rien ne démontrera mieux toute l'ignominie d'une telle involution que l'énumération des mesures qu'il faudra substituer à l'avenir, lors de la prise du pouvoir dans les pays de l'Occident capitaliste, à celles que proposait il y a un siècle le « Manifeste » et dont il faudra toutefois conserver les plus caractéristiques.

Voici quelles sont ces mesures :

- a) désinvestissement des capitaux, c'est-à-dire destination d'une partie plus réduite du produit aux biens instrumentaux ;
- b) élévation des coûts de production, pour pouvoir donner, jusqu'à la disparition du salariat, du marché et de la monnaie, de plus fortes paies pour un temps de travail inférieur ;
- c) rigoureuse réduction de la journée de travail, au moins à la moitié des heures actuelles, en absorbant le chômage et les activités anti-sociales ;
- d) réduction du volume de la production, à l'aide d'un plan de sous-production qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires ; contrôle autoritaire des consommations, en combattant la mode publicitaire pour celles qui sont inutiles et néfastes ; abolition des activités assurant la propagande d'une psychologie réactionnaire ;
- e) rupture rapide des limites de l'entreprise ;
- f) abolition rapide des systèmes d'assurance du type mercantile, pour leur substituer l'alimentation sociale des non-travailleurs à partir d'un niveau minimum ;
- g) arrêt des constructions de maisons et de lieux de travail autour des grandes villes et même des petites, comme point de départ vers la distribution uniforme de la population dans les campagnes ; réduction de la vitesse et du volume du trafic en interdisant celui qui est inutile ;
- h) ferme lutte pour l'abolition des carrières et des titres, contre la spécialisation professionnelle et la division sociale du travail ;
- i) premières mesures pour soumettre au contrôle de l'Etat communiste l'école, la presse, tous les moyens de diffusion, d'information, et les réseaux de spectacle et des divertissements.

Un tel plan ne peut être élaboré démocratiquement dans des colloques, congrès, conseils et autres assemblées ; il est formulé par l'organe de la conscience de classe du prolétariat, le Parti, *sur la base de l'analyse des rapports de production et de l'évolution historique.*

Il ne peut pas plus être soumis à l'approbation démocratique du « peuple ». L'Etat prolétarien devra l'imposer par la dictature, non seulement contre la résistance consciente des serviteurs du Capital, mais contre la mentalité courante de la petite bourgeoisie qui imprègne largement les couches semi-prolétariennes et même prolétariennes. La force de l'habitude chez des millions d'hommes, disait Lénine, est une force terrible. Ni la bonne volonté, ni la libre discussion ne peuvent briser cette force, mais seulement l'explosion brutale des antagonismes sociaux et la transformation violente et autoritaire des structures sociales à commencer par leur racine : les rapports de production.

Si l'Etat prolétarien, guidé par le Parti, ne parvient pas à maintenir une rigoureuse discipline centralisée, il sera submergé par la contre-révolution bourgeoise. Ce n'est qu'après une longue période de transition — au cours de laquelle la dictature et l'Etat prolétariens eux-mêmes dépériront, à mesure que les rapports sociaux se modifieront et que les derniers vestiges du capitalisme seront extirpés sur le globe entier — que la contrainte disparaîtra avec les classes qui lui ont donné naissance. Mais la façon dont les hommes, devenus maîtres et non plus esclaves de leur force de production, dirigeront et organiseront alors leur activité selon leurs besoins, n'aura strictement rien de commun avec les conceptions bornées et bourgeoises des planificateurs démocratiques (3).

Qu'elle traduise la défense de la petite bourgeoisie, l'Union sacrée ou la lutte préventive contre la dictature du prolétariat par l'intoxication démocratique, la « Planification démocratique » ne représente que l'auto-défense du capitalisme : défense contre les perturbations sociales, contre les revendications immédiates du prolétariat, contre la destruction du capitalisme.

Pour montrer son caractère purement bourgeois, nous lui avons opposé le programme révolutionnaire immédiat. Mais ce programme ne se présente pas sur le même plan : il ne peut être l'objet de confrontations, de débats ou de marchandages démocratiques. Ce n'est pas un programme proposé à tout le monde et réalisable par n'importe qui. C'est le programme immédiat de la dictature du prolétariat, de l'Etat que le prolétariat formera après avoir détruit l'Etat bourgeois ; il ne peut être réalisé que si le prolétariat arrache le pouvoir politique à la bourgeoisie et s'érige lui-même en classe dominante.

---

(3) Cf. *Progr. Com.* n° 17 : La société communiste.

# "COMPÉTITION PACIFIQUE"

## ET PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

### I

Les 25-28-29 juin 1954, alors que se déroulait en Europe la Conférence de Genève convoquée le 20 avril pour discuter des problèmes asiatiques (paix en Corée et armistice en Indochine), les représentants de la Chine, de l'Inde et de la Birmanie proclamaient dans une déclaration commune les cinq principes de la Conférence de Colombo. Ces principes étaient : 1° respect mutuel de l'intégrité et de la souveraineté territoriales ; 2° non agression ; 3° non ingérence dans les affaires intérieures ; 4° égalité et avantages réciproques ; 5° COEXISTENCE PACIFIQUE. Du 18-30 octobre aux 20 novembre-12 décembre de la même année, le Pandit Nehru et le Premier Ministre de Birmanie U-Nu visitaient la République Populaire Chinoise et répétaient ces fameux principes dans des déclarations publiques faites en commun avec Mao Tsé-Toung et les plus grands représentants de l'Etat chinois. Les 18-20 avril 1955, une délégation chinoise dirigée par Chou En-Lai participait aux travaux de la Conférence de Bandoung des pays afro-asiatiques. Cette Conférence affirmait et proclamait solennellement en présence de 29 pays des deux continents les cinq principes de la Conférence sino-indo-birmane de Colombo.

Le stalinisme avait présenté la guerre de Corée comme le début possible d'une guerre sainte révolutionnaire des peuples asservis de l'Orient. La mort de Staline, les conférences de Genève, de Colombo et de Bandoung semblaient en 1955 ouvrir une ère nouvelle : L'ERE DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE. Huit ans après, les opportunistes et les philistins du monde entier s'imaginent vivre en réalité dans l'ère nouvelle de la coexistence pacifique.

Mais dans l'ère de la coexistence pacifique, UNE PETITE CHOSE est arrivée, petite chose qui suffit à renverser la propagande radio-télévisée et journalistique, et à transformer en rictus le sourire des partenaires, Khrouchtchev et Kennedy. Cette PETITE CHOSE ce fut, avec le fracas des mitrailleuses sur les cols hismalayens, les mouvements des navires de guerre et des avions dans la mer des Caraïbes.

CE FRACAS devait dominer le vacarme des radios et des télévisions du monde entier, diffusant à tous les échos les paroles de paix et d'amour de Jean XXIII et les vœux du Premier ministre Nikita Serguéievitch Khrouchtchev au Pape de Rome.

Les nouveaux Etats afro-asiatiques, les pays du Tiers Monde devaient être, d'après les illusions des philistins et des opportunistes, les interprètes et les porteurs d'un nouvel idéal de paix, de fraternité, de socialisme humanitaire. Et en effet c'est eux qui proclamèrent, aux conférences de Colombo et de Bandoung, les principes de la coexistence pacifique. Or, voilà que la révolution coloniale, si chère au philistin, déçoit toutes ses espérances sur la coexistence pacifique : les deux plus grands Etats du Tiers Monde, l'Inde et la Chine, se déchirent « fraternellement » dans un conflit permanent de frontière. « Comment cela a-t-il pu se faire ? » se demande le philistin surpris de constater que dans l'histoire les idéaux sont soumis à la force. Nous qui avons toujours expliqué les superstructures IDEALES par les rapports de production et par les forces MATERIELLES, nous ne nous posons pas cette question. Nous qui avons toujours prévu CE QUI DEVAIT ARRIVER AU MOYEN DE CE QUI ETAIT ARRIVE, et qui avons toujours regardé l'histoire comme une FORMATION ECONOMICO-SOCIALE EN DEVELOPPEMENT, nous qui, en conséquence, avons toujours expliqué LE PRESENT PAR LE PASSE ET PAR LE FUTUR, nous pouvons laisser les philistins à leur confusion et retrouver nos thèses dans les paroles de ces représentants du Tiers Monde qui, il y a sept ans, incarnaient l'idéal philistin de l'opportunisme mondial. Pour cela nous examinerons deux documents intéressants : 1° le discours du délégué yougoslave à la Conférence économique du Caire ; 2° l'étude du sociologue brésilien Josué de Castro « Brésil en révolution ».

### *Ce que dit Popovic.*

Vladimir Popovic, membre du Conseil Exécutif Fédéral et chef de la délégation yougoslave à la Conférence du Caire sur les problèmes du développement économique (9-18 juillet 1962) a fait un compte rendu intéressant qui reflète les préoccupations du Tiers Monde (sauf la Chine) devant les perspectives présentes et futures de l'économie mondiale (cf « Les questions actuelles du socialisme » et « Socialist Thought and Practice »). Popovic commence par soumettre à la Conférence de tristes rappels. Quelles furent, demande-t-il, « les causes qui ont conduit le monde à la catastrophe économique des années trente et, plus tard, à la guerre des années quarante ? » Notre philistin répondrait : « La barbarie nazie et la folie de Hitler ! » Mais Popovic n'est pas dans une de ces réunions électorales où abondent les philistins ; c'est une conférence d'hommes d'affaires et sa réponse à la grave question est donc différente de celle que le philistin attend. La voici : la crise de 1929 et la guerre de 1939 arrivèrent parce qu'il y avait des pays trop riches et des pays trop pauvres. Si nous ne nous trompons pas, et si le philistin est d'accord, les démocraties occidentales, Etats-Unis, Angleterre et France, se trouvaient en 1939 parmi les « pays trop riches ». Popovic continue : « Cette prise de conscience a bien été mise en lumière par la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail qui s'est tenue à Philadelphie en 1944 et qui lança le mot d'ordre : « LA PAUVRETE D'UN PAYS MENACE LA PROSPERITE DE TOUS. » Pour éviter que se forment encore une fois des pays trop riches et des pays trop pauvres et que le monde tombe dans une nouvelle catastrophe, il fut nécessaire de « faire subir à la société de profonds changements révolutionnaires ».

Que furent ces « changements révolutionnaires » ? « La formation du grand camp socialiste », hurle notre philistin enthousiaste. Popovic qui (bien ou mal) fait partie du « camp socialiste », ne s'intéresse au socialisme que dans les réunions philistines ; comme « homme d'affaires », il s'intéresse uniquement aux affaires. Les changements révolutionnaires furent donc, selon lui : 1° fondation de l'O.N.U. ; 2° constitution à Bretton Woods du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ; 3° règlement à Hot Springs des problèmes de l'alimentation mondiale grâce à la F.A.O. ; 4° bases de collaboration commerciale universelle à la Conférence de La Havane.

Jusqu'ici, nous avons ri de notre philistin. Le moment est venu de rire de Popovic. En fait, après l'énumération de ces changements révolutionnaires, il est contraint, comme un philistin quelconque dans une réunion électorale, à prendre un air surpris et affligé : « LOIN DE SE REDUIRE, LE FOSSE ENTRE ETATS INDUSTRIALISES ET ETATS SOUS-DEVELOPPES S'EST ELARGI. »

Ainsi, s'est exclamé Vladimir Popovic, membre du Conseil Exécutif Fédéral, chef de la délégation yougoslave à la Conférence du Caire ! Le philistin, comme le singe, est un animal imitatif ; c'est pourquoi il exprime idéalement à Vladimir Popovic sa solidarité et sa compréhension. Ainsi, nos deux personnages, le philistin et l'homme d'affaires, se sont retrouvés dans une commune souffrance sur « la misère des pays sous-développés ». Comme, le fait est connu, nous sommes des matérialistes convaincus, comme nos glandes lacrimales sont obstinément arides, comme nous ne pouvons nous associer aux lamentations des philistins et des affairistes sur « les misères du Tiers Monde », nous offrons à nos deux hommes un très fin mouchoir parfumé et nous passons au froid examen des statistiques avec lesquelles Popovic étaye son affirmation : « LOIN DE SE REDUIRE, LE FOSSE ENTRE ETATS INDUSTRIALISES ET ETATS SOUS-DEVELOPPES S'EST ELARGI. »

En utilisant les données de Popovic nous avons fait le tableau suivant :

Données (Sources : ONU-GATT)	Pays industrialisés	Pays sous-développés
% Population mondiale	15 %	50 à 60 %
Revenu moyen par hab. en 1949	915 dollars	55 dollars
Revenu moyen par hab. en 1960	1.500 dollars	100 dollars
% exportations mondiales en 1958	58 %	31,5 %
% exportations mondiales en 1960	63 %	24,7 %

Les données statistiques prouvant la misère absolue et relative des pays du Tiers Monde sont très claires et bien connues. Il n'est donc pas nécessaire d'insister. L'indication la plus intéressante est donnée par le pourcentage des exportations mondiales qui de 1958 à 1960 passent de 58 % à 63 % pour les pays industrialisés et tombent de 31,5 % à 24,7 % pour les pays sous-développés. Donc, les pays sous-développés trouvent des difficultés croissantes à exporter et le pourcentage de leurs exportations est en baisse. Pourquoi ? Voici la réponse de Popovic : « Une des causes principales de cette situation... réside dans les tendances divergentes du mouvement des prix des matières premières et des produits industriels finis. » De fait, dans la longue période

de 1953 à 1961, les prix des matières premières enregistrent une baisse de - 9 % et les prix des produits industriels une hausse de + 10 %. Cela signifie que pour une unité de matière première exportée, les pays sous-développés peuvent se procurer aujourd'hui une quantité de produits industriels inférieure de 1/5 à celle de 1953 et de 1/3 à celle de 1950 (données du « Monthly Bulletin of Statistics » 1961).

Popovic ne peut fournir aucune explication à ces ciseaux des prix qu'il présente comme un fait absolument nouveau (nous démontrerons par la suite qu'il s'agit d'un phénomène très vieux, indissolublement lié au mode capitaliste de production); par suite, il n'arrive pas à proposer de « remède ». Au contraire, il met l'accent sur un autre phénomène. Selon lui, s'il n'est pas avantageux pour les pays afro-asiatiques d'exporter des matières premières, il pourrait leur être avantageux d'exporter des produits industriels, compensant l'infériorité technique par « la main-d'œuvre à bon marché ». Cependant, à ce point de son discours, notre « homme d'affaires » éclate en sanglots, mettant en lumière que ce qui l'a fait parler jusqu'ici n'est pas une préoccupation pour la misère du Tiers Monde, mais une préoccupation pour les « affaires » de la Yougoslavie « socialiste » ! En fait, il accuse tous les pays industrialisés (Orient et Occident) d'être « protectionnistes... pour se défendre contre l'exploitation de la main-d'œuvre à bon marché » ! Ce protectionnisme aurait divisé le monde en blocs économiques et politiques, étouffant ainsi le développement des autres pays ! Comme on le voit, dans ces paroles transparaissent les difficultés de la Yougoslavie « socialiste » qui ne peut exploiter, comme elle le voudrait et comme il serait juste, sa main-d'œuvre à bon marché » à cause du protectionnisme du Comécon d'une part, du Marché Commun, de l'autre. Popovic fournit les chiffres suivants qui reflètent ce phénomène grave (pour la Yougoslavie).

Sources : GATT-Commerce International (1961)	Occident	Orient
% production mondiale	50 %	30 %
% commerce mondial	42 %	10 %
Commerce Orient-Occident	2 %	2 %

Et bien tout ceci ne va pas, d'après M. Popovic. Pour éclairer son désappointement et donner une idée approximative de la façon dont, selon lui, les choses devraient se passer, référons-nous à un épisode récemment mis en lumière par la revue officielle polonaise « Politika ». La Pologne « socialiste » produit des denrées alimentaires, mais doit acheter des machines-outils ; l'Allemagne de l'Est, « socialiste », produit des machines-outils, mais doit acheter des denrées alimentaires. Croyez-vous que, sur la base de la « division internationale du travail socialiste » exaltée par Khrouchtchev, et avec les rapports fraternels existant à l'intérieur du Comicon, l'Allemagne de l'Est et la Pologne échangent mutuellement denrées alimentaires et machines-outils ? Pas le moins du monde ! La Pologne et l'Allemagne de l'Est vendent respectivement à l'Allemagne de l'Ouest denrées alimentaires et machines-outils de sorte que Bonn revend à Varsovie les machines-outils de Pankow et à Pankow les denrées alimentaires de Varsovie. Ce phénomène doit, selon Popovic, se

généraliser, devenir non plus l'exception, mais la règle. En réalité, cela démasque les théories « harmonieuses » et libre-échangistes de Khrouchtchev qui voudrait présenter le commerce en l'an de grâce 1963 comme une « simple circulation de marchandises »; et cela démontre que votre but, Messieurs Khrouchtchev et Popovic, n'est pas de faire circuler des marchandises (M-A-M), mais de faire circuler DU CAPITAL, DONC DE LA PLUS-VALUE (A-M-A').

*Ce que dit Marx.*

« Si l'on traduit A-M-A par la formule *acheter pour vendre*, ce qui n'a d'autre signification que : échange de l'or contre de l'or à l'aide d'un mouvement médiateur, on reconnaît là aussitôt la forme prédominante de la production bourgeoise. Dans la pratique, toutefois, on n'achète pas pour vendre, mais on achète bon marché pour vendre plus cher. On échange de l'argent contre de la marchandise pour échanger à son tour cette même marchandise contre une plus grande quantité d'argent, de sorte que les extrêmes A A diffèrent sinon qualitativement du moins quantitativement. Une telle différence quantitative suppose *l'échange de non-équivalents*... Le cycle A-M-A recèle donc sous les formes argent et marchandise des rapports de production plus développés... » (*Critique de l'économie politique*, Ed. Soc., p. 89.)

Votre formule « acheter à bas prix pour vendre cher » (A-M-A') est la formule générale du capital et elle montre que vous êtes des capitalistes, Messieurs Khrouchtchev et Popovic ! Et c'est à cela, Monsieur Popovic, que vous avez le front de confier le salut des pays sous-développés ? ? ?

Pour conclure, selon Popovic, le développement des pays du Tiers Monde est bloqué pour les raisons suivantes :

1° Chute des prix des matières premières ;

2° « Protectionnisme » des pays industrialisés pour « se défendre contre l'exploitation de la main-d'œuvre à bon marché. »

Devant cette situation Popovic est pessimiste : « L'arrêt du développement dans les pays tiers menace celui des pays industrialisés. » « Les tendances actuelles à la récession peuvent se transformer rapidement et facilement en une nouvelle dépression de grande ampleur. Le stimulant initial donné par l'intégration cesse vite d'agir et les membres du groupe intégré en éprouveront très vite les graves répercussions... » « SI NOUS PERMETTONS A CES TENDANCES DE S'ACCENTUER, ELLES AURAIENT TOT OU TARD DES CONSEQUENCES FATALES POUR LES PAYS INDUSTRIALISES ET SOUS-DEVELOPPES. »

Donc, se demande notre philistin perplexe et épouvanté, la crise de 1929 et la guerre de 1939 peuvent encore se produire ? Donc, l'idéal de paix, de démocratie et de socialisme n'évitera pas aux peuples une nouvelle catastrophe ? Mais notre « homme d'affaires », lui mettant amicalement une main sur l'épaule, le rassure : le commerce, mon petit, le commerce, résultat naturel de la démocratie et du socialisme, nous sauvera !

Il faut commercer ! commercer ! commercer ! Ainsi conclue M. Popovic ragailardi. Le salut est dans l'O.N.U., dans le G.A.T.T. qui doivent financer

l'industrialisation des pays sous-développés. Le salut est dans la prochaine conférence internationale de l'O.N.U. sur le Commerce pour l'organisation de laquelle s'agitent les deux grands Big, les HOMMES DE BONNE VOLONTE : Nikita Khrouchtchev et John Kennedy !

Il n'est pas possible ici d'analyser les prix des matières premières et des produits industriels fournis par Popovic. Nous ignorons, par exemple, si la diminution de 9 points constatée entre 1953 et 1961 dans le prix des matières premières marque une chute continue ou une baisse accidentelle, interrompue ça et là par de brusques remontées. De même, il nous manque les éléments nécessaires pour en établir les causes fortuites. Cette chute pourrait naître d'une surproduction chronique de matières premières. Par contre, ce qui est très clair depuis plus de cent ans et que M. Popovic ignore totalement, c'est que :

1° Depuis plus de cent ans, il est de l'intérêt des Etats industriels, protectionnistes ou non, de favoriser la baisse du prix des matières premières.

2° *Depuis plus de cent ans une des caractéristiques fondamentales du mode capitaliste de production consiste justement dans la dépendance de la production des matières premières organiques et végétales à l'égard de la production industrielle, c'est-à-dire, dans la dépendance du marché de l'une à celui de l'autre, de l'offre de l'une à la demande de l'autre.*

Les passages suivants de Marx serviront à éclaircir les idées, non certes à M. Popovic qui se moque de Marx, mais à nos lecteurs :

« Le taux de profit étant  $\frac{pl}{C}$  ou  $\frac{pl}{c+v}$ , il est clair que tout ce qui provo-

quera un changement de grandeur de  $c$ , et donc de  $C$ , entraînera aussi une modification du taux de profit, même si  $pl$  et  $v$  et leur rapport réciproque restent inchangés. Or, la matière première constitue un élément essentiel du capital constant. Même dans les branches d'industrie où n'entrent pas de matières premières proprement dites, cet élément figure sous forme de matières auxiliaires ou de composant des machines, etc., et, de ce fait, ses variations de prix se répercutent proportionnellement sur le taux de profit. Si le prix

de la matière première diminue d'une certaine somme, soit  $d$ ,  $\frac{pl}{C}$  ou  $\frac{pl}{c+v}$

devient  $\frac{pl}{C-d}$  ou  $\frac{pl}{(c-d)+v}$ . D'où une hausse du taux de profit. Inversement

si le prix de la matière première augmente,  $\frac{pl}{C}$  ou  $\frac{pl}{c+v}$  se transforme en

$\frac{pl}{C+d}$  ou  $\frac{pl}{(c+d)+v}$ , d'où baisse du taux de profit. Toutes choses égales d'ail-

leurs, le taux de profit varie donc en sens inverse du prix de la matière pre-

mière. De là résulte notamment l'importance particulière, pour des pays industrialisés, d'avoir des matières premières à bas prix... On conçoit par conséquent l'importance énorme que revêt pour l'industrie la suppression ou la diminution des droits de douane sur les matières premières ; l'entrée de celles-ci, autant que possible en franchise, était donc déjà au centre de la doctrine du système protectionniste une fois celui-ci développé plus rationnellement. Avec la suppression des droits sur les grains, c'était là-dessus que les freetraders (libre-échangistes) anglais portaient principalement leur attention, et ils se préoccupèrent surtout de faire abroger du même coup les droits d'entrée sur le coton » (*Le Capital*, Livre III, Tome I, Ed. Soc., pp. 124-125).

La diminution du prix des matières premières est directement proportionnelle à l'augmentation du taux de profit. Depuis plus d'un siècle cette diminution entre dans les intérêts du capitalisme qui l'obtient JUSTEMENT par le libre échange. La diminution de — 9 observée de 1953 à 1961 et qui étonne tant M. Popovic est, à la lumière du marxisme, parfaitement normale. Croire améliorer le sort des pays essentiellement agricoles, en lançant des anathèmes contre le protectionnisme et en élevant des hymnes au libre échange est une idiotie colossale (mais intéressée). De toute façon, le fait fondamental, quelle que puisse être l'évolution des prix des matières premières, que ceux-ci montent ou qu'ils baissent, qu'il s'agisse d'États industriels protectionnistes ou libre-échangistes, le fait fondamental, c'est que cette sphère de la production, généralement agricole, dépend des cycles de la production industrielle. Marx écrit encore :

« L'élément essentiel (de la production) — abstraction faite du salaire, donc du capital variable — est dans tous les secteurs la matière première... La fraction du prix qui doit remplacer l'usure des machines entre en compte mais plutôt virtuellement, tant que l'outillage est encore en état de marche ; il n'importe guère de savoir si cette somme sera payée aujourd'hui ou demain, dans quelle section du temps de rotation du capital elle sera payée et remplacée en argent. Il en est autrement de la matière première. Si le prix de la matière première s'accroît, il peut arriver qu'il soit impossible de la remplacer complètement, après avoir prélevé le salaire sur la valeur de la marchandise. En conséquence, de brutales fluctuations de prix provoquent des interruptions, de graves perturbations et même des catastrophes dans le procès de reproduction. Ce sont surtout les produits de l'agriculture proprement dits, les matières premières provenant de la nature organique, qui sont soumis à de telles variations de valeur par suite des changements dans les récoltes... Par suite de conditions naturelles tout à fait incontrôlables, de saisons favorables ou non, etc., la même quantité de travail peut, en ce domaine, se traduire par des quantités fort différentes de valeurs d'usage et une mesure déterminée de ces valeurs d'usage aura de ce fait un prix qui variera beaucoup... Voilà donc un premier élément des fluctuations de prix de la matière première. En voici un second... : il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à des lois organiques déterminées dépendant de certaines conditions naturelles, ne puissent être soudainement multipliées, dans la même mesure que des machines, par exemple, ou tout autre capital fixe, charbon, minerais, etc., dont

la multiplication peut se produire en un temps très court dans un pays industrialisé, si l'on suppose réalisées les autres conditions naturelles. Il est donc possible et même inévitable dans une production capitaliste développée que la production et la multiplication de la portion de capital constant consistant en capital fixe, outillage, etc., prenne une avance considérable sur la portion constituée par des matières premières organiques, de sorte que la demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre et que partant leur prix monte... Quand la montée des prix vient à avoir un effet très net sur l'extension de la production et l'offre de marchandise, la plupart du temps déjà le tournant s'est produit : on est arrivé au point où, par suite de la hausse persistante de la matière première et de toutes les marchandises, dont elle est un élément, la demande baisse, ce qui a en conséquence une répercussion sur le prix de la matière première également » (*Le Capital*, Livre III, Tome I, Ed. Soc., pp. 134-136).

### *Premières conclusions.*

Marx établit donc d'une façon claire et définitive deux thèses fondamentales :

*Premièrement.* — Le développement du capitalisme trouve dans l'agriculture, c'est-à-dire dans la production de matières premières d'origine organique et végétale, une limite naturelle insurmontable composée de deux facteurs essentiels : a) l'alternance des saisons favorables et défavorables ; b) des périodes naturelles rigides auxquelles est soumise la production agricole — cycle annuel ou semestriel pour les cultures, cycle de reproduction pour l'élevage.

Le facteur naturel a) mène directement à des fluctuations continues et IMPREVISIBLES du prix des matières premières. Le facteur naturel b) mène indirectement au même résultat car il engendre un déséquilibre continu entre la production de machines (capital fixe) et la production de matières premières (capital constant circulant), entre la demande de matières premières par le secteur de la production industrielle et l'offre de matières premières par le secteur de la production agricole.

*Deuxièmement.* — Cet assujettissement de l'agriculture capitaliste à l'industrie capitaliste et les fluctuations périodiques du prix des matières premières atteignent d'une part le processus de reproduction industrielle à son point le plus vulnérable, c'est-à-dire dans la partie constitutive **CONSTANTE, CIRCULANTE** du capital, formée par les matières premières, et provoquent ainsi « des interruptions, des grands heurts et même des catastrophes ; d'autre part, cela crée une situation de désordre et de crise chronique dans l'agriculture.

Il s'ensuit que les pays industriels, contrairement aux illusions nourries par M. Popovic, *ont tout à gagner d'une baisse des prix des matières premières et ont tout à craindre de leur hausse. Enfin, ils ont tout à perdre d'un développement autonome des pays sous-développés.* M. Popovic soutient exactement le contraire. Toutefois, en ce qui concerne l'hypothétique développe-

ment autonome des pays du Tiers Monde, on doit reconnaître que M. Popovic n'a pas su indiquer une seule des conditions réelles qui pourraient le rendre possible, exception faite de ses bavardages sur le financement par l'O.N.U. Une chose est certaine : la hausse et la baisse du prix des matières premières sont des mouvements interdépendants qui ont causé, causent et causeront toujours la misère et la ruine des pays sous-développés essentiellement agricoles. L'issue pour ces pays, même si elle consiste dans un développement du capitalisme industriel, ne peut absolument pas résider dans un LIBRE ECHANGE AVANTAGEUX avec les pays industriels, c'est-à-dire dans une hausse du prix des matières premières. Car cette hausse, invoquée à grands cris par les pires démagogues et opportunistes, provoquerait au maximum une crise (bienvenue pour nous) dans les pays industriels, donnerait l'avantage aux seuls groupes intéressés par l'opération et serait bien vite suivie d'une chute.

En outre, il est évident que le « remède » le plus original proposé par Popovic, l'exportation des produits industriels compensant l'infériorité technique par « l'exploitation de la main-d'œuvre à bon marché », ne mérite pas l'honneur d'une critique. Honorable Monsieur Popovic, pouvez-vous nous dire de combien d'heures supplémentaires doit s'accroître « l'exploitation de la main-d'œuvre à bon marché » pour que la Yougoslavie « socialiste » soit en mesure de lancer en Europe des voitures utilitaires à des prix inférieurs à ceux de Renault ou de Fiat ? 12 heures suffiront-elles, noble Popovic ? Et 16 heures, « démocrate » Popovic ? Et 18 heures, humanitaire Popovic qui pleure sur les misères humaines ? Où trouverez-vous, doux Monsieur Popovic, le fouet du négrier ? Comment bâtirez-vous le camp de concentration qui forcera le prolétariat yougoslave à fabriquer des produits industriels à des prix concurrentiels pour les marchés de l'Ouest ? Les trotskistes vous l'offriront-ils ce fouet ? Vous le construiront-ils ce camp de concentration ces intellectuels ouvriéristes de « Socialisme ou Barbarie », des « Quaderni Rossi » et leurs délicieux admirateurs de la « Gauche communiste » qui voient dans votre économie « démocratique à gestion d'entreprise » où « on exploite la main-d'œuvre à bon marché » un modèle non « bureaucratique » d'économie « socialistes » ? (1).

---

(1) Les mêmes préoccupations en ce qui concerne la baisse du prix des matières premières et la même myopie se retrouvent dans l'article de J. Kowalewski, paru dans le journal polonais *Tribuna Ludu* : « Dans le commerce international, nous observons depuis longtemps des phénomènes inquiétants et fâcheux. D'abord, le processus continu de baisse des prix et d'aggravation des conditions de vente des matières premières et des produits agricoles qui frappe surtout l'économie des pays non développés, mais ne concerne pas seulement ces pays... »

Il est clair que la Pologne se trouve dans une situation analogue à celle de la Yougoslavie et les solutions qu'elle propose révèlent la même ignorance que chez M. Popovic.

Sur la question du prix des matières premières, le passage suivant de l'*Ekonomičeskaia Gazeta* jette une lumière encore plus vive : « Pour utiliser tous les éléments avantageux de la division socialiste internationale du travail... il faut élaborer un système précis de STIMULANTS MATÉRIELS afin d'encourager la production dans les pays exportateurs de matières premières et de combustibles... On sait que les prix qui règlent les échanges entre Etats sont établis sur la base des prix mondiaux. Cela n'encourage pas toujours comme il faudrait les Etats isolés à extraire et à exporter des matières premières nécessaires. Il est

## II

Après avoir démontré, contre Popovic, que la maladie chronique des pays sous-développés a ses racines dans le « libre commerce » qu'il souhaite, ouvrons l'étude « Brésil en révolution », parue dans le numéro de septembre 1962 de la revue ESPRIT et écrite par Josué de Castro, Nelson de Mellot et Gilbert Paim.

L'Amérique latine est, depuis presque un siècle, l'exemple typique du manque d'indépendance politique formelle pour qu'une authentique révolution bourgeoise soit en mesure d'ouvrir la voie à l'industrialisation capitaliste : exemple important qui aurait dû déjà, à la Conférence de Bandoung, mettre en garde les exaltateurs de la « révolution coloniale » comme « libération universelle de l'homme » — les Jeanson et autres Senghor. Aujourd'hui, en Amérique latine, le centre possible d'une future industrialisation du continent sud-américain se trouve au Brésil. A cet égard, nous avons dans l'étude citée une intéressante indication d'où il résulte que le rythme moyen d'accroissement de l'économie brésilienne est de 7 % et celui de la production industrielle seule de 10 % — rythmes, fait remarquer Josué de Castro, qui sont les plus élevés des pays du Tiers Monde, à l'exception de la Chine. Le Brésil, comme tous les pays sous-développés, fut soumis jusqu'ici au marché et à l'exportation des matières premières. Nous revenons donc au problème traité dans notre polémique avec Popovic. Et la thèse marxiste sur la crise chronique du secteur agricole du fait des fluctuations du prix des matières premières trouve une pleine confirmation dans les caractéristiques succinctes que donne Josué de Castro de l'histoire économique du Brésil. Il apparaît que l'économie brésilienne, essentiellement agricole, n'a pas eu jusqu'ici un champ d'application bien défini, mais a subi les différents cycles du marché des matières premières énumérés par l'auteur : « Cycles du bois du Brésil - de la canne à sucre - de la chasse à l'Indien (*sic* !) - des mines - de l'agriculture nomade - du café - de la récolte du caoutchouc. » De Castro appelle ce type d'agriculture (qu'il caractérise comme une « culture extensive des produits d'exportation ») un « développement économique colonial », et il lui oppose une « développement économique national » basé sur « une agriculture intensive des moyens de subsistance » de façon à créer le « marché intérieur ».

---

pourtant opportun de fixer des prix économiquement fondés, pour les matières premières déficitaires... En perspective, il faudra créer une banque collective des Etats socialistes... »

L'*Ekonomitcheskaja Gazeta* admet donc tranquillement que la chute des prix des matières premières se vérifie à l'Est comme à l'Ouest, et que les pays agricoles de l'Est en subissent les mêmes contre-coups. L'U.R.S.S. se comporte en face de ses satellites de l'Est comme le classique pays impérialiste qui exploite les marchés de matières premières ! En ce qui concerne notre thèse selon laquelle la hausse et la baisse du prix des matières premières non seulement ne sont pas une issue pour les pays sous-développés, mais encore renforcent leur dépendance à l'égard des centres de l'impérialisme, il convient de se référer à une nouvelle intéressante. Alors que tout le monde se lamente sur la baisse du prix des matières premières, ceux-ci ont inopinément monté au cours de la récente crise internationale. En fait, on sait qu'en cas de guerre tout pays industrialisé manque de matières premières, ce qui en augmente le prix. Telle est la voie du salut offerte par le capitalisme aux pays sous-développés : la guerre !

Ici, Josué de Castro a exactement exposé la vraie condition nécessaire à l'industrialisation capitaliste d'un pays sous-développé : le passage de l'agriculture extensive des produits d'exportation à l'agriculture intensive des moyens de subsistance, ce qui équivaut à la formation du marché intérieur. Mais l'auteur nous fournit une autre indication précieuse : 60 % de la population brésilienne vit **DANS DES CONDITIONS INHUMAINES**. Ce chiffre, probablement identique pour tous les pays du Tiers Monde, suffit à exprimer la vraie difficulté d'une industrialisation autonome de ces pays à l'époque de l'impérialisme. Que signifie, en effet, dans une telle époque, la formation du marché intérieur ? Cela signifie d'abord, nous l'avons vu, le passage de la production des matières premières pour l'exportation à la production des moyens de subsistance afin de constituer la partie variable du capital destiné à l'industrie. Pour atteindre ce premier résultat, il faudrait une révolution politique interne qui frappe les intérêts des groupes liés à l'exportation des matières premières et qui réalise une transformation radicale des campagnes, en y répartissant une fraction de ces 60 % qui vivent dans des conditions inhumaines. D'autre part, une révolution de ce type, qui équivaldrait à la formation d'un marché intérieur, ne peut pas ne pas frapper les intérêts de tous les pays industrialisés, en Orient comme en Occident, et elle susciterait de leur part une réaction féroce et, si possible, la répression. Le pays sous-développé, qui à l'époque de l'impérialisme réalise sa révolution bourgeoise va à l'encontre du boycott et de l'isolement dans la mesure où il bouleverse le fragile équilibre du marché mondial des matières premières.

Les difficultés extérieures se répercutent à leur tour à l'intérieur. La réaction des pays industrialisés et la nécessité de forcer les étapes de l'industrialisation **MENENT A UNE CENTRALISATION DU CAPITAL QUI PRECEDE SA CONCENTRATION**. Mais si cela est possible dans le secteur industriel, ce ne l'est pas pour autant dans le secteur agricole. D'un côté, l'énorme masse d'expropriés, les 60 % que rappelle de Castro, ne peut pas être immédiatement absorbée par l'industrie ; de l'autre, elle doit produire des moyens de subsistance pour les ouvriers et le faire avec des moyens techniques primitifs. *D'une part, dans le secteur industriel, nous avons le point d'aboutissement du capitalisme, la centralisation du capital, sans que cela soit précédé par l'accumulation et la concentration ; de l'autre, dans le secteur agricole, nous avons le point de départ du capitalisme, la petite production mercantile, sans la possibilité d'un développement normal dans l'entreprise capitaliste à cause de la surpopulation misérable des campagnes et des exigences de l'industrialisation forcée.* Les deux développements, industriel et agricole, s'entravent l'un l'autre ; mais, en dernière analyse, l'agriculture reste la véritable pierre d'achoppement de toute industrialisation à l'époque de l'impérialisme.

Josué de Castro formule cette contradiction comme « *un conflit entre la nécessité sociale d'absorber de la main-d'œuvre et la nécessité technico-économique de produire à des prix concurrentiels des objets comparables à ceux que vendent les pays industriels* ». On ne comprend rien aux difficultés de l'industrialisation des pays sous-développés, si l'on ne comprend pas cette « main-d'œuvre à absorber », ces 60 % qui vivent dans des conditions inhumaines, *n'est pas le produit d'un marché intérieur en formation, ni le produit*

de la division des petits producteurs en capitalistes, d'un côté, et en salariés, de l'autre. Il ne s'agit pas ici du processus décrit par Marx dans la Section VII du Livre Premier du « Capital » pour l'Angleterre, ou par Lénine dans « Le développement du capitalisme en Russie ». Cette énorme masse expropriée est le résultat de l'érosion produite par l'impérialisme pendant des décades d'asservissement et de rapines ; cette érosion a produit les expropriés, mais pas le marché, ni les fabriques, ni les capitalistes. Elle a rendu d'énormes masses d'hommes « libres » de mourir de faim. La main-d'œuvre à bon prix, **EXPRESSION D'UNE REVOLUTION AGRAIRE MANQUEE, PLUTOT QUE D'UNE REVOLUTION AGRAIRE DEJA ADVENUE**, empêche donc la production d'objets industriels à des prix concurrentiels au lieu de la favoriser, comme le croit M. Popovic. En outre, le vrai problème de l'industrialisation ne consiste pas à exporter des produits industriels et encore moins des matières premières à des prix avantageux, mais à créer le marché intérieur, c'est-à-dire à amorcer l'échange entre industrie et agriculture.

Face à toutes ces difficultés, Josué de Castro est obligé de poser le problème de la violence et d'avouer qu' « *on ne connaît pas d'exemple de transfert pacifique du pouvoir dans le monde moderne* (sic !). *Les exemples les plus dramatiques se trouvent dans l'histoire des U.S.A. Il est possible que le Brésil soit une exception historique... C'est possible, mais ce n'est pas certain* ».

Pourquoi la Chine canonne-t-elle ? Pourquoi la Chine menace-t-elle ? Pourquoi est-elle mise au ban de l'O.N.U. comme du « camp socialiste » ? Parce que la Chine est le seul pays sous-développé (sous-développé, mais non féodal), qui ait réussi à mener à terme une authentique révolution bourgeoise et à commencer une authentique industrialisation capitaliste.

L'énorme territoire chinois et son énorme population représentent un marché immense qui s'est soustrait à la sphère de l'économie coloniale et, une fois entré dans le processus d'industrialisation capitaliste, a renversé tout l'équilibre du marché des matières premières. Ce fait formidable, s'il parvient à son achèvement, représentera l'unique résultat révolutionnaire de la seconde guerre mondiale. C'est l'intérêt du capitalisme international, à l'Est comme à l'Ouest, d'empêcher qu'un tel développement s'accomplisse, que l'industrialisation de la Chine s'affirme comme un fait irréversible. Cette nécessité de bloquer le développement de la Chine, commune à l'U.R.S.S. et aux U.S.A., est pourtant la plus grande vengeance de l'histoire à l'égard du capitalisme mondial. Imposée par des lois économiques inéluctables, elle met la Chine au centre des contradictions mondiales du capitalisme, elle en fait un des anneaux les plus faibles de la chaîne du capitalisme (l'autre anneau qui sautera étant celui de l'Europe occidentale et centrale). Il est possible, sans graves conséquences, d'empêcher une machine de se mettre en route, mais on ne peut arrêter une machine en mouvement sans la faire sauter et sans mettre en morceau le fou qui ose le tenter. La politique de l'impérialisme à l'égard de la machine chinoise lancée à une allure vertigineuse, la politique américaine du blocus de Formose et du Pacifique, celle de l'U.R.S.S. à l'égard de la Mongolie Extérieure, de l'U.R.S.S. qui vend des armes à l'Inde et excite le chacal indien contre le tigre chinois, cette politique est grosse de graves désastres aussi bien en Chine que dans le reste du monde. L'illusion d'arrêter la Chine

est une folie, digne seulement de l'impérialisme parvenu à sa phase extrême de vieillissement. La Chine ne peut être arrêtée que d'une manière : en la faisant crouler. Mais l'écroulement de l'industrialisation chinoise serait en même temps l'écroulement de l'impérialisme, car il entraînerait avec lui la rébellion du prolétariat chinois et international. La Chine d'aujourd'hui reproduit, *par une analogie historique à laquelle s'ajoute toute la complexité sociale des économies sous-développées et coloniales que nous avons analysées plus haut* (et dans lesquelles, chose incompréhensible pour le philistin, se pose le problème de l'impérialisme et non du féodalisme), la Chine d'aujourd'hui reproduit donc, *sous une autre forme et à plus grande échelle*, toutes les contradictions de la Russie de 1900 à 1917.

La folle politique de l'impérialisme a déjà conduit à ce résultat important : réduire en miettes les principes des conférences de Colombo et de Bandoung, briser l'apparente homogénéité des pays afro-asiatiques, opposer la Chine aux autres pays du Tiers Monde. Quand, en 1956, après les sourires de la Conférence de Genève, l'impérialisme arriva à un de ces « redde rationem » qui accompagnent périodiquement les rapports entre États entre deux guerres mondiales, quand les contradictions de l'impérialisme éclatèrent à Suez et à Budapest, Mao se couvrit de soie et d'éventails pour lancer au monde la théorie des « Cent Fleurs » de lotus. Sept ans après, au moment où se dessine, avec le blocus de Cuba et de Berlin, un autre soubresaut explosif de l'impérialisme, Mao se barde de fer et fait résonner par le monde la théorie des « 1.000 MONTAGNES ET DES 10.000 CANONS ». C'est à ce beau résultat qu'a conduit la politique de provocation et d'isolement menée par les U.S.A. et l'U.R.S.S. à l'égard de la Chine. Si, avant que se dessine la grande crise économique que tous craignent aujourd'hui et que nous attendons depuis quinze ans, l'impérialisme arrivait à une autre crise partielle, quelle nouvelle théorie annoncerait Mao ? La théorie des « VASTES DESERTS », ou des « GRANDES EAUX » ? La Chine canonnera-t-elle au Nord ou à l'Est ? Vers la Mongolie russe ou vers Formose l'américaine ?

Aujourd'hui, la Chine qui ouvrit à Bandoung l'ère de la coexistence pacifique, en sonne le glas au bruit de ses canons. Ce son de cloche s'est déjà fait entendre à la Conférence du Caire où Vladimir Popovic a prévu la possibilité d'une nouvelle crise et d'une nouvelle guerre mondiale. Les prévisions catastrophiques que notre parti a faites depuis 1945 sortent aujourd'hui de la bouche même des représentants du Tiers Monde, de la gueule des canons chinois. Mais tandis qu'à la Conférence du Caire la note dominante fut une peur vile, mêlée à l'optimisme vulgaire, dans le grondement des canons chinois on a entendu le bruit sourd de la crise. Le conflit de frontières sino-indien est la preuve matérielle que la coexistence pacifique du Kremlin et du Pentagone est incompatible, non seulement avec la révolution prolétarienne, mais même avec la révolution bourgeoise.

« ON NE CONNAIT PAS D'EXEMPLE DE TRANSFERT PACIFIQUE DU POUVOIR. » Les paroles du sociologue bourgeois, Josué de Castro, trouvent dans les canonnades chinoises une éclatante confirmation. Le prolétariat international saura apprendre la dure leçon que la bourgeoisie elle-même lui a donnée et lui donne encore !

# Gaspillage capitaliste et communisme

## I. — *Le capital de Marx décrit le Socialisme.*

Si le « monde savant » du XIX<sup>e</sup> siècle finissant a fait contre l'œuvre économique monumentale de K. Marx la conspiration du silence, le XX<sup>e</sup> siècle a fait en quelque sorte la conspiration du bavardage, puisqu'il ne l'a tant évoquée et commentée que pour mieux lui contester sa véritable et unique raison d'être : la prévision scientifique de la disparition révolutionnaire du capitalisme, l'appel à la révolution sociale et la définition des caractéristiques de l'économie nouvelle qui lui fera suite : le socialisme prolétarien. Face à cette conspiration-là, où ce sont les plus « érudits » et, en paroles, les plus « communistes » qui ont joué le pire rôle, notre position de Parti et de courant se résume dans un paradoxe apparent qui ne choquera que les toujours très douteux amateurs de « science pure » : *dans le Capital (et dans ses autres écrits économiques) Marx n'a ni voulu décrire, ni effectivement décrit le Capitalisme, mais bien le Socialisme.*

En effet, qui lit *Le Capital* sans préjugés (sans les préjugés qu'ont accumulés plus de cent ans de banqueroute théorique de la bourgeoisie dans tous les domaines, et plus de quarante ans de banqueroute « socialiste » et « communiste » en matière de pensée sociale scientifique et révolutionnaire) y trouve trois choses, d'ailleurs indissolublement liées : l'ardente démonstration du caractère de classe de l'économie sociale sur laquelle repose tout Etat capitaliste moderne, qu'il se dise démocratique, fasciste ou socialiste ; la défini-

tion de ce caractère de classe non tant par la présence et l'intervention dans l'économie de figures sociales particulières, qui seraient les capitalistes, puis la somme de ces capitalistes, bref, « la classe capitaliste », mais par le caractère *anti-social* (et donc anti-humain) qu'impriment les lois de la production capitaliste au développement de ce mode de production ; enfin les conditions, les formes et les effets de la reconquête par l'espèce du contrôle de la production et de la vie sociale qui, dans le capitalisme lui échappe de plus en plus, avec des conséquences de plus en plus catastrophiques.

De cette reconquête grandiose (but suprême du Parti révolutionnaire marxiste de tous les temps, mais qui n'a jamais été une nécessité historique aussi brûlante qu'aujourd'hui, quoi que puissent en penser les sceptiques), le « socialisme » contemporain peut d'autant moins souffler mot qu'avec la dernière « école » (?) krouchtchevienne, il a fini par s'abîmer dans une adoration impudente du Capitalisme et de sa dynamique super-productiviste. Du caractère de classe de l'économie capitaliste, il est encore question, mais c'est pour le réduire platement à la présence malfaisante de « monopoles privés » dont une critique sociale aussi timorée en politique qu'indigente en théorie n'expose bien entendu ni l'origine, ni ce que pourrait bien être, au juste, l'antithèse dialectique (petite production ? capitalisme d'Etat ?). Ce que tout le monde tait (les faux « communistes » tout autant que les apologistes naturels et légitimes du Capital), c'est que le gigantesque GASPILLAGE DE TRAVAIL HUMAIN, DE SCIENCE HUMAINE ET DE RESSOURCES NATURELLES qui a accompagné *tout* le développement capitaliste, même alors qu'il accomplissait encore une œuvre historiquement utile (augmentation sans précédent du rendement du travail humain ; instauration d'un réseau de relations désormais indestructibles entre tous les peuples et tous les continents), est devenu son UNIQUE FONCTION HISTORIQUE et, en tous cas, son résultat social le plus clair depuis que cette phase est close, c'est-à-dire, en gros, depuis la première guerre impérialiste mondiale.

Pour la compréhension de la question générale du *gaspillage capitaliste*, le militant doit se référer aux chapitres du *Capital* relatifs à la reproduction du Capital — et non tant à sa reproduction élargie qu'à sa reproduction simple. Si Marx a consacré à la première quatre sections du Troisième Livre, ce n'est en effet nullement pour découvrir quoi que ce soit de nouveau (ou pis pour contredire la partie antérieure de son œuvre), mais pour compléter l'analyse. La trame de l'économie capitaliste se trouve déjà tout entière dessinée dans les chapitres du *Deuxième Livre* relatifs à la reproduction simple ; aux cycles respectifs du capital argent, du capital productif du capital marchandises et aux métamorphoses qui les lient l'un à l'autre ; et enfin à la rotation des éléments constitutifs du capital, tous points de départ des phénomènes complexes de l'accumulation élargie. Nous résumerons ici les résultats de cette puissante étude sous forme d'un tableau, dont le lecteur trouvera plus bas le commentaire détaillé qui n'a pas pour objet d'apporter quoi que ce soit de « nouveau » mais, comme il convient à un travail de parti honnête et sérieux, de restituer aux militants (et à tous ceux qui n'abusent plus les ménonges intéressés des renégats et qui cherchent sincèrement la vérité) les éléments, inaltérés et inébranlables de notre doctrine révolutionnaire marxiste.



Dans le tableau, dix ans sont assignés à la Section I (moyens de production) pour reconstituer sa dotation de capital fixe, et cinq ans seulement à la Section II (moyens de consommation). Pour plus de simplicité, supposons que la production des biens de consommation coïncide avec la production agricole. Dans cette dernière, une partie notable du capital fixe est constituée par le bétail dont le cycle de remplacement est nécessairement bref.

Les éléments constitutifs du tableau sont les composantes classiques du capital ; dans la première colonne, on trouve l'usure du capital fixe  $C_1$  et dans la seconde, le capital constant circulant,  $C_2$  dont la somme constitue le capital constant  $C$  de la troisième colonne. En effet, le capital fixe est lui aussi du capital constant, une partie de ce dernier. Marx consacre à la distinction entre lui et le capital circulant une certaine étude, non par académisme, mais pour démontrer comment l'enregistrement différent des frais concernant le capital fixe permet une augmentation des dividendes en faveur des actionnaires dans les grandes sociétés par actions. Dans la marchandise n'entre évidemment pas toute la valeur des machines et des installations, mais seulement leur quote-part d'amortissement, c'est-à-dire une partie aliquote de la valeur du capital fixe : dans notre exemple, elle s'élève à 10 %, puisque dix ans sont supposés être la durée d'emploi du capital fixe. Quant au capital constant circulant, il est formé de matières premières et auxiliaires. Dans la quatrième colonne, on trouve le capital variable  $v$ , c'est-à-dire la force de travail, le capital-salaires. Dans la cinquième, la plus-value  $p$ . Dans la sixième, la valeur globale du produit, qui est la somme de  $c$ , plus  $v$ , c'est-à-dire du capital constant — fixe et circulant — plus le capital variable salaires, plus la plus-value. Dans la septième colonne enfin, le capital que l'entreprise doit avancer, c'est-à-dire tout le capital constant et le capital salaires, plus la valeur intégrale du capital fixe. Ici, il faut souligner qu'il n'y a *avance* de capital sur le marché alors qu'il n'est payé par l'entreprise qu'*après* la prestation de travail de l'ouvrier, la consommation de sa force de travail, c'est-à-dire après salaires que par rapport au moment où la valeur globale produite est réalisée

---

le capital avancé, puisque celui-ci ne se compose pas seulement de salaires, mais de frais de matières premières et d'amortissement du capital fixe. Il n'est besoin d'aucun travail spécial pour que ces valeurs soient transmises au produit : elles le sont automatiquement tout au long de la consommation productive des biens instrumentaux par l'ouvrier. Si donc, dans la réalité, l'ouvrier reste à l'usine non pas 4, mais bien 8 heures ou plus, que produit-il pendant ce temps ? Le bénéfice capitaliste, et rien d'autre. Si le capitaliste le libérait au bout des 4 heures de la supposition, il n'aurait plus qu'à faire faillite. Qu'est-ce qui permet au capitaliste d'extorquer au travailleur ces heures journalières, et, au bout du compte, ces années et années de *travail gratuit* ? Le monopole des moyens de production, qui n'a d'ailleurs nul besoin — qui depuis longtemps a cessé — d'être « personnel », pour devenir anonyme, voire « étatique ». C'est ce monopole que la révolution socialiste brisera.

Le *capital variable* est le capital-salaires, ainsi appelé parce qu'il ne réapparaît pas tel quel dans le produit final, mais s'accroît précisément de la plus-value. Le *capital constant*, lui, ne produit par lui-même aucune valeur supplémentaire, aucune valeur supérieure à celle qui a été avancée au début du cycle de production : c'est le capital mort par opposition au précédent, qui est le capital vivant. Il se décompose, comme on verra, en *capital circulant* qui se retrouve en valeur et aussi matériellement dans le produit final (matières premières) et en *capital fixe* (machine, installations, etc.) : seule de la fraction usée de ce capital se retrouve dans la valeur du produit final.

une semaine, une quinzaine ou un mois, selon la fréquence de la paye. Cependant, comme une certaine somme d'argent correspondant au capital variable doit être mise par avance en réserve, on doit lire le tableau comme si elle était dépensée au début de la rotation.

Horizontalement, on a d'abord le titre : Section I — biens instrumentaux! — ou moyens de production. Pour cette section, on a admis que chaque rotation est de cinq semaines, c'est-à-dire que le temps de production ou de travail plus le temps de circulation de la marchandise est de cinq semaines, si bien que l'année (supposée de 50 semaines pour simplifier) comprend dix rotations. La rotation du capital est en effet la totalité du temps nécessaire pour achever la production d'un produit fini, et celui qui est indispensable pour que cette marchandise accomplisse la double métamorphose de l'échange : la transformation en une quantité équivalente d'argent sur le marché, puis la transformation de cet argent en matières premières et auxiliaires ainsi qu'en salaires pour recommencer le cycle de la production de la marchandise en question. Donc, dans notre cas, la même quantité de capital avancé servira pour accomplir dix rotations annuelles. Nous appelons  $r$  la rotation,  $a$  le nombre annuel de rotations et  $C$  la valeur totale du capital fixe amorti dans notre exemple en dix ans.

La première semaine, entreront dans le produit : 20 de capital fixe - soit  $1/500$  du capital fixe total, puisque son cycle est décennal, et donc, selon notre convention, de 500 semaines ; 60 de capital constant circulant (matières premières et auxiliaires) ; 20 de capital variable, c'est-à-dire de salaires ; 20 de plus-value. Le produit est donc à la fin de la première semaine de 120. Si la rotation est de 5 semaines, le produit total à la fin de celle-ci sera de  $120 \times 5 = 600$ , soit 6.000 pour toute l'année. Reste à élucider un point : dès le début de la première semaine, le capital avancé est de 10.500. Avant même que la production commence, l'entreprise doit disposer d'une somme égale à tout le capital constant nécessaire à la production intégrale de la marchandise, c'est-à-dire à la valeur de toutes les matières premières et auxiliaires dont la marchandise se compose ; à cela, s'ajoute l'aliquote servant à remplacer la fraction usée du capital fixe et enfin le capital salaires  $v$ . Hebdomadairement, cette somme s'élève à 100, et donc à 500 en cinq semaines, temps nécessaire pour écouler et vendre la marchandise. A ces 500, il faut ajouter 10.000, valeur globale du capital fixe (machines et installations), que l'entreprise a dû avancer pour pouvoir commencer la production. Comme Marx le dit explicitement (faisant abstraction du dépôt en banque qui rapporte des intérêts) les 20 hebdomadaires de la colonne  $C_1$  s'accumulent pendant 10 ans (500 semaines dans notre supposition) jusqu'à atteindre la somme de 10.000 qui sera dépensée en une seule fois pour restaurer tout le  $C_1$  initial. Chaque cycle de production et circulation, c'est-à-dire chaque rotation étant de cinq semaines, les 500 de la première rotation suffisent pour produire 6.000 dans l'année (3<sup>e</sup> horizontale, 6<sup>e</sup> verticale), puisqu'ils se reconstituent automatiquement à chaque rotation.

Le phénomène du taux de plus-value saute immédiatement aux yeux. Marx distingue entre le taux absolu et le taux annuel. Le taux absolu, c'est-à-dire le rapport entre la plus-value et le capital variable ( $p/v$ ) pendant la période

est toujours 100/100, c'est-à-dire 100 %. Dans notre tableau, nous avons, en effet, 20/20, 100/100, 1.000/1.000 selon que l'on considère la semaine, la rotation et les dix rotations annuelles, ce qui donne toujours un taux de 100 %. Mais si l'on considère la masse de plus-value réalisée dans l'année (5<sup>e</sup> verticale, 3<sup>e</sup> horizontale) en la mettant en rapport avec le capital avancé pour les salaires (première rotation : 4<sup>e</sup> verticale, 2<sup>e</sup> horizontale) il est évident que le taux de plus-value est dix fois supérieur au taux absolu et s'élève à 1.000/100, c'est-à-dire 1.000 %. Cela revient à dire que *le taux annuel de la plus-value est égal au taux absolu multiplié par le nombre de rotations annuelles*. En effet, pour réaliser une plus-value de 1.000 dans l'année, une entreprise n'a pas besoin de disposer d'une masse de salaires de 1.000 ; si cette masse de salaires accomplit dix rotations dans l'année, il suffira qu'elle soit initialement de 100.

Considérons maintenant *la Section II : biens de consommation*. Là, il n'y a qu'une rotation par an, puisqu'on suppose qu'il s'agit de la production agricole. Tout ce qui précède vaut également pour cette section ; la seule différence est qu'ici le taux annuel de plus-value coïncide avec le taux absolu. C'est ce qui explique que la plus grande partie du capital soit investie dans l'industrie (section I) plutôt que dans l'agriculture (section II). Dans la première, le profit est très supérieur dans la mesure où un plus grand nombre de rotations y est possible. Dans la seconde, le cycle productif est directement lié à des phénomènes naturels qui, en dépit de toutes les tentatives pour les forcer, sont restés presque inchangés.

Dans les deux dernières horizontales, on trouve les deux totaux, annuel et décennal, de la production globale des deux sections, c'est-à-dire de toute la production sociale ; ils sont obtenus en additionnant les éléments annuels de la première section (3<sup>e</sup> horizontale) et ceux de la seconde section (5<sup>e</sup> horizontale) d'une part, les éléments décennaux, de l'autre.

### III. — *Dictature du travail mort.*

De ce qui précède, il résulte en premier lieu qu'il existe une contradiction aiguë entre les éléments constitutifs du capital, et notamment le capital avancé et le produit social. Dans la première section, domaine par excellence de la production capitaliste, le capital constant circulant et le capital variable se reconstituent intégralement à chaque rotation du seul fait qu'ils sont consommés, leur valeur d'usage consistant dans la satisfaction de besoins immédiats si bien qu'on pourrait les appeler marchandises ordinaires (3).

Le capital fixe, au contraire, est une marchandise spéciale ; du fait de la fonction qu'il remplit dans la production capitaliste, ses propriétés transcendent sa forme matérielle : il attire à lui et absorbe des masses impressionnantes de travail vivant. Dans leur « chasse aux sorcières », nos opportunistes

---

(3) En raison de leur mobilité et de la façon dont ils sont consommés, Marx désigne par le terme de « capital circulant » à la fois la partie circulante du capital constant et le capital variable, dans certains passages.

enseignent aux ouvriers que l'ennemi est le capitaliste qui incarne « l'exploitation de l'homme par l'homme » ; mais ils dissimulent le phénomène social qui caractérise vraiment le capitalisme : la terrible exploitation du travail vivant par le travail mort, du travail salarié (et du travail social en général) par ce que nous appellerons par antonomase le Capital.

Pour produire, il faut pouvoir disposer d'une masse de travail mort sous forme de capital fixe, c'est-à-dire de machines, d'installations, d'outillages divers dont le volume est prépondérant par rapport aux autres éléments du capital et va historiquement en croissant. Dans notre tableau, la production démarre avec 10.000 de capital fixe contre seulement 300 de capital circulant et 100 de capital variable pour réaliser la première rotation. Or si un capital fixe de 10.000 est effectivement disponible, ce n'est pas par opération du Saint-Esprit : c'est le résultat d'une accumulation de la plus-value extorquée à des générations de prolétaires et cristallisée en travail mort, lequel n'a d'autres raisons d'être que d'être continuellement mis en mouvement et ressuscité par le travail vivant, afin de s'accroître, se gonfler toujours à nouveau, réclamant encore et toujours du travail vivant.

En outre, dans la reproduction élargie sur laquelle repose l'économie moderne (et que le schéma de la reproduction simple, qui, dans la réalité, est l'exception, a pour principal intérêt d'expliquer) le capital fixe doit se reconstituer périodiquement non point dans sa forme naturelle et technique initiale, mais dans une forme telle que sa productivité soit supérieure et que donc augmente la productivité du travail et diminuent les coûts de production. La conséquence en est qu'une masse énorme de machines et d'outillage qui ne sont pas en mesure de soutenir la concurrence avec de plus modernes gît inerte et inutilisée. C'est le cas de se demander si le capital fixe, à qui les apologistes du capital attribuent faussement la faculté de créer de la valeur, ne la détruit pas plutôt !

Pour atteindre son but, qui est de réaliser la plus grande quantité possible de plus-value, le mode de production capitaliste est contraint de transformer une partie croissante de la plus-value créée par le travail salarié en capital fixe, de produire et reproduire du capital comme fin en soi. Il est évident que seule la révolution communiste peut briser ce cercle vicieux, ce cycle insensé, et mettre une fois pour toutes un terme au sacrifice de la jeunesse humaine au Moloch du capital.

Cette nature du capital que notre tableau met si clairement en évidence, aussi bien les opportunistes que les économistes bourgeois l'ignorent. Même lorsqu'il s'agit des « communistes » russes, l'origine du capital reste pour eux un mystère, et c'est précisément de ce mystère qu'ils tirent leur programme politico-social de collaboration de classe. Une lecture attentive du tableau suffit à ruiner la théorie jésuitique selon laquelle le profit constitue la « prime » du capital avancé : en réalité, *tout est du travail*. En effet, la reconstitution décennale du capital fixe n'est rien d'autre que la mise en réserve d'une quantité donnée de travail sous une forme qui, dans une économie mercantile et monétaire, est nécessairement celle de l'argent. Si nous voulions remonter aux origines de cette accumulation d'argent, nous ne ferions que

parcourir à reculons toute l'histoire de l'accumulation du travail humain que l'économiste bourgeois ne veut considérer que comme une accumulation de capital dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Le fait que la classe productrice — c'est-à-dire le prolétariat industriel et agricole — a été privée de la disposition du produit, le fait de l'appropriation privée de ce dernier, dissimule la véritable origine du produit — et du capital. Il semble qu'elle réside tout simplement dans une certaine avance de monnaie, d'or ; mais ni la monnaie ni l'or ne peuvent se transformer en produits de natures et usages divers. L'or et la monnaie ne sont que l'expression phénoménale, que l'équivalent général du travail extorqué aux prolétaires et cristallisé en machines, outillages et installations productives. Le communisme, c'est le retour à la société des producteurs des moyens de production et des produits dont elle a été privée. A un acte de force qui a arraché à une partie de la société la propriété des moyens de production et des produits devra répondre un nouvel acte de force qui la lui rendra : c'est la tâche de la révolution communiste.

#### IV. — *Les deux moments du gaspillage capitaliste.*

Comme nous le verrons ci-dessous en détail, c'est dans la période de la production que se produit la plus grande dilapidation de forces productives. Cependant, étant donné le mécanisme mercantile et la forme monétaire de l'économie, un gaspillage supplémentaire se vérifie également pendant la période de circulation qui lui fait suite. C'est par là que nous commencerons pour la commodité de l'exposé, bien que dans le cycle des métamorphoses du capital, la circulation suive bien entendu la production.

##### A) *Le gaspillage dans la circulation*

Dans la deuxième section du Livre II du *Capital*, Marx établit que « *la masse du capital productif constamment en fonction est déterminée par le rapport entre le temps de circulation et le temps de rotation* ».

Soit  $T_p$  la période de travail ou de production allant du début de la fabrication dans l'entreprise à la réalisation sur le marché de la première quantité de produits finis prêts pour la consommation. Soit  $T_c$  le temps de circulation, c'est-à-dire le temps nécessaire pour envoyer ces produits sur le marché et rentrer dans leur valeur commerciale. Soit enfin  $T$  tout le temps de la rotation qui va de l'avance initiale de capital à la transformation des produits en argent. Nous aurons :  $T = T_p + T_c$ .

L'avance de capital étant proportionnelle à ces temps exprimés en jours ou en semaines, nous appellerons  $K_p$  ou capital actif (c'est-à-dire proprement et véritablement productif) celle qui répond à  $T_p$  - et  $K_c$  ou capital passif (c'est-à-dire de circulation commerciale) celle qui répond à  $T_c$ . Le capital total à avancer sera :  $K = K_p + K_c$ .

Nous appellerons *indice de gaspillage* le rapport :

$$I = \frac{T_c}{T_p + T_c} = \frac{T_c}{T} = \frac{K_c}{K_p + K_c} = \frac{K_c}{K}$$

Cet indice est donné par le rapport entre le temps de circulation et le temps de rotation, ou encore entre le capital passif et la totalité du capital avancé. Il varie avec la période de travail et la période de circulation, trois cas étant à considérer : 1°) période de travail égale à la période de circulation ; 2°) période de travail plus grande que la période de circulation ; 3°) période de travail plus petite que la période de circulation (Cf. *Le Capital*, Livre II, Deuxième Section, Ch. XV : *Effet du temps de rotation sur le montant du capital avancé*, p. 246-264, Editions Sociales). L'indice du gaspillage sera d'autant plus élevé que la période de circulation sera plus grande par rapport à la période de travail.

Cette partie du gaspillage dérive de la *nécessité propre à l'économie capitaliste* d'immobiliser un capital supplémentaire pour attendre non seulement pendant la période de production (comme il est physiquement inévitable puisqu'un produit non fini n'est pas non plus consommable), mais bien au-delà, pendant la période de circulation nécessaire à la transformation du produit en capital-argent investissable en nouveaux moyens de production et en nouveaux salaires.

Cette démonstration de Marx est une partie importante de celle qu'il fait dans tout le *Capital* et qui met la dilapidation capitaliste des forces productives au compte de la forme monétaire, et d'elle seule, alors que dans l'économie communiste, *qui ne revêtira pas de forme monétaire*, cet élément de gaspillage (de même que tous les autres, liés au mode capitaliste de production) disparaîtront totalement. La difficulté consistait à faire en termes monétaires et commerciaux la comparaison entre une économie de marché comme le capitalisme et une économie purement physique et naturelle comme celle que Marx voyait succéder à la révolution communiste, passant une fois de plus avec audace et génie de l'apparente analyse désintéressée de l'économie présente au programme historique et politique de son renversement violent (4).

### B) *Le gaspillage dans la production*

Ce n'est pas dans la circulation, mais dans la production elle-même que le capitalisme réalise le plus grand gaspillage de travail et de temps, et cela parce qu'il est extorsion de plus-value, mise en valeur du travail mort, et en

---

(4) Engels note (*Le Capital*, Ed. Sociales, *Deuxième Livre*, tome I, p. 263-64) qu'il a rencontré de grandes difficultés dans la rédaction de ce chapitre dont il avait trouvé la matière dans les papiers laissés par Marx qui lui avait consacré un nombre imposant de fascicules. La remarque qu'il ajoute, concernant le rapport de grandeur entre la période de travail et la période de circulation nous laisse depuis longtemps perplexes, mais il s'agit d'une contradiction apparente dont la solution viendra en son temps.

aucune façon « simple production de marchandises, de valeurs d'usage destinées à une consommation quelconque... que le capitaliste ne produit que pour les remplacer par des marchandises d'une autre valeur d'usage, pour les échanger contre celles-ci AINSI QUE S'EXPRIME DE MANIÈRE ERRONÉE L'ÉCONOMIE VULGAIRE » comme le montrait Marx dans son analyse du « Cycle du capital-productif » (5) avec une netteté qui réduit à néant non seulement

C'est pourquoi pour écrire l'équation du gaspillage dans la production, un chapitre du *Capital* nous suffirait déjà : c'est le chapitre XVII du classique Premier Livre du *Capital*, qui appartient à la Cinquième Section, précisément consacrée à de « Nouvelles recherches sur la production de la plus-value », et qui est lui-même intitulé « Les variations dans le rapport de grandeur entre la plus-value et la valeur de la force de travail » (6). Dans ces pages écrites dans une forme insurpassable de la main même de Marx et qui sont la plateforme originale et invariable de la doctrine de classe du prolétariat moderne, cette équation est déjà inscrite en toutes lettres, en effet.

Dans le mode capitaliste de production, le temps de travail total se compose du temps du travail nécessaire et du surtravail. Le temps de travail nécessaire est celui qu'il faut pour reconstituer la force de travail (7) et il est à l'ouvrier.

Le surtravail est le temps de travail que ce dernier effectue pour le capitaliste, ou plus exactement pour le capital. La tendance du capitalisme est donc de diminuer à zéro le temps de travail nécessaire, et d'étendre au maximum le surtravail : tout le secret du gaspillage de temps humain dans la production réside là.

Dans le chapitre plus haut cité, Marx examine la variation de trois grandeurs-cléf pour établir l'existence du gaspillage capitaliste d'effort de travail, de temps de travail et finalement de vie humaine : la durée de la journée de travail — l'intensité du travail et la productivité du travail, et il considère quatre cas, dont nous retiendrons ici trois, que nous présenterons dans l'ordre suivant (8) :

---

(5) *Le Capital*, Deuxième Livre, Première Section, ch. II, p. 64, Editions Sociales. l'économie vulgaire, mais l'actuelle apologie khrouchtchevienne des « échanges à intérêts réciproques » et, sous leur couvert, du capitalisme lui-même.

(6) Dans le *Formulaire économique* publié dans notre N° 10 (Janv.-Mars 1960) on trouvera ce chapitre du Premier Livre sous le titre « Répartition de la valeur produite entre le capitaliste et le salarié ».

(7) Cela doit être compris de deux façons. Tout d'abord, c'est le temps de travail pendant lequel l'ouvrier reconstitue isolément, sous la forme matérielle de la marchandise dont il est producteur, fût-ce partiel, la valeur de sa force de travail, le montant de son salaire. D'autre part, c'est le temps de travail social moyen nécessaire à la production des objets de consommation courante, et en premier lieu des denrées alimentaires qui constituent la plus grande partie de la consommation ouvrière.

(8) Chez Marx, notre premier cas est le troisième ; notre second cas est aussi le second ; le troisième est le premier cas de Marx. Cf. *Le Capital*, Premier Livre, tome 2, p. 192-201, Editions Sociales.

PREMIER CAS. — Productivité et intensité du travail constantes. Durée du travail variable (9).

Ce cas se présente de la façon la plus simple quand le salaire reste également constant. Par ailleurs, dans tout le développement, Marx suppose que les prix correspondent aux valeurs. Le salaire ne variera donc ni en tant que salaire nominal (montant en monnaie) ni en tant que salaire réel (pouvoir d'achat). La seule chose qui peut alors varier est la *plus-value* : si tout le monde travaille davantage, la plus-value s'accroît démesurément aux mains des capitalistes qui procèdent à de nouveaux investissements, à une reproduction élargie.

Supposons une journée de travail de 9 heures, produisant une valeur de 900 francs, le salaire s'élevant aux 2/3 du produit net et la plus-value à 1/3. Si elle est portée à 12 heures, toutes les autres conditions restant égales, la plus-value passera de 1/3 du produit net à 1/2. Le taux de plus-value —

passera de  $\frac{300}{600}$  à  $\frac{600}{600}$ .

A l'échelle de l'entreprise, si le patron réussit à obtenir de ses ouvriers une plus grande quantité d'heures de travail, le salaire restant le même, l'exploitation sera intensifiée, une masse supérieure de profit restera dans les mains du capitaliste. Si celui-ci n'augmente pas sa consommation (fait preuve de cette « abstinence » chère aux économistes classiques), l'investissement futur de capital augmentera dans l'entreprise considérée.

Dans le cas inverse, c'est-à-dire si la journée de travail était abrégée, c'est l'ouvrier qui en tirerait avantage et le patron devrait ou diminuer sa consommation personnelle, ou renoncer à tout agrandissement de son entreprise.

Avec l'apparition de la résistance ouvrière et du mouvement socialiste, la question se déplace du cadre de l'entreprise à celui de toute la société : le raccourcissement de la journée de travail est revendiqué, conquis, sanctionné par la loi.

A l'aube de l'époque capitaliste, c'est le contraire qui s'était produit, c'est-à-dire l'allongement des heures de travail par rapport à ce qu'elles étaient à l'époque précédente, pré-bourgeoise. Ce fut en particulier le cas en Angleterre entre 1799 et 1815, lors de la grandiose accumulation qui accompagna la victoire du jeune capitalisme anglais sur Napoléon. Marx cite (10) à ce propos un écrit anonyme publié à Londres en 1830 disant : « Une des principales causes de l'accroissement du capital pendant la guerre provenait des efforts plus grands et peut-être des privations plus grandes de la classe ouvrière, la plus nombreuse dans toute société. Un plus grand nombre de femmes et

---

(9) Chez Marx, c'est le troisième cas. Cf. *Le Capital*, Livre I, tome II, ch. XVII, p. 197-198, Editions Sociales.

(10) Ibidem, p. 200, Note 2.

d'enfants étaient contraints par la nécessité des circonstances de se livrer à des travaux pénibles, et pour la même cause, les ouvriers mâles étaient obligés de consacrer une plus grande portion de leur temps à l'accroissement de la production » (*Essays on Political Economy*). Marx cite également l'économiste Malthus qui, dans son *Inquiry into the Nature and Progress of Rent*, publié à Londres en 1815, s'écriait : « Pain et travail marchent rarement tout à fait de front ; mais il est évidemment une limite au-delà de laquelle ils ne peuvent être séparés. Quant aux efforts extraordinaires faits par les classes ouvrières dans les époques de cherté qui entraînent la baisse des salaires dont il a été question (notamment devant le comité parlementaire d'enquête de 1814-15) ils sont assurément très méritoires de la part des individus et ils favorisent l'accroissement du capital. Mais quel est l'homme de quelque humanité qui voudrait les voir se prolonger indéfiniment ?... » Marx relève qu'en bon partisan de la féodalité, Malthus n'est pas aussi négrier que le bourgeois Ricardo et d'autres qui en face des faits les plus criants, basaient toutes leurs recherches sur cette donnée que la journée de travail est une grandeur constante (!). »

Il est historiquement une autre époque que l'on peut comparer aux premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle anglais : c'est celle des premiers plans quinquennaux russes. Là aussi, ce sont les « efforts extraordinaires » de la classe ouvrière et sa basse rétribution qui ont rendu possibles des taux très élevés d'accumulation, la seule récompense consistant dans la reconnaissance des « mérites patriotiques » des ouvriers russes, — de la « patrie socialiste » (!) il est vrai.

Le nombre des heures de travail augmenta certainement sous Staline par rapport à ce qu'il était sous le tsar, tout comme il avait augmenté dans les premières manufactures bourgeoises par rapport aux ateliers féodaux. Mais c'est surtout l'*intensité du travail* (qu'on pense au stakhanovisme) qui a augmenté, ce qui nous conduit à notre second cas.

SECOND CAS. — Durée et productivité du travail constantes. Intensité variable (11).

Malthus avait compris que l'augmentation des heures de travail avait une limite, surtout à parité de salaire et d'alimentation : sur les vingt-quatre heures, il fallait réserver la part du sommeil. Si un travailleur ne dort que six heures et travaille pendant les dix-huit autres heures, sa production horaire sera beaucoup plus basse que s'il respecte la formule : huit heures de travail, huit de sommeil et huit de « distraction » (?!). Si la journée de travail est trop longue, le produit et la plus-value n'augmentent pas en proportion de sa durée, mais un peu moins. Après l'établissement de la journée de dix heures en Angleterre, les inspecteurs du travail notaient déjà (12) qu'il y avait des

---

(11) Le Capital, Livre I, tome 2, p. 196. C'est aussi le second cas chez Marx.

(12) Le Capital, Livre I, tome 2, p. 198, note I : Reports of Insp. of Fact. for 31st Oct. 1848.

« circonstances compensatrices » au raccourcissement de la journée de travail : c'était l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail. Si le travailleur peut respirer deux heures de plus, chacune de ses heures de travail rendra bien davantage qu'auparavant. Un travail plus bref mais plus intense : la société, la nation (pour nous : la bourgeoisie !) font une bonne affaire avec le raccourcissement de la journée de travail.

Étudions ce cas de l'intensité variable du travail *pour une entreprise isolée*. La durée du travail ne varie pas, ni les prix, ni les salaires ; mais on obtient (par les moyens qu'on voudra, par exemple les ignobles « primes au rendement ») que les ouvriers travaillent plus intensément. Si le produit horaire augmente ainsi de 20 %, le produit total augmentera aussi de 20 %, sans que la durée de la journée de travail ait changé.

Supposons une journée de travail de 9 heures, produisant une valeur de 900, les salaires s'élevant à 600 et la plus-value à 300, c'est-à-dire respectivement à  $\frac{2}{3}$  et  $\frac{1}{3}$  du produit total. Si l'intensité du travail croît de façon à rendre dans le même temps 20 % de valeur supplémentaire, le produit total passera à 1.080. Les salaires étant supposés constants, la plus-value passera de 300 à 480, c'est-à-dire des  $\frac{3}{9}$  aux  $\frac{4}{9}$  du produit total. Le taux de plus-value

	300	5	480	8
passera de même de	—	soit	—	à —
	600	10	600	10

Si le travail, dit Marx, « atteignait simultanément dans toutes les industries « d'un pays le même degré supérieur d'intensité, cela deviendrait désormais « le degré d'intensité ordinaire du travail national et *cesserait d'entrer en* « *ligne de compte*. Cependant, même dans ce cas, les degrés de l'intensité « moyenne du travail resteraient différentes chez diverses nations et *modifie-* « *raient* ainsi la loi de la valeur dans son application internationale, la journée « de travail plus intense d'une nation créant plus de valeur et s'exprimant en « plus d'argent que la journée moins intense d'une autre. » Mais si l'on suppose cette augmentation de l'intensité du travail à l'échelle de *toute la société capitaliste*, donc de toutes les nations, on tombe dans le troisième cas, celui que Marx traite en premier lieu sous le titre : durée et intensité du travail constantes ; productivité variable. En effet, le rendement du travail peut augmenter soit en raison de l'augmentation de son *intensité* (c'est-à-dire parce que l'ouvrier travaille, se dépense davantage en une heure, la seule véritable incitation à le faire était une diminution énergique des heures de travail) soit en raison de l'augmentation de la *productivité*, c'est-à-dire parce que de nouveaux outils ou de nouvelles machines permettent de produire la même quantité de produits avec moins d'ouvriers et en un temps plus bref. Les deux concepts sont bien distincts chez Marx, comme l'atteste ce passage : « Si sa productivité augmente, le travail rend dans le même temps *plus de produits, mais non plus de valeur*. Si son intensité croît, il rend dans le même temps *non seulement*

---

(13) *Le Capital*, Livre I, tome 2, Cas II, p. 196.

*plus de produits, mais aussi plus de valeur* (13). » « Si une heure de travail *d'intensité normale* produit une valeur d'un demi-franc, une journée de 12 heures (nous supposons toujours que la valeur de l'argent reste invariable) ne produira jamais qu'une valeur de six francs. Si la productivité du travail augmente ou diminue, la même journée fournira plus ou moins de produits, (en quantités *physiques*) et la valeur de six francs se distribuera ainsi sur plus ou moins de marchandises (14).

Or, si l'intensité du travail a crû à l'échelle de la société tout entière, elle est devenue l'*intensité normale*, et elle cesse d'entrer en ligne de compte : nous n'avons plus alors qu'à considérer les *effets de la variation de la productivité*.

Les choses sont donc bien claires. Dans notre premier et second cas (le troisième et le second chez Marx), on ne considère pas encore des variations universelles, des variations étendues à toute la société, ou du moins il n'est pas de rigueur de le faire dans le calcul. Dans notre troisième cas au contraire (le premier chez Marx), ce qui varie est le produit d'une journée de travail humain moyen, qui est la mesure sociale de la valeur. Il ne faut pas oublier en effet que la *valeur* se mesure par le *temps de travail moyen*, ce qui nous permet de mesurer le gaspillage de travail dû au système capitaliste en termes capitalistes, c'est-à-dire en termes de *valeur*. Mais comme Marx, ce qui nous intéresse, c'est la *société socialiste* : là les considérations de *valeur* ne jouent plus, ni, par conséquent, la plus-value et le capital. Nous n'avons plus à faire qu'à des grandeurs physiques et naturelles : nombre d'hommes, nombre d'unités allant du mètre au kW/h, nombre d'heures de travail.

TROISIÈME CAS. — Durée et intensité du travail constantes. Productivité variable (15).

Ici, la durée de la journée de travail ne varie pas, mais le produit d'une heure — et donc d'une journée — augmente dans toute la production sociale. Cela a pour effet que *la valeur de toutes les marchandises baisse dans la même proportion*, y compris la marchandise force de travail, et donc le salaire. Les ouvriers auront donc le même salaire réel même avec un salaire nominal diminué (et un salaire réel accru avec le même salaire nominal). Les quantités physiques produites augmenteront dans la même mesure que le rendement du travail, mais, en économie de marché, *leur valeur sera restée la même*, les prix baissant dans la proportion où le rendement a augmenté. Voyons la chose sur notre exemple numérique ci-dessus. Journée de travail : 9 heures. Valeur produite : 1.080. Capital variable 600 (5/9 du produit total, reproduit en 5 heures de travail). Plus-value : 480 (4/9 du produit, 4 heures de la vie quotidienne de l'ouvrier). Taux de plus-value : 8/10.

Supposons que — toutes autres conditions égales — la productivité augmente de 20 %. La valeur ajoutée (capital variable + plus-value) *restera la même*, globalement ; sa répartition entre le salaire et la plus-value seule changera. A

---

(14) *Le Capital*, Livre I, tome 2, Cas I, p. 192.

(15) C'est, rappelons-le, le premier chez Marx. *Le Capital*, Livre I, tome 2, p. 192-96.

salaires réels constants, le salaire nominal baissera, comme les prix, de 20 %. Ce qui donne : Valeur totale : 1.080. Capital variable : 480 (4/9 du produit total, reproduit en 4 heures de travail). Plus-value : 600 (5/9 du produit total, 5 heures de la vie quotidienne). Taux de plus-value : 10/8.

Cela nous donne le tableau suivant des bénéfices « patriotiques » qui attendent les ouvriers quand la sacro-sainte productivité du travail national augmente :

*Quand tout allait plus mal :*

Valeur ajoutée = I ;  $v = 5/9$  ;  $p = 4/9$  ; taux de plus-value = 8/10.

*Maintenant que tout va mieux :*

Valeur ajoutée = I ;  $v = 4/9$  ;  $p = 5/9$  ; taux de plus-value = 10/8.

Dans cette partie du chapitre, Marx formule trois lois déjà trouvées par Ricardo, et dont il vaut la peine de reproduire la seconde, en remplaçant l'expression « valeur de la force de travail » par « salaire » (c'est-à-dire : prix de la force de travail) : « *La plus-value et le salaire varient en sens inverse l'une de l'autre. La plus-value varie dans le même sens que la productivité du travail, mais le salaire en sens opposé* (16). » Et après cent ans de marxisme, les ouvriers crient encore : « Vive la France ! Vive l'U.R.S.S. !... »

## V. Le programme communiste.

Il faut d'abord souligner que Marx ne considérait nullement comme un changement substantiel du mode capitaliste de production ni la diminution de la durée de la journée de travail, ni l'augmentation de la consommation de la classe ouvrière qui accompagne l'augmentation de la productivité du travail, puisqu'en raison de la résistance ouvrière (que les syndicats de collaboration de classe ne peuvent réduire à néant, bien qu'ils parviennent à la fragmenter, et surtout à la priver de toute perspective socialiste), la baisse du salaire nominal est freinée dans une mesure variable, le salaire réel augmentant dans la même mesure — d'autant plus faible que la lâcheté des directions syndicales est plus grande.

Sous le capitalisme, toute « conquête économique », toute amélioration des conditions de travail *quelles qu'elles soient* doivent se plier aux exigences de la conservation du mode capitaliste de production lui-même. La seule véritable conquête serait la réduction de la journée de travail au temps de travail nécessaire, mais cela n'est réalisable qu'après « l'élimination de la forme capitaliste de production », comme Marx le dit expressément. Cela signifie que cette transformation sociale substantielle, véritable, caractéristique du communisme qui ne peut être confondue avec rien d'autre, ne se réalisera pas au travers de continuelles victoires partielles sur le terrain économique, et encore moins au travers de réformes, comme voudraient le faire

---

(16) *Le Capital*, Livre I, tome 2, p. 193.

croire les opportunistes d'aujourd'hui après ceux d'hier : elle ne fera que suivre l'élimination du capitalisme tout court, c'est-à-dire la destruction de toute forme de domination capitaliste, et surtout la destruction de l'Etat capitaliste.

La réalisation des tâches communistes ne peut dépendre d'un simple changement de façade politique, ni être confondue avec un remaniement banal des sommets administratifs et parlementaires de l'Etat. En dépit de tous ceux qui soutiennent qu'il s'est limité à critiquer et à analyser le capitalisme, Marx a caractérisé sans équivoque possible la société communiste en partant précisément des caractéristiques du mode capitaliste de production :

« Plus la force productive du travail s'accroît, plus la journée de travail peut être abrégée ; plus la journée de travail est courte, plus l'intensité du travail peut grandir. » Cela signifie : la productivité du travail permet la diminution de la durée du travail quotidien et une augmentation de son intensité, à condition cependant que la productivité du travail s'accroisse non pas au prix d'une tension de l'effort productif, mais grâce à un changement radical de la forme de production. Marx énonce les trois conditions qui doivent être remplies pour que le programme communiste se réalise : 1° « L'économie des moyens de production » - 2° « L'abolition de tout travail dépourvu d'utilité sociale » - 3° « L'obligation générale au travail », c'est-à-dire la distribution proportionnelle des tâches « entre tous les membres de la société aptes au travail ».

Telle est l'unique antithèse dialectique au gaspillage capitaliste du travail humain. Nous l'illustrerons par un exemple numérique emprunté aux statistiques italiennes de 1959. En 1959, la population de ce pays était de 50,7 millions, dont 17,2 travaillant dans les quatre secteurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des biens et services (les entrepreneurs, militaires et professions libérales non compris). Or la population apte au travail ayant de 15 à 65 ans s'élevait à 33,5 millions. Cela signifie que la moitié de la population en âge de travailler était exclue du travail, toute distinction entre activités productives et non productives mise ici à part.

La même année, le produit brut s'élevait à 16.830 milliards de liras, ce qui, divisé par les 17,2 millions de personnes employées, donne un produit brut par tête de 978.000 liras. Pour ne considérer ici que la question de l'obligation générale au travail (qui n'est pas comme on a vu, la seule), si les 33,5 millions de personnes aptes au travail avaient effectivement travaillé au lieu de 17,2 millions réellement employés, le produit par tête serait tombé à 500.000 liras, c'est-à-dire que l'effort productif de chacun aurait diminué de presque la moitié. En admettant que la journée de travail était de 8 heures, 4 heures aurait suffi pour obtenir la même masse de produits, et ceci *uniquement en étendant à tous l'obligation de travailler*.

Si on veut bien considérer maintenant que sur les 17,2 millions de personnes employées, une certaine quantité l'était à des activités non utiles socialement, tels les employés, les commerçants, les représentants de commerce, etc. (la statistique de 1951 donne 4.450.534 personnes dans ce cas sur

19.577.280 effectivement employées) on conviendra que la journée de travail pourrait tomber de 4 heures à 3 heures avec l'abolition des tâches non socialement utiles et même à 2 grâce à l'abolition de branches de production antisociales comme l'alcool, le tabac, une grande partie de l'acier et du ciment utilisés improductivement, etc.). Cela prouve que *dans le mode de production capitaliste les 3/4 du temps dont disposent les hommes valides et en âge de travailler sont entièrement gaspillés*, avec les conséquences que cela comporte pour leur santé, leur développement et pour l'intégrité et le développement de toute l'espèce.

Nous avons vu plus haut que la tendance du capitalisme est de comprimer le plus possible le temps de travail nécessaire et d'allonger au maximum le surtravail. En généralisant l'exemple ci-dessus, nous aurons les formules suivantes, si nous désignons par  $t$  le temps de travail total quotidien, qui est égal à  $n$  (temps de travail nécessaire) plus  $e$  (surtravail) et posons  $e = o : t = n$  (la journée de travail se réduit au temps de travail nécessaire). Si la journée est de 8 heures,  $n = 2$  et  $e = 6$  (les trois-quarts de la journée de travail socialement gaspillés), on récupérera ces six heures, dans le cas de la *reproduction simple*. Supposons que la production doive augmenter de 10 % pour répondre à l'accroissement démographique et alimenter le fonds social de réserve et d'accumulation, la journée de travail ne passera jamais que de 2 heures à 2 heures 12 minutes, soit toujours une économie de 5 heures 48 par jour.

Toute cette démonstration vise bien entendu à démontrer le gaspillage des forces productives sous le capitalisme, et en raisonnant avec la mentalité et les habitudes de pensée bourgeoise à prouver ensuite que la société communiste agira tout à l'opposé. En effet, une fois éliminé le surtravail, toute la vie de l'espèce humaine sera temps de travail nécessaire, ou, plus précisément, la vie sera vraiment nécessaire à la société pour elle-même, aussi bien quand elle produit que quand elle pense, mange et dort. Dans le mode de production bourgeois, ces fonctions — aussi bien biologiques et intellectuelles que productives — des producteurs ne s'accomplissent que pour le Capital, la conservation et l'accroissement du Capital. Dans le socialisme, l'homme libéré du joug du capital récupérera pour lui-même son temps de surtravail. Comme le disait Marx, « *dans la société capitaliste, on produit du temps libre pour une classe en transformant la vie entière des masses en temps de travail* ». La révolution communiste brisera la dictature de cette classe pour rendre enfin possible « *la libre activité mentale et sociale* », de tous. Telle est sa mission historique.

# SOCIALISME ET SYNDICALISME

## DANS LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

### II

#### LE PARTI OUVRIER ET L'ESSOR SYNDICAL (1)

##### *Le Parti Ouvrier et les Syndicats.*

Si, au terme de la longue dépression déterminée par l'écrasement de la Commune de Paris, la constitution du Parti Ouvrier, c'est-à-dire de la première *organisation prolétarienne marxiste* en France, a été un résultat politique de première importance, on en chercherait vainement l'équivalent dans le domaine syndical. Si en 1880, en effet, les principes du socialisme scientifique sont pour la première fois en France affirmés de façon nette et claire, quinze ans plus tard, en 1895, la majeure partie des organisations syndicales échappe encore à l'influence de ce socialisme et la rupture entre le parti de Guesde et les syndicalistes est déjà consommée. C'est dans cette période historiquement brève que *pour des dizaines d'années* s'est joué le sort du mouvement syndical français, que s'est fixée son idéologie et son orientation, bref que s'est constituée la fraction qui devait pour longtemps en garder la direction.

Nous avons vu qu'en 1879, les collectivistes avaient triomphé des mutualistes et qu'en 1884, la loi consacrait enfin l'existence de fait des syndicats.

En 1886 se fonde la *Fédération Nationale des Chambres syndicales*, dont la position à l'égard de la lutte politique et de ses rapports avec le mouvement de revendications économiques se lit clairement dans cette décision de son Congrès de Lyon du 11 octobre 1886 : « La Fédération Nationale des Chambres syndicales se déclare *sœur* de toutes les Fédérations socialistes ouvrières existantes, les considérant comme une armée occupant une autre aile de la bataille : ces deux armées devront dans un temps peu éloigné faire leur jonction sur un même point pour écraser l'ennemi commun » (Op. citée : « L'Encyclopédie anarchiste »). Contre les désirs des guesdistes, cet organisme enregistrait donc passivement la division du mouvement ouvrier en mouvement « économique » et mouvement « politique », mais il ne la revendiquait pas comme utile aux fins révolutionnaires de la classe ouvrière. C'était-là une

---

(1) Le lecteur est prié de se reporter au N° 22 de notre revue pour le début de cette étude : 1° *Cadre historique et social du mouvement ouvrier français* et au N° 23 pour le début du second chapitre : 2° *Le parti ouvrier et l'essor syndical*.

supériorité sur la position des « allemanistes » (2) et des blanquistes partisans de l'autonomie syndicale, et à plus forte raison des anarchistes qui considéraient la présence du parti et de sa « politique » dans les syndicats comme une trahison pure et simple ; mais la Fédération des Chambres syndicales n'eut jamais beaucoup d'influence ni d'activité.

En 1886 naquit également la première des *Bourses du Travail*. Celles-ci se multiplièrent rapidement et constituèrent en 1892 une Fédération. La même année, la Fédération des Chambres syndicales tint un Congrès où fut repoussée (non sans difficultés d'ailleurs) une résolution en faveur du principe de la *grève générale*. En juillet de l'année suivante, le Congrès de Paris adopta une motion qui réclamait la fusion entre la Fédération des Chambres syndicales et celle des Bourses du Travail, mais celle-ci reste lettre morte. Mais en 1895, ce qui subsistait de la première fusionna avec la seconde et quelques fédérations d'industrie, pour constituer la *Confédération Générale du Travail*, qui ne prit d'ailleurs sa forme définitive qu'en 1902 ; or, la fusion avait été précédée d'une défaite des guesdistes au sein de la Fédération des Chambres syndicales : ils n'avaient pu obtenir que celle-ci repousse une nouvelle fois une motion en faveur de la grève générale, et ils démissionnaient parce que celle-ci n'était qu'une caricature de la conception marxiste de la révolution prolétarienne.

Dans quelle mesure la fragmentation syndicale des années 1890-95 engageait la responsabilité du parti de Guesde, c'est ce que nous allons voir. Auparavant, nous devons rejeter résolument la conception qui inspire les historiens anarchistes ou syndicalistes et selon laquelle le syndicat serait le domaine réservé des *syndicalistes*... et l'éviction de l'influence socialiste avant même la formation de la C.G.T. une preuve de l'émancipation de la classe ouvrière à l'égard de la « politique ». Pour cette conception, le syndicat est l'organisation ouvrière idéale, et il se suffit tout à fait à lui-même. Elle repose sur deux erreurs que nous, marxistes, avons toujours vigoureusement combattues. La première est que *politique* ne peut signifier que parlementarisme et collaboration de classe. La seconde est que le syndicat est seul apte à exprimer les aspirations des ouvriers parce qu'il ne comprend que des ouvriers et est en contact plus étroit et direct avec eux qu'aucun autre type d'organisation.

L'expérience historique est là pour réfuter cette seconde thèse des anarcho-syndicalistes : s'il est vrai que les organisations politique ouvrières ont fréquemment sombré dans le parlementarisme, il n'y a pas un seul exemple que les syndicats aient mieux résisté à l'influence ennemie. Quant à la première, elle pose la grande question des rapports existant entre l'action immédiate des salariés et les buts révolutionnaires finaux de la classe prolétarienne.

---

(2) Les « allemanistes » (du nom de leur chef Allemane) peuvent être considérés comme les précurseurs de l'*ouvriérisme* (c'est-à-dire des conceptions diverses qui voient dans la composition exclusivement ou majoritairement *ouvrière* des organisations du prolétariat la garantie suprême contre leur risque de corruption opportuniste). Allemane et ses amis s'étaient séparés de Brousse et du possibilisme parce que ce dernier s'engageait de plus en plus exclusivement dans l'activité électorale. Les allemanistes acceptaient l'existence et l'appui du parti à la lutte ouvrière, mais considéraient ce dernier comme devant jouer un rôle essentiellement « auxiliaire ». Ils avaient rompu avec les possibilistes de 1889.

Aux yeux des syndicalistes, les deux choses sont naturellement, spontanément liées dans la lutte syndicale, pourvu que n'intervienne aucune influence étrangère. En réalité, ni l'anarchisme ni le syndicalisme ne sont des produits spontanés de la lutte ouvrière ; tout comme le socialisme lui-même, ce sont des doctrines qui lui viennent toujours du dehors, mais qui ont sur lui le désavantage de ne pas savoir définir les buts généraux de la lutte ouvrière, de ne pas comprendre les conditions économiques et politiques qui rendront possible le renversement du capitalisme.

S'il fallait déterminer à quelle idéologie les travailleurs sont spontanément conduits lorsqu'aucune influence révolutionnaire ne s'exerce sur eux ; après quelle forme d'activité ils aspirent, lorsque réduits à merci par l'exploitation ils cherchent leur voie en s'inspirant uniquement de la conscience *immédiate* de leur condition, on s'apercevrait que cette idéologie et cette activité ne sont pas subversives, mais conformistes, qu'elles ne sont pas imprégnées des principes généraux et généreux de toute vision de bouleversement de la société, mais du souci étroit et essoufflé d'un soulagement rapide et à n'importe quel prix. L'idéologie et l'activité qui conviennent le mieux aux aspirations brutes des travailleurs telles qu'elles sont déterminées par l'horizon sans espoir du baigne productif ne sont pas nées par hasard dans le pays qui fut le premier pays capitaliste du monde et aussi le premier où la faillite du mouvement ouvrier révolutionnaire laissa le plus tôt les exploités sans perspective historique. Cette idéologie c'est le *trade-unionisme* dont Lénine disait qu'il représentait le *maximum de conscience* à laquelle les travailleurs pouvaient spontanément atteindre. Les démocrates et les intellectuels progressistes se hérissent en général à la lecture de « *Que faire ?* » et de la formule : « Le socialisme doit être *importé* dans la classe ouvrière. » Ils taxent d'orgueil ceux qui la professent ; ils y voient une preuve de mépris du théoricien pour le travailleur manuel. C'est parce qu'en réalité, eux qui vénèrent « l'Homme » en général, ne voient l'homme, dans la classe ouvrière, que sous les traits du salarié exténué et abruti et que, dans leur optique, dénoncer et vilipender la situation du travailleur au travail c'est le vilipender en tant qu'individu. S'il y a mépris dans la formule de Lénine ce n'est pas à l'égard des malheureux qui peinent dans les usines et les chantiers mais à l'égard des conditions infâmes qui leur sont faites et dont seuls de doux rêveurs qui n'ont jamais travaillé de leurs mains peuvent penser qu'elles enfanteront spontanément la vision lumineuse de la société de demain. Ces conditions, en dépit de tout « progrès social », sont les *vraies* conditions du prolétariat et elles dureront jusqu'à la victoire totale du socialisme. Elles ne secrètent que la colère et la violence qui sont d'ailleurs nécessaires pour venir à bout de la toute-puissance du capital ; mais la vision et le schéma général de la société socialiste de l'avenir exigent une conquête théorique autrement large et profonde que les aspirations du pauvre hère que la machine ravale au niveau du plus simple instrument.

Le syndicalisme dans son acception française des années 1890-1910, c'est-à-dire le syndicalisme comme *idéologie*, était donc, au même titre que le socialisme, un produit *extérieur* à la masse ouvrière, et c'était un produit *anarchiste*. Les syndicalistes, surtout ceux de la phase ultérieure, se rebiffèrent

lorsqu'on leur attribua ce parrainage : Pelloutier, leur fondateur, avait magistralement rompu, disaient-ils, avec l'individualisme des libertaires. C'était vrai dans la forme ; mais non dans le contenu. Au travers de l'œuvre de l'animateur des Bourses du travail, c'étaient les conditions matérielles de l'organisation collective de l'activité de masse qui étaient venues à bout des principes intellectualistes des penseurs anarchistes et qui les avaient modifiés pour leur donner une forme conciliable avec les exigences et les modalités de l'action revendicative quotidienne. C'était cette pratique empirique (comprenant d'ailleurs la lutte pour imposer l'existence des syndicats au gouvernement, qui les brimait malgré la loi) et qui, amalgamant tous les apports non-marxistes du mouvement, maintint le principe fondamental de la grève générale en le matérialisant par l'action directe, beaucoup trop dédaignée par les socialistes absorbés par l'action parlementaire, et qui, d'autre part, convenait parfaitement à la fragmentation des métiers et au développement général insuffisant du prolétariat.

Que la divergence entre socialistes et syndicalistes n'ait reposé, au début du conflit tout au moins, que sur une lutte pour la direction du mouvement syndical — et non sur la supériorité et l'utilité d'une forme d'action déterminée — il suffit pour s'en convaincre de constater que la fameuse « grève générale » prônée par le syndicalisme français ne vit jamais le jour en France. Lorsqu'au début du siècle suivant des grèves générales éclatèrent en Russie, elles ne confirmaient en rien les schémas des anarcho-syndicalistes français [et étrangers (3)] d'une part, mais de l'autre, les socialistes corrompus par une longue pratique parlementaire étaient devenus incapables d'en saisir la portée — et à fortiori d'en prendre la direction, si d'aventure, cette forme de lutte s'était généralisée de la Russie tsariste à la France ultra-bourgeoise.

Cela ne change rien au sens de la divergence initiale. Jusqu'à ce tournant du début du XX<sup>e</sup> siècle, la substitution du mot d'ordre de « grève générale expropriatrice » à celui de « prise du pouvoir politique » n'était et ne pouvait être qu'une répudiation du parti et de l'action politique, même si dans la pensée de ses partisans, elle était un moyen de conjurer la déviation parlementariste. Au conflit surgi autour de 1890 entre les guesdistes et les syndicalistes, l'évolution du rapport des forces de classe en France ne pouvait pas donner rapidement une solution ; mais ce conflit n'en traduisait pas moins l'opposition irréductible entre deux conceptions de la révolution ouvrière : le marxisme pour lequel il n'y a pas de socialisme sans destruction de l'État bourgeois et emploi d'un instrument de répression qui est l'État prolétarien ; le syndicalisme qui, bien qu'ayant rompu formellement avec l'anarchisme, demeurait ennemi de « tout » État, opposé à « toute » contrainte. L'importance de principe du problème soulevé justifie amplement l'intransigeance de Guesde.

---

(3) Le seul courant qui ait compris la portée des grèves générales de Russie des années 1904-1905 et en ait tiré les leçons pour le prolétariat d'Occident est le marxisme de gauche (ou extrémiste ou radical, comme on voudra l'appeler) qui n'était malheureusement pas représenté en France. On consultera sur ce point la remarquable brochure de Rosa Luxemburg, militante de la section allemande de la II<sup>e</sup> Internationale : *Grève Générale, Parti et Syndicats* qui parut peu avant le Congrès Socialiste de Stuttgart de 1907.

## La question de la grève générale.

La scission de 1894 au sein de la Fédération des Chambres Syndicales, jusque-là patronnée par le Parti Ouvrier, survint à la suite de l'adoption, par la majorité, d'une motion favorable à la grève générale. Pelloutier, qui passa aussi par le socialisme, avait rompu avec Guesde à cause de leur divergence sur cette même question. Et c'est encore à cause de la grève générale qu'Allemane se trouva en désaccord avec Guesde. En dépit de ce que les contemporains de la « politique » prétendaient (et que les meilleurs militants syndicalistes ont cru jusqu'à ce que le marxiste Lénine vint réhabiliter l'action directe et la grève insurrectionnelle), ce n'étaient nullement les mérites et les inconvénients de la grève générale en tant que *forme d'action* qui étaient en jeu dans la polémique entre socialistes et syndicalistes : c'était bel et bien une question de *programme*, la substitution du mot d'ordre socialiste de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la dictature de la classe révolutionnaire victorieuse sur les classes expropriées par le mot anarcho-syndicaliste de la « grève générale expropriatrice ». En d'autres termes, c'était la continuation de la vieille polémique entre marxisme et anarchisme.

Guesde voulait, à juste titre, la rupture avec ceux qui faisaient de la grève générale une fin en soi et faisaient croire qu'il était possible d'en finir avec le Capital sans affronter l'Etat capitaliste, renverser le pouvoir bourgeois, instaurer la dictature révolutionnaire ; et c'est à juste titre aussi qu'il tenta d'empêcher que le mouvement syndical naissant tombât dans les mains d'une fraction imprégnée d'utopisme anarchiste au moment où la seule centrale existante étaient aux mains du Parti socialiste. L'indignation des démocrates ouvriers devant les tentatives « autoritaires » de Guesde pour maintenir l'influence du Parti dans le syndicat et donc d'autant plus philistine, et plus vaines leurs invocations de la prétendue volonté générale qui aurait été ainsi « bafouée » que la lutte se développait dans des cercles très restreints et que le gros du prolétariat y était alors totalement étranger. Le syndicat lui-même n'était encore qu'un embryon, et la seule question qui se posait était de savoir s'il tomberait sous l'influence des socialistes marxistes ou sous celle des anarchistes.

La grande erreur de Guesde fut de transporter mécaniquement dans les conditions d'immaturité du mouvement ouvrier français une formule d'étroit contrôle du syndicat par le parti qui n'était possible que dans des pays à développement et à concentration industriels bien plus poussés, comme l'Allemagne et la Belgique, deux terres d'élection de la social-démocratie. Dans ces pays, et jusqu'à la dégénérescence opportuniste de la Seconde Internationale, la centralisation des deux organismes avaient permis la conjugaison des revendications syndicales avec la lutte socialiste au parlement. En France, par contre, la tentative avortée de paraphraser maladroitement la social-démocratie allemande en matière syndicale eut pour effet de polariser davantage encore l'activité du parti vers la propagande électorale, de dresser contre elle les militants par formation déjà hostiles, d'exaspérer la volonté d'autonomie des dirigeants syndicalistes et de donner un caractère de principe éter-

nel et sacré de sauvegarde de l'organisation syndicale à une nébuleuse formule qui n'exprimait au début que l'idéologie propre à une minorité.

Une autre conséquence, encore plus grave, de l'attitude intransigeante de Guesde fut de rendre à la longue le parti hostile *par principe* à la grève générale, même considérée comme simple *moyen d'action* dans la lutte ouvrière. Ce qui n'était chez Guesde que déformation scholastique devait devenir, les circonstances aidant, un argument véritablement opportuniste. Un souci louable d'écartier des conceptions aventuristes devait se transformer en refus de la lutte et en complicité objective avec la bourgeoisie. Ainsi, parce que les anarchistes voulaient coiffer l'activité syndicale d'une perspective révolutionnaire romantique, Guesde en arriva bien vite à adopter l'attitude qui, vingt ans plus tard, en Allemagne, trahit la sclérose totale de la social-démocratie et qui consistait à laisser aux syndicats les revendications corporatives et à confier au parti les réformes à réaliser au parlement.

Une attitude véritablement inspirée du marxisme eut été différente. L'importance, l'ampleur et la forme de luttes à conduire, n'est pas affaire de principes, mais seulement d'appréciation du rapport des forces et, dans la perspective révolutionnaire de prise du pouvoir, déjà, la notion de grève générale est parfaitement orthodoxe. C'est sur les objectifs politiques, la nature et la forme du pouvoir et l'acceptation de la dictature prolétarienne que se posent les questions de principe. En dépit de leur phraséologie intempestive, les anarchistes et les syndicalistes qui s'inspirent de leurs principes, ont une conception démocratique de la révolution ; incapable d'envisager la dictature de fer qui est nécessaire pour la destruction des rapports de production capitalistes, leur libéralisme s'accommode de la coalition des classes et des partis les plus disparates, et c'est par l'intermédiaire de ces derniers qu'ils sont vaincus par la contre-révolution, comme ils eurent l'occasion d'en faire la démonstration, un demi-siècle après les événements qui nous intéressent ici... au cours de leurs « grèves générales » d'Espagne aux côtés des républicains et antifascistes qui trahirent et livrèrent à Franco les insurrections prolétariennes de 1936. Il est donc nécessaire que le marxisme combatte l'acceptation anarchiste de la grève générale et Guesde, sous cet angle-là, était parfaitement autorisé à le faire à l'aube du mouvement syndical français. Mais cette délimitation et cette sauvegarde des principes acquis dans le mouvement prolétarien n'exigeait nullement que le parti rejetât, même en période d'expansion du capitalisme, un puissant moyen d'action valable pour des revendications d'amélioration propres à toute la classe. C'est sur ce terrain — et non dans les antichambres malsains de l'activité parlementaire — que le parti des ouvriers peut agir en faveur des revendications immédiates du prolétariat dans les périodes où la perspective de l'assaut révolutionnaire au pouvoir lui est interdite. En d'autres termes il aurait convenu que le parti de Guesde, en face du mot d'ordre dont les anarchistes ont fait le *nec plus ultra* de la révolution sociale, s'attache à en disjoindre l'aspect idéologique, qu'il fallait combattre comme entâché d'utopisme et d'apolitisme, de son contenu de combativité sociale qu'il fallait encourager et développer.

En adoptant la position contraire, la fraction syndicale de Guesde témoignait que le parti contenait déjà les virus de l'évolution opportuniste qui, se

concentrant sur les élections et la conquête des municipalités, suscita dans le mouvement syndical une farouche tradition « anti-parti » et laissa aux syndicalistes le monopole d'agitations en vue d'objectifs qui étaient pourtant strictement conformes aux tâches du parti, notamment la dénonciation de la guerre impérialiste en vue, l'antimilitarisme et l'anticolonialisme qui, dans les décades suivantes, devaient constituer les titres de gloire du syndicalisme révolutionnaire.

Si nous replaçons maintenant la formation de la tendance anarcho-syndicaliste dans les conditions de l'époque, nous comprenons pourquoi l'idéologie de la grève générale a permis à ses partisans de mieux répondre que ne le faisait le parti socialiste aux aspirations des ouvriers. Et cela nous donne le droit de disjoindre l'incontestable efficacité *pratique* des syndicalistes, pour une période déterminée, d'une vision sociale qui est tout autant conformiste — et déviationniste à l'égard du programme initial du prolétariat — que celle des réformistes avoués.

Ces conditions, on les a développées plus haut, se caractérisaient par la faiblesse et l'inégalité du développement industriel et par la prédominance, dans le mouvement ouvrier, de tendances prémarxistes. Elles avaient pour conséquence d'interdire au parti son véritable rôle sur le plan syndical, qui eût exigé davantage de *véritables prolétaires*, et de favoriser toute tentative de grouper les travailleurs dans le cadre existant et toute propagande qui ne heurtait pas les préjugés individualistes de nombre d'entre eux. Les mêmes raisons qui affaiblissaient le mouvement marxiste renforçaient le mouvement syndical indépendant puisque anarchistes, dissidents socialistes, proudhoniens, coopérativistes, et réformistes (pourvu qu'ils fussent apolitiques) pouvaient s'y rassembler sous la large bannière d'une idéologie qui, en fin de compte, tolérait toute expression pourvu qu'elle n'ait pas une vision rigoureuse des tâches du prolétariat et de la révolution.

Aussi, sans rien retrancher des mérites individuels des syndicalistes, militants souvent intègres dévoués et pleins d'abnégation, ne peut-on suivre l'apologie qu'en font leurs historiens lorsque ces derniers affirment doctement que ce syndicalisme représentait la forme définitive et future du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Si les promoteurs de l'indépendance syndicale et de la grève générale se sont trouvés à la tête du premier du groupement de masse des travailleurs, ce n'est nullement en tant que représentants du prolétariat industriel de l'avenir mais bien au contraire, en tant que survivance historique, parce que le faible niveau de développement et de concentration des forces productives avait laissé la direction du mouvement syndical aux vainqueurs d'une sorte de compétition en champ clos où, de deux minorités organisées en présence, la majorité était du côté de la perpétuation anachronique du passé.

Que le combat pour la direction des syndicats se soit livré au sein d'une *minorité* de la classe ouvrière, un chiffre concernant les effectifs de la C.G.T. en 1902 nous le confirme : « A cette date, écrit Dolléans, sur le total des effectifs ouvriers de l'industrie (près de 3 millions) 17 % à peine sont syndiqués : c'est à la fois une minorité ouvrière et une minorité syndicale qui sont

confédérées. » Pourquoi donc la plus grande partie des militants de cette avant-garde ouvrière optèrent-ils pour le syndicalisme, la grève générale et l'action directe ? Parce que le parti, déjà englué dans le parlementarisme ne savait rien leur proposer d'autre que les élections, parce qu'ils étaient las d'une activité parlementaire décevante des délégués ouvriers (4), parce que leur tradition de classe leur transmettait la méfiance profonde et justifiée d'une plèbe qui avait toujours été trompée par les représentants de la petite bourgeoisie, parce que, pour les deux ou trois générations précédentes, *politique* avait toujours signifié bavardage impuissant au parlement, trahison dans la rue. Pourquoi les travailleurs étaient-ils des partisans acharnés de l'indépendance syndicale ? Parce qu'avant même que les « socialistes de gouvernement » de Millerand aient voulu annexer le mouvement syndical, « les militants ouvriers avaient tellement souffert des divisions politiques entre leurs organisations qu'à leurs yeux l'autonomie syndicale était *la condition de l'unité ouvrière* » (Dolléans). Parce que les anarcho-syndicalistes, qui donnèrent des militants remarquables étaient les seuls, dans tout le mouvement, à échapper à l'étouffement de l'activité essentiellement électorale du parti, à pouvoir se consacrer aux problèmes immédiats de la revendication ouvrière et par suite les seuls à savoir *comment* les résoudre et à s'y atteler avec acharnement dans les organismes les mieux appropriés.

#### *Le « sectarisme » de Guesde.*

Dans l'histoire du mouvement syndical en France il faut soigneusement distinguer la période que nous examinons ici de celle qui suit la victoire de l'anarcho-syndicalisme. Dans une première phase le parti de Guesde, sans commettre de sérieuses infractions à l'égard des principes du mouvement prolétarien révolutionnaire, ne sut toutefois pas comprendre quelles étaient les exigences impératives du mouvement syndical et, en grande partie pour cette raison, en perdit le contrôle. Dans cette phase la polémique entre socialistes et syndicalistes garde un caractère de délimitation sur les principes généraux de la révolution prolétarienne, même si le débat se dissimule quelquefois sous les préoccupations de tactique du parti et si ses résultats pratiques eurent pour effet d'impulser, par réaction, l'organisation matérielle des syndicats et des bourses du travail. Dans la seconde phase, par contre, nous voyons poindre une praxis d'action qui s'oppose à l'hostilité aveugle du parti flanqué des œillères du parlementarisme. L'organisation syndicale est à ce moment-là parvenue à un degré notable de cohésion et d'efficacité et elle prend résolument la tête des luttes ouvrières en y appliquant des formes d'action et des mots d'ordre dont la reprise du mouvement révolutionnaire d'après-guerre saura s'inspirer.

---

(4) Sur le plan de l'amélioration sociale « Entre 1871 et 1892 deux lois seulement sont intervenues » (Dolléans). Encore la seconde, celle qui prétendait réglementer la durée du travail, servit-elle de paravent aux pires abus patronaux : 4 régimes existaient, s'échelonnant des enfants aux adolescents, aux femmes et aux adultes. Le patron pouvait profiter de la présence de ces 4 catégories sur les lieux du travail pour « unifier » la durée de la journée sur la base de la journée la plus longue, celle des adultes. Cette situation dura jusqu'à la loi du 30 mars 1900.

Ainsi la date de 1895, pour arbitraire qu'elle soit, sépare deux périodes de signification toute différente, et pour le parti, et pour le syndicat. Elle sanctionne le décalage historique entre le développement du mouvement politique français et son développement numérique comme classe sociale. Quand le parti incarne encore les principes révolutionnaires du marxisme, les syndicats, comme organisme d'action et de liaison, ne comptent pratiquement pas. Quand les syndicats, sous l'impulsion des meilleurs éléments venus de tout l'horizon social, acquièrent une expansion et une cohésion suffisantes, le parti est déjà sur la pente glissante qui lui fera perdre ses caractères de classe.

Ces conditions historiques ayant été établies, il reste à examiner la base théorique de ce qu'on a appelé, bien mal à propos, le « sectarisme » de Guesde, et que nous considérerions plutôt comme une déformation *scolastique*, c'est-à-dire une propension à appliquer les principes sans tenir compte des considérations de temps et de lieux. C'est un principe fondamental du marxisme que le caractère unitaire de la lutte ouvrière tant sur le plan syndical que sur le plan politique et donc un devoir impérieux des marxistes de prendre la tête des syndicats. Encore faut-il, pour appliquer ce principe, que les syndicats existent comme organisations agissantes ou que les socialistes qui veulent en prendre la direction soient à même de se consacrer à leur développement. A la base de la surestimation, de la part de Guesde, des possibilités du parti en cette matière, il semble bien qu'il y ait eu une erreur d'ordre théorique et doctrinal. Si l'on se fie à certains de ses écrits, on peut supposer en effet que Guesde avait, sur la question des rapports d'échange entre salaire et force de travail, une conception assez proche de celle de Lassalle et de sa fameuse « loi d'airain des salaires ».

Si cela était faux on s'expliquerait encore plus difficilement que Guesde, qui se dépensa sans compter en faveur des ouvriers en grève (à Carmaux et Anzin notamment) n'ait pas manifesté plus de souplesse à l'égard de l'action directe préconisée par les anarcho-syndicalistes et qui, à l'encontre de leur « grève générale », était souvent un *fait*. Guesde épousait ardemment la cause des grévistes en tant que *révolte sociale* (plusieurs de ces grèves constituaient des ripostes à des offensives délibérées du patronat). Il polémiquait avec une violence, une hardiesse et un mordant qui demeurent encore des modèles du genre. Il dénonçait les radicaux qui promettaient aux ouvriers — souvent leurs électeurs — que les réformes démocratiques résoudraient le « problème social » mais qui, lorsque les exploiters se liguèrent, comme à Roanne en 1881, pour réduire les salariés par la faim, se gardaient bien de soustraire un denier à la caisse de l'Etat pour venir en aide aux affamés jetés sur le pavé. Guesde savait fustiger ces hommes auxquels une grande partie du prolétariat apportait ses voix et exhorter les ouvriers à rallier le parti socialiste, mais il ne paraît pas avoir pensé que le patronat pouvait reculer devant la poussée revendicative. Or l'augmentation des salaires, si elle est fatalement éphémère, est possible à deux conditions : la lutte unitaire des ouvriers - l'expansion capitaliste. Le développement des syndicats et du parti aurait permis de réaliser la première. Quant à la seconde, elle pointait déjà à l'horizon avec le développement de la productivité et le pillage des colonies, dans

les années 80. Ce qui distingue le marxisme des autres écoles n'est pas qu'il nie la possibilité d'une augmentation du salaire moyen en économie capitaliste ; c'est qu'il affirme qu'une telle augmentation est incompatible avec la paix sociale et la prospérité bourgeoise, qu'elle accentue les contradictions internes de l'économie et peut même dans certaines périodes provoquer la crise. Au contraire, Guesde semble avoir pensé que le capitalisme est incapable d'assurer à l'ouvrier le **minimum** nécessaire à sa subsistance et en avoir conclu qu'il incombait aux socialistes de faire imposer aux patrons le paiement de ce minimum *par la loi* au moyen d'une lutte parlementaire adéquate (5).

En réalité, si le minimum de salaire heurte effectivement les intérêts immédiats des entrepreneurs capitalistes, il n'est pas « incompatible avec l'ordre économique actuel », en ce sens qu'il ne met nullement en cause le capitalisme. (Depuis, sa forme moderne, l'actuel salaire minimum interprofessionnel garanti, constitue au contraire une sauvegarde de la paix sociale). Que les ouvriers, en le revendiquant par leurs luttes propres, sur leur propre terrain, dans le cadre de l'action de *leurs propres organisations*, fassent l'expérience de l'impossibilité, en régime bourgeois, de toute garantie de leur croûton de pain ; c'est incontestablement un fait positif favorable à la prise de conscience des travailleurs. Mais soumettre, dans le même sens, un projet de loi qui est censé assurer la même démonstration *parce qu'il sera refusé*, c'est un procédé beaucoup plus aléatoire. D'abord parce que le capitalisme peut faire cette concession, ensuite parce que, si la revendication aboutit, ses résultats sont totalement opposés à ce que Guesde attendait de la mesure. L'expérience nous a en effet appris depuis, qu'une telle décision était compatible avec le paternalisme de l'Etat bourgeois, et qu'elle avait surtout pour but d'entretenir les illusions réformistes prodigués par les agents du capitalisme. Nous savons donc qu'il est plus sage, si l'impossibilité d'améliorer la condition des travailleurs doit être faite au parlement, s'il est des illusions qui doivent se dissiper à l'expérience des réformes légales, c'est aux autres, aux bourgeois libéraux et aux réformistes que les révolutionnaires doivent laisser ce soin. La véritable formule d'activité révolutionnaire dans les deux organismes, syndicat et parlement, pourrait être résumée ainsi : il faut appuyer les luttes syndicales même si leur objectif contingent ne peut être atteint ; il faut dénoncer et saboter l'activité réformiste du parlement même si elle peut arriver à des résultats positifs.

---

(5) Clemenceau, en 1880, avait accepté le « programme minimum » du Parti Ouvrier mais réfutait l'article revendiquant la garantie légale du salaire minimum. Guesde, polémiquant avec lui, écrit que le développement de l'armée industrielle de réserve fait que ce minimum est de moins en moins atteint. Il cite un économiste bourgeois qui fait état de la mort annuelle, par la misère, de près de deux cent mille personnes et s'écrit : « Eh bien notre article A — s'il pouvait trouver place dans une société qui sacrifie les producteurs aux produits — aurait pour effet d'arracher à la mort ces cent-quatre-vingt-treize mille victimes du minotaure capitaliste. C'est-à-dire que, loin d'être « inutile », notre minimum de salaire s'impose. Mais, comme vous l'avez dit, si « juste » qu'il puisse être, *il est incompatible avec l'ordre économique actuel.* » (Textes choisis de J. Guesde, Edit. Sociales 1959.)

## LE 34<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA C.G.T.

Chaque Congrès de la C.G.T. ressemble comme un frère au précédent : toujours le même truquage du passé, le même bluff sur l'avenir, la même glorification de la « démocratie », c'est-à-dire de l'ordre bourgeois, quelles que soient les épithètes qu'on lui accole, les mêmes appels dissolvants à la Paix, au Désarmement, au Progrès par le commerce entre les peuples ; bref, toujours la même inspiration anti-socialiste et anti-révolutionnaire.

Le 34<sup>e</sup> Congrès ne pouvait faire exception à la règle, mais il a eu cette « originalité » de se tenir après la grande grève des mineurs, et, de façon plus générale, après une série d'agitations ouvrières dans différents pays qui attestent la lente maturation d'une crise sociale. De cette crise, pas un mot aux assises très démocratiques et très pacifistes du congrès cégétiste ; pour les mineurs, seulement de plates louanges destinées à donner le change sur les responsabilités de la C.G.T. dans la liquidation de leur grève. C'est à nous, révolutionnaires qu'il incombe de dire la vérité : la vague revendicative qu'elle sent monter et dont elle a déjà éprouvé les effets lors de la difficile reprise du travail dans les mines, la C.G.T. se prépare déjà à la canaliser vers des « réformes de structure » sans danger pour le capitalisme ; à la diviser par de nouvelles manœuvres et surtout à la dévier politiquement de ses buts socialistes et révolutionnaires naturels et légitimes.

### UN BILAN FRAUDULEUX.

Célébrer la combativité ouvrière pour mieux dissimuler le gaspillage criminel qu'on en fait est une vieille tactique de l'opportunisme que la C.G.T. se devait de reprendre : cela la sert dans la concurrence électorale qui l'oppose aux deux autres centrales F.O. et C.F.T.C., car, aux yeux des naïfs, le mérite de cette combativité rejaillit sur elle, quelques lambeaux de phraséologie de classe, quelques restes

de coquetterie « indépendantiste » (d'ailleurs imitée par les sociaux-chrétiens !) aidant ! Après les conflits sociaux de février-avril, la C.G.T., estimant ses pontifes, « se présente avec un excellent bulletin de santé » (Le Peuple : Les grandes luttes ouvrières de ce printemps ; N° 677). Comment cela ? Parce que « les faits donnent raison à la C.G.T. (que) les travailleurs lui savent gré d'avoir vu juste et d'avoir bien accompli sa mission... » « La preuve est faite qu'il est possible d'imposer des revendications importantes... » « La lutte de classe est bien la réalité de la société capitaliste... » « les idées de la collaboration de classe perdent « du terrain »... » cette démagogie (de la collaboration de classe N.D.R.) se heurte à la réaction des faits vécus. Ce qui est essentiel, c'est précisément le recul de l'idée de collaboration de classe... » et le tout à l'avenant.

Tel est le langage de ces Tartuffe ignobles, mais quelle est la réalité ? Elle est 1°) que tous les travailleurs savent pertinemment que dans le conflit minier, la C.G.T. fut, des trois centrales, la plus timorée, et qu'elle voulait à tout prix limiter le mouvement aux habituelles 48 heures symboliques ; 2°) que l'accueil réservé par les mineurs du Nord aux bonzes cégétistes après la conclusion d'un accord qu'ils reprovaient totalement ne fut pas plus doux que celui des Lorrains aux syndicalistes chrétiens et que la reprise du travail y fut plus difficile ; 3°) que le déclenchement de la grève illimitée de toute la corporation et la volonté de la poursuivre jusqu'à complète satisfaction a été la négation et la condamnation la plus nette qu'on puisse concevoir de la fameuse « tactique » (?) cégétiste des mouvements partiels, à temps, par catégorie, par entreprise, par rayon, etc. ; 4°) que « la preuve qui est faite » est que la *décision* et l'*unité* ouvrières *pourraient*, en effet, « imposer des revendications importantes », mais que les syndicats de la collaboration de classe, de la paix sociale

sont là pour l'empêcher (C.G.T. en tête, n'est-ce pas M. le Négociateur Delfosse ?) afin que la prospérité et la grandeur nationales ne souffrent nul mal ; 5°) que la seule « mission » que la C.G.T. ait, en effet, « bien accomplie » a été de relancer les négociations sans proposition nouvelle des Mines et du Gouvernement, alors qu'elle savait fort bien que les mineurs les jugeaient inacceptables ; de leur avoir *forcé la main* en signant l'accord, après avoir réussi à isoler le mouvement par une série de petits arrêts du travail purement symboliques dans les autres corporations ; 6°) que quand les ouvriers entrent en grève illimitée, ils rompent *dans les faits* avec la forme la plus grossière de collaboration de classe, — celle-là même que la C.G.T. leur enseignait à la Libération en adhérant au mot d'ordre « *Produire d'abord, revendiquer ensuite* » ; 7°) que la collaboration de classe ne saurait cependant être abolie par un simple mouvement revendicatif et corporatif respectant « les intérêts nationaux » et la « légalité », en paroles sinon *complètement* dans les faits, et en appelant à la « justice » en régime capitaliste et à la « démocratie » ; 8°) que la lutte des classes est en effet la réalité de la société capitaliste *contrairement* à tout ce qu'affirme, a affirmé et affirmera un syndicat de collaboration de classe qui, comme la C.G.T., lie le sort des travailleurs au « progrès », à la « prospérité » et à l'« indépendance » nationales ; 9°) que la lutte des classes est une *réalité politique* ou n'existe qu'en puissance, le but de cette lutte étant rien de moins que la destruction de l'Etat bourgeois et l'abolition du capitalisme, dont la C.G.T. ne souffle plus mot depuis belle lurette et auxquelles elle a totalement renoncé au cours de dizaines d'années de mariage avec le P.C.F. dégénéré, parti de la « démocratie renouée », de la réforme sociale et de la paix universelle ; 10°) qu'à supposer que l'« idée de la collaboration de classe » ait réellement perdu du terrain dans la *classe ouvrière*, la C.G.T., elle, n'a en rien renoncé (moins que jamais !) à parler le langage archi usé de la collaboration de classe, qui se reconnaît essentiellement (si on sait seulement ce que parler veut dire !) à la glorification de la *démocratie*, de l'alliance démocratique de toutes les classes victimes du grand Capital, non pas pour une lutte quelconque (impossible dans les cadres d'un tel amalgame social), mais pour de vagues « réformes », et mieux, pour la diffusion de vœux sociaux pieux, tout à fait inoffensifs pour l'ennemi de classe.

Or, telle est bien la *conclusion politique*

que la C.G.T. tire des « événements de ce printemps ». Ecoutez Krasucki, secrétaire de la C.G.T. et directeur de « La Vie Ouvrière » : « En réalité, c'est (N.D.R. : il veut parler du « soutien » de la « population » aux mineurs en grève) un reflet significatif du rapprochement qui s'opère entre toutes les couches frappées par la politique des monopoles exprimée par le pouvoir gaulliste : classe ouvrière, paysannerie laborieuse, classe moyenne des villes. Et il ne concerne pas telle ou telle grève, il traduit le cheminement vers la *définition d'objectifs* communs, le soutien réciproque pour les intérêts légitimes de chacune de ces catégories sociales. Ainsi se renforce la *base sociale du rassemblement de toutes les forces populaires et démocratiques victimes de la politique du pouvoir personnel*. » Ecoutez encore (bien que ce langage ne soit que trop connu) le rapport d'orientation du Congrès lui-même : « Les classes moyennes des villes et la paysannerie laborieuse frappées par les monopoles sont amenées à défendre leurs intérêts et à se rapprocher de la classe ouvrière. Leur entente pour la défense et le soutien réciproque de leurs intérêts communs constitue en même temps une base solide pour le rassemblement de toutes les forces démocratiques (N.D.R. : même chanson que plus haut !). Le développement de l'opposition et le progrès de l'union créent une situation nouvelle et des perspectives favorables et exaltantes pour l'ensemble des travailleurs et des démocrates. C'est en en tenant compte qu'il faut envisager les conditions d'action de la C.G.T. » Et pour couronner le tout : « Le rapprochement des partis démocratiques au cours des élections et en particulier le rapprochement entre socialistes et communistes est un fait favorable d'une grande importance. » On voit de quoi il s'agit ! Ce que veut la fausse Confédération Générale du Travail, c'est, une fois de plus, fournir des électeurs à un « front démocratique » impuissant par définition à transformer la société, à abolir l'exploitation des ouvriers, bref à détruire le capitalisme — et qui sera d'autant plus impuissant à faire *quoi que ce soit* qu'il sera plus large. Au moment précis où une partie des ouvriers a prouvé ne compter que sur elle-même et sur son action directe, au moment où, de façon plus générale, la défaite historique du démocratisme n'est plus un secret pour personne — même pas pour les démocrates — que le désenchantement domine en secret — que fait la C.G.T. ? Elle chante les bienfaits de *l'appui des classes moyennes* ; elle jure que de nouveaux espoirs s'ouvrent

pour la lutte du pot de terre contre le pot de fer — de tous les « humbles » contre les fameux « monopoles » ! La chose est d'autant plus ignoble qu'en tant que syndicat la C.G.T. n'a nullement à évoquer la question de l'attitude des « classes moyennes » : la lutte revendicative et ses succès dépendent exclusivement de la combativité, de l'unité des ouvriers de toutes catégories, et l'accord ou le désaccord des boutiquiers locaux ou des paysans de la périphérie est, sur ce terrain, d'un poids absolument nul dès lors que joue la solidarité ouvrière réelle, la *solidarité de lutte* sur laquelle la C.G.T., comme toutes les autres centrales, ne peut compter (en dépit de tous les beaux discours) car elle ressuscite à leurs yeux le spectre terrifiant et détesté de la *vieille grève générale* ! En tant qu'organisme politique par contre (et ce n'est sûrement pas sur la question de savoir « si le syndicat a le droit » ou non de « faire de la politique » que nous attaquerons !), la C.G.T. peut parfaitement soulever la question des rapports entre classe ouvrière et classes moyennes. Seulement, le fait qu'elle le fasse dans un *cadre électoral*, le fait qu'elle présente comme ayant des *intérêts communs les petits bourgeois* attachés à la sauvegarde de leur petite propriété et les prolétaires dont la mission est d'ensevelir à jamais toute propriété et tout droit privé et d'instaurer le socialisme, ce fait prouve qu'elle est partie intégrante de l'ordre constitué et tend à sa conservation. Le prolétariat n'a qu'une seule « aide » à attendre des classes moyennes dans sa lutte : c'est qu'elles restent chez elles au lieu de s'enrôler dans les gardes blanches quand il passera à l'offensive sous la direction d'un *parti et de syndicats de classe* qui ne leur auront fait aucune concession. Quiconque le flatte du vain espoir qu'il pourra remporter même seulement des victoires partielles non pas grâce au déploiement de sa propre force, non pas grâce à ses sacrifices, mais grâce à la seule vertu du nombre, à la sympathie improbable de tous les nostalgiques du bon vieux capitalisme pré-monopoliste est un menteur, un endormeur et donc finalement un traître.

La réalité de la société capitaliste est la lutte de classe, mais même quand elle le reconnaît en paroles la réalité de la C.G.T. est et reste la collaboration de classe et donc la trahison du prolétariat. Si dans son « Rapport moral », Frachon s'est livré à une critique serrée du IV<sup>e</sup> Plan (non sans avoir auparavant célébré la paix en Algérie comme une grande victoire... de « l'action populaire en France, classe ouvrière en

tête » ?!), ce n'est nullement parce que c'est le plan du Capital, mais parce qu'« il ne résoud nullement les problèmes économiques posés par l'intérêt du pays et de son peuple », parce qu'il n'« assura pas un développement sain (!) de l'économie du pays basée sur la pleine utilisation des ressources nationales, l'extension du marché intérieur, le développement du commerce international sans discrimination ». Si l'on songe à ce que le Capitalisme a fait au cours de son histoire précisément en matière d'« utilisation des ressources nationales » (et internationales), d'« extension du marché intérieur » et du « commerce international », on ne peut conclure sérieusement qu'une seule chose : ce que le cégéliste Frachon reproche au Plan, c'est de ne pas être assez *capitaliste* ! Il n'y a nul lieu de s'en étonner quand on voit un Khrouchtchev prôner comme summum du « socialisme » un capitalisme optimiste, florissant et conquérant (*pacifiquement conquérant* !) et si notre conclusion ne saute pourtant pas aux yeux de tout le monde, c'est à cause des habituelles récriminations sur l'absence d'une « politique assurant l'emploi aux travailleurs, le progrès social et l'indépendance nationale », sur le Marché Commun qui « sert les intérêts des monopoles au détriment des intérêts nationaux », sur les « ententes entre monopoles pour éliminer les plus faibles », etc., etc. qui, de la *glorification du Capital*, nous ramènent à la sempiternelle et pleurnichuse « défense de tous les faibles ». L'une et l'autre chose sont pourtant le moyen classique, employé depuis plus d'un siècle par tous les opportunistes pour empêcher la classe ouvrière d'avancer son programme de classe, ses buts spécifiques, sa ligne d'action qui ne peuvent que la dresser dans une gigantesque lutte historique contre tous les tenants sans exception de l'exploitation capitaliste de la force de travail et des formes privées d'économie.

#### DEMAGOGIE REVENDICATIVE.

Conservatrice en politique, réactionnaire dans le domaine social puisqu'elle reproche au moins autant au Capital de ruiner les petits-bourgeois que d'exploiter les prolétaires, la C.G.T. est impuissante non seulement à conduire des mouvements ouvriers tant soit peu amples et décidés pour les revendications partielles traditionnelles (augmentation du salaire — réduction de la durée du travail), mais même seulement à formuler celle-ci de façon correcte. Pour mieux dire, non seulement elle est impuis-

sante à remplir cette fonction d'un syndicat de classe qui est loin d'être son unique fonction, mais sa raison d'être est toute autre : elle est de prévenir et, si elle se produit quand même, de morceler, d'affaiblir, de dévier toute poussée ouvrière un peu menaçante.

La liste imposante des revendications posées qui va de l'« augmentation des salaires, révision du S.M.I.G., suppression des abattements de zone, révision des conventions collectives » à vingt ou trente revendications de moindre importance ne peut pas faire illusion.

Prenons la revendication du retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire. Tout ouvrier sait fort bien qu'elle ne correspond en rien à ses besoins. Tout ouvrier sait fort bien que sans les heures supplémentaires il ne peut aujourd'hui faire vivre sa famille. Le retour à la semaine de 40 heures sans une augmentation considérable du salaire horaire permettant au salaire quotidien d'atteindre le niveau rejoint aujourd'hui uniquement grâce à la prolongation de la journée de travail n'est donc pas une revendication réelle des ouvriers.

La C.G.T. parle, certes, de « revalorisation » des salaires, mais elle se garde bien de la chiffrer. Et comment ne transigerait-elle pas sur son montant, s'il s'agit de préserver « l'alliance » avec les petits industriels « victimes des monopoles », c'est-à-dire authentiques exploitateurs de main-d'œuvre salariée ? Comment montrerait-elle plus d'audace pour une revendication générale de la classe ouvrière que pour les revendications particulières de la corporation minière, certes de portée moindre pour l'« économie nationale » ? Comment enfin pourrait-elle inciter les ouvriers à ne faire confiance qu'à la lutte au moment où elle revendique la participation aux travaux de la Commission du Plan ?

Prenons maintenant la revendication (vraiment ressentie comme leur revendication par les ouvriers) d'intégration des primes dans les salaires et traitements. Qui donc, sinon la C.G.T. reconstructrice et patriote de l'après-guerre, est donc responsable de la multiplication des primes détestées dont chaque ouvrier sait bien qu'elles ne servent qu'à l'intensification de son exploitation ? Cédant à la pression des ouvriers, la C.G.T. est bien obligée de prôner leur abolition alors qu'elles sont le fruit de ses propres œuvres, mais elle ne le fait que de la façon la plus vague : « intégration de la plupart des primes dans le salaire ; pour les autres (?) elles seront discutées entre patronat et syndicat ». Autrement dit, puisque

la « tactique » est celle de la lutte par entreprise, le système des primes qui assujettit si durement l'ouvrier au patron est assurée encore d'un long avenir : selon que la C.G.T. sera ou non puissante dans l'entreprise (et selon que le patron sera un monopole ou une victime du monopole !) la « plupart des primes » en englobera une partie importante ou dérisoire.

Il est inutile de multiplier les détails alors qu'on lit dans le programme immédiat de la C.G.T. qu'elle revendique le prélèvement d'une partie des bénéfices patronaux au profit de la caisse du Comité d'entreprise (organe de collaboration de classe s'il en fut), la reconnaissance légale de l'organisation syndicale et la plus complète liberté des délégués syndicaux dans l'exercice de leurs fonctions sur les lieux du travail (les limitations actuelles ont pourtant été acceptées formellement par la C.G.T. dans les fameux accords de 1946 avec le patronat), l'octroi de crédits pour des stades, des piscines, centres culturels, etc., etc., toutes revendications qui reflètent parfaitement ce que la C.G.T. entend par « lutte de classe » : non pas la revendication du socialisme, mais la revendication d'une condition bourgeoise pour le prolétaire ; non pas la lutte révolutionnaire, mais la commode installation des travailleurs dans la société capitaliste, version aussi illusoire que défaitiste des buts du mouvement ouvrier !

### L'OPPOSITION DE SA MAJESTE.

Dans son Rapport d'Orientation au Congrès, Frachon fit une allusion des plus discrète à l'existence d'une opposition qui, par la plume de Lebrun, s'est exprimée de façon non moins discrète dans la Tribune Libre du « Peuple » (N° 672 - 1/10 mai 1963). Quelles que soient ses chances immédiates de l'emporter au sein de la C.G.T., cette opposition est intéressante dans ce sens qu'elle porte ouvertement à ses dernières conséquences l'idéologie de collaboration de classe, le démocratisme et le réformisme de la vieille centrale, n'hésitant pas — pour la plus grande édification de tous — à balayer les derniers restes d'indépendantisme syndical à l'égard de l'Etat.

L'origine de cette opposition est l'affirmation en Europe du Marché Commun, à l'égard duquel non seulement les « communistes » italiens de Togliatti, mais Khrouchtchev lui-même ont fini par adopter une « attitude positive », tandis que les « communistes » français de Thorez continuent à le dénoncer, en parfaite logique avec leur

défense des petits producteurs qu'il menace. Dans la C.G.T., cette divergence se reflète dans la position de la majorité de Frachon calquée sur celle de Thorez d'une part et celle de la minorité de Lebrun d'autre part, Frachon admettant lui-même qu'elle « ne saurait être un obstacle à l'unité d'action » de la centrale cégétiste : en effet, le seul type d'opposition avec lequel l'ignoble bureaucratie cégétiste ne puisse concevoir d'« unité d'action », c'est une opposition *de classe*, une opposition *socialiste et révolutionnaire* aujourd'hui inexistante, car sa propre action vise non point (« les événements de ce printemps » l'ont prouvé et reprouvé !) « la défense des intérêts des travailleurs », mais le maintien des travailleurs dans le *conservatisme politique et social*, quelle qu'en doivent être les conséquences pour leurs intérêts immédiats.

Tandis donc que la C.G.T. « réproûve » le Marché Commun, Lebrun, plus lucide, proclame : « Je suis d'accord avec nos camarades italiens pour considérer que l'évolution du Marché Commun est largement (!) irréversible : l'entreprise a surmonté, avant même d'être codifiée, la crise naguère ouverte par l'échec de la C.E.D. De même, elle surmonte actuellement la crise née de l'échec des pourparlers de Bruxelles sur l'admission de la Grande-Bretagne. *Aucun gouvernement* — même de gauche — *ne saurait désormais retirer de Marché Commun*, rétablir les contingents d'importation et les droits de douane qui ont été abaissés ou supprimés, prendre le risque de mesures de rétorsion *qui déclencheraient la crise et le chômage* dans les secteurs économiques bénéficiaires de la politique de libéralisation des échanges et d'intégration économique, sans pour autant rétablir la situation antérieure et ranimer les entreprises disparues des autres secteurs. » *Par rapport* au don quichottisme ridicule des défenseurs de la vieille Europe protectionniste, pré-monopoliste, nationaliste, petite-bourgeoise, c'est le langage même de la « raison » ! Mais par rapport au *socialisme*, c'est-à-dire par rapport à une *position de classe* ? C'est l'adaptation la plus plate à la réalité capitaliste, à l'avenir capitaliste, au supranationalisme et intégrationnisme capitalistes ! Qu'au prolétariat, un tout autre problème se pose que celui de savoir si « un gouvernement de gauche » saurait ou non « retirer la France du Marché Commun », M. Lebrun ne le soupçonne même pas ! Que pour le prolétariat révolutionnaire et *internationaliste*, l'Europe « *unie* » ne présente, par rapport à l'Europe protectionniste qu'un avantage et un

seul : celui d'offrir un cadre élargi à sa lutte pour la dictature universelle de sa classe, c'est ce que l'« oppositionnel » cégétiste est bien incapable de dire, parce qu'il est aussi renégat que les orthodoxes, et plus audacieux seulement dans la collaboration de classe. Car quelle est sa conclusion : *la participation du syndicat aux organismes du Marché Commun*. Tant qu'à faire que de *collaborer*, il serait en effet ridicule de s'en tenir aux... organes de l'Etat national !

Sur le plan national, maintenant, Lebrun balaye bien entendu toutes les réticences de la majorité cégétiste à l'égard de l'Etat gaulliste, dernière et faible résistance à l'intégration de la centrale à l'Etat capitaliste national. Partisan, lui aussi, (et comment non ?) de « nouvelles nationalisations », il fait d'abord état de « difficultés à surmonter du côté des travailleurs » « qui savent que l'Etat est le plus dur des patrons », chose, soit dit en passant, qui prouve que le personnage ne parle pas « en ignorance de cause » et se propose bel et bien de *combattre* le juste sentiment de classe des ouvriers. Pour cela, que faut-il ? Que les nationalisations répondent à deux conditions : « 1°) une large et systématique participation consultative des organisations syndicales à l'élaboration et au contrôle de l'exécution du Plan ; 2°) la détermination des options fondamentales du Plan et de ses options politiques par la représentation nationale démocratiquement élue des citoyens. »

Nous ne referons certes pas à l'usage du super-opportuniste Lebrun la démonstration séculaire du fait que la « représentation nationale démocratiquement élue de tous les citoyens » n'a jamais « opté » que pour ce qui convenait au Capital, pour ce qui était compatible avec l'exploitation des salariés. Nous nous contenterons de constater que la « large et systématique participation à l'élaboration, au contrôle et à l'exécution du Plan » du capital serait la réalisation achevée du *totalitarisme capitaliste*, et, si l'on veut, du *fascisme* par ailleurs tant honni ! Mais face à ce totalitarisme, ce que nous, marxistes révolutionnaires nous revendiquons, c'est le totalitarisme du prolétariat, le totalitarisme de la révolution socialiste qui, dans son développement, balayera comme fétus de paille, la vieille C.G.T. démocratique, conformiste et réactionnaire, quelle que soit sa persistance dans les ultimes pudeurs qui n'ont d'autre but que de tromper les prolétaires sur sa dépendance de fait à l'égard de l'ordre bourgeois et du Capital.

## NON AU BULLETIN DE VOTE !

## NON AU PARLEMENT !

A l'occasion des élections législatives, nos camarades du Parti Communiste Internationaliste d'Italie ont lancé le tract suivant :

*Après la chute de la Troisième Internationale dans un réformisme pire que celui de la Seconde, le mouvement ouvrier mondial s'est totalement décomposé. C'est pourquoi les vedettes de la « culture », de la politique, de l'édition, de la radio et de la télévision peuvent impunément raconter au public qu'en 1920, le débat du Deuxième Congrès de Moscou entre Lénine et la Gauche marxiste italienne se limitait à établir si les communistes devaient ou non participer aux campagnes électorales et au Parlement. Ce qu'elles ne disent pas, c'est dans quel sens Lénine défendait la participation, ni dans quel sens la Gauche la repoussait. Ce qu'elles ne disent pas, c'est l'essentiel, à savoir que sur la question de fond, Lénine et la Gauche étaient pleinement d'accord.*

*Comment pourraient-elles le dire ? La question de fond, sur laquelle les communistes étaient unanimes, était que l'émancipation prolétarienne ne passe pas par la voie électorale, ni, à plus forte raison, parlementaire, mais par la destruction des institutions que le Capital a érigées pour la défense de son monopole, et en premier lieu le Parlement, qui est la plus hypocrite, la plus malhonnête, la plus trompeuse de toutes. Or cette destruction supposait celle des derniers restes de nostalgie ou de respect pour la prétendue « arme » du bulletin de vote dans la conscience de l'avant-garde prolétarienne organisée en Parti. Sur ce point, la question était définitivement close : pour Lénine, comme pour la Gauche italienne, la maladie « infantile » vraiment grave était l'électoratisme, le parlementarisme, le gradualisme de la droite du mouvement ouvrier.*

*Qui donc aujourd'hui, sinon nous, pourrait rappeler les grandes thèses de Lénine ? « Le parlementarisme apparaît extérieurement comme l'organisation d'une « volonté populaire » indépendante des classes, alors qu'il sert uniquement à soumettre cette volonté au Capital. Le communisme nie que le parlementarisme soit une forme de la société future, une forme de la dictature du prolétariat. Il nie la possibilité de conquérir durablement le parlement et se donne pour but de le détruire. L'utilisation des institutions politiques bourgeoises n'est pour nous concevable qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens, et uniquement dans ce sens que la question peut être posée. »*

Entre Lénine et la Gauche italienne, la polémique portait sur ceci : pour abattre le Parlement, ou, mieux, pour démasquer la démocratie et ses institutions, pour mettre à nu le caractère de forme de la domination bourgeoise qu'elle revêt toujours, spécialement dans sa version parlementaire, pour préparer la classe ouvrière et son avant-garde communiste à l'abattre, convenait-il ou non de se servir de la double tribune qu'offraient au Parti les meetings électoraux et le parlement lui-même ? Alors, il était clair pour tous que « la question avait relativement peu d'importance » parce que « le centre de gravité se trouvait dans la lutte extra-parlementaire » et que « la question de la dictature prolétarienne et de la lutte de masse dans ce but ne pouvait ni ne devait être placée sur le même plan que celle de l'utilisation du parlementarisme » (thèse 19).

Ceci dit, Lénine jugeait opportun de pratiquer le parlementarisme révolutionnaire comme moyen de lutte anti-parlementaire. Mais ce moyen restait pour lui subsidiaire et subordonné « aux tâches et aux buts de la lutte de classe générale hors du Parlement » (thèse 12) et on ne devait en user que dans des circonstances bien définies, le rejetant au contraire dans d'autres circonstances tout aussi bien définies : « La reconnaissance de principe de l'activité parlementaire n'entraîne nullement la reconnaissance absolue de la nécessité des élections et de la participation du Parti aux sessions parlementaires en toutes circonstances : cela dépend de toute une série de conditions spécifiques, et, dans certains cas, il peut être nécessaire de boycotter les élections et d'éliminer immédiatement par la force le parlement bourgeois et tout l'appareil d'Etat en vigueur » (thèse 17).

A cette question de l'opportunité du parlementarisme révolutionnaire, la Gauche italienne ne répondit jamais (contrairement à d'autres courants du mouvement international, réellement atteints, eux, d'« infantilisme de gauche ») par des arguments moraux et métaphysiques d'inspiration idéaliste et anarchiste : elle contestait l'efficacité de l'arme subsidiaire qu'était selon Lénine la participation aux campagnes électorales et à l'activité parlementaire dans le cadre de la stratégie révolutionnaire. Dans une certaine phase historique, ou bien dans certaines aires géographiques où cette phase n'était pas encore close, comme celles des pays arriérés, des colonies ou semi-colonies où se pose la question de la révolution double — elle jugeait celle-ci valable, quoique secondaire, tout comme Lénine. Dans les phases et les aires de capitalisme très développé, voire putréfié, elle la jugeait au contraire d'effet non seulement nul, mais négatif, c'est-à-dire contraire aux résultats escomptés. Dans ce cas, en effet, l'opposition de classe entre prolétariat et bourgeoisie devait être mise au maximum en lumière aux yeux des ouvriers encore en proie aux illusions démocratiques ou susceptibles d'y retomber à la première occasion. Toutes les énergies, souvent faibles, des partis révolutionnaires, devaient être concentrées sur la préparation de l'offensive insurrectionnelle même encore lointaine, et non pas dispersées dans la tâche absorbante des campagnes électorales et parlementaires. La restauration de la théorie et de l'organisation révolutionnaires devait être mise au premier plan, chose difficile à faire s'il fallait en même temps combattre au sein même du Parti les mille dangereuses suggestions de

la participation aux élections et des mandats parlementaires. Ces arguments, comme toujours, concernaient exclusivement la praxis, même si (ou justement parce que) ils relevaient de questions théoriques générales, d'une vision générale de l'histoire.

Par discipline, la Gauche italienne accepta la formule du parlementarisme révolutionnaire, mais elle ne renia en rien sa propre thèse et se proclama au contraire convaincue de sa justesse en dépit de toutes les garanties dont la thèse « adverse » s'entourait. Nous avons aujourd'hui la preuve historique qu'elle avait raison. Sur la pente dangereuse du parlementarisme révolutionnaire, on a glissé dans la boue de l'électoralisme, du démocratism, du légalarisme, du ministérialisme, du social-pacifisme et du patriotisme. On y a glissé, non, il est vrai, en vertu du principe lui-même, mais — et c'est là la confirmation de la validité pratique de notre position de courant — parce que dans les phases de contre-révolution, la suggestion parlementaire est la première à s'insinuer même dans le meilleur parti communiste. Dans de telles phases, rien ne peut s'opposer aux influences du monde bourgeois sur l'organe de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature prolétarienne, rien si ce n'est la clarté absolue de sa théorie.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement l'histoire du mouvement ouvrier, mais jusqu'à celle du régime bourgeois qui confirme notre position. Dès l'époque du débat en question, l'optique dans laquelle Lénine et les Bolcheviks considéraient l'institution parlementaire était faussée selon nous par l'importance indéniable qu'elle avait revêtue dans la Russie tsariste et qu'elle peut encore revêtir dans des pays économiquement, politiquement et socialement arriérés : ils la voyaient telle qu'elle était encore dans l'Europe occidentale dès tout premiers débuts du siècle, presque au centre de la vie politique quotidienne, où elle avait en effet prospéré aux moments — nous ne dirons pas « révolutionnaires », — mais de « splendide ascension » du mouvement bourgeois. Ils la considéraient encore comme un des pôles sur lesquels les yeux des grandes masses sont fixés, tout comme quand elle fonctionnait encore comme un instrument de régulation du pouvoir et constituait l'arène des grandes luttes d'opinion entre partis bourgeois ; c'est pourquoi ils pensaient que le parti de classe devait y faire entendre son langage destructeur, même si c'était là une forme secondaire de sa lutte, même si'il était clair que les luttes quotidiennes les plus importantes et à plus forte raison la lutte finale décisive auraient lieu en dehors de cette arène.

Depuis, il est passé beaucoup d'eau sous les ponts, mais loin d'avoir quoi que ce soit de nouveau, ce qui s'est passé pouvait être entièrement prévu grâce aux textes classiques du marxisme, comme notre courant le disait dès 1920 aux Bolcheviks. C'est, en un mot, le fascisme — non point celui de Mussolini, d'Hitler ou pis de Franco qui n'est qu'un fascisme pour journalistes, mais l'expression historique et impersonnelle de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme », la limite ultime du processus de centralisation politique aussi bien qu'économique du Capital, bref, la pleine manifestation de la domination de la bourgeoisie. Ce phénomène du fascisme est irréversible,

et le remplacement des « régimes » des Benito et des Adolf par les démocraties de leurs successeurs ne change rien au fait que tout le mécanisme du gouvernement bourgeois soit fasciste, et même fasciste à mille pour cent, c'est-à-dire plus que jamais centralisateur et monolithique, et que dans ce cadre, le « débat d'opinions », la « tribune des idées », le « heurt des courants » ne soit plus que la poudre aux yeux, une forme que la bourgeoisie a intérêt à faire passer pour une substance, un rien qu'elle a intérêt à faire passer pour un tout. La seule réalité, c'est le totalitarisme bourgeois dont les ouvriers éprouvent quotidiennement le poids et qui les frappe d'une matraque mille fois plus dure que celles des mussoliniens dès qu'ils s'avisent de montrer le poing. Les campagnes électorales ne sont qu'un gigantesque battage publicitaire dans lequel le produit qui l'emportera sur le marché est connu dès le départ ; l'« opinion » est conditionnée à l'avance et ressemble à ce que nos ancêtres appelaient ainsi à peu près comme les ersatz chimiques aux produits naturels ; le vote n'est que le renouvellement machinal d'un certificat de bonne conduite en bonne et due forme aux partis de l'ordre constitué. De même, l'arène parlementaire est un lieu confiné auquel même la télévision ne parvient pas à donner d'attrait ; ce n'est même plus une tribune d'où lancer des malédictions contre le parlementarisme, mais un micro dans lequel des morts parlent à des morts. La lutte est donc moins que jamais une lutte de paroles ou d'idées ; plus que jamais elle est lutte de forces historiques, de regroupements de classe, qui ne peut se développer qu'en dehors des Assemblées nationales.

Faut-il déplorer cette évolution ? Tout au contraire, il faut en prendre acte et en relever le défi. Il faut dire non au bulletin de vote pour qu'il ne lui soit plus jamais dit oui ; en d'autres termes, il faut reconnaître que jamais le monde ne reviendra en arrière, que la réalité actuelle oblige le prolétariat à se placer sur un terrain et un seul, sans la moindre possibilité d'en choisir un autre : le terrain de la lutte violente et — les possibilités immédiates mises à part — le terrain de la lutte armée et de la guerre civile. Le prolétariat ne peut ni ne doit plus croire au parlementarisme, même au sens limité que lui donnait Lénine. La bourgeoisie elle-même n'y croit plus, a cessé depuis longtemps d'y croire, a même cessé de s'en servir pour gouverner, le gouvernement réel s'exerçant en dehors des parlements, ruines sans gloire qu'on ne laisse debout que pour abuser les prolétaires.

Dans tous les pays de capitalisme avancé et donc de démocratie-fasciste avancée : **NON AU BULLETIN DE VOTE AUJOURD'HUI ET DEMAIN TOUT COMME NOUS L'AURIONS VOULU HIER !**

Partito Comunista Internazionale d'Italia.

Ce tract a été diffusé par nos soins au terme de la grève des mineurs.

## **LES MINEURS ONT ETE TRAHIS, MAIS NON BATTUS !**

*Le 1<sup>er</sup> mars, les mineurs arrêtaient le travail, pour une augmentation de salaire immédiate de 11 %, une réduction de la journée de travail et une quatrième semaine de congés payés. Le 5 avril, ils le reprenaient en n'ayant obtenu que 11 % d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1964, une prime non remboursable qui est une aumône, des primes remboursables qui sont autant d'incitations à travailler les jours de repos et la promesse d'une « table ronde » pour le reste. En trente-cinq jours de grève, les mineurs ont « gagné » 120 millions de francs d'augmentation et perdu 150 millions de salaires. Les chefs syndicaux se sont employés à les convaincre que c'était là un « succès remarquable », le plus grand obtenu depuis longtemps. Les mineurs leur ont justement répondu : « Vous êtes des traîtres et des vendus ! » Dans le Nord, les abstentions le jour de la reprise du travail se sont élevées par endroits à la moitié des mineurs, en dépit des appels pressants de la C.G.T. et du P.C.F. On ne pouvait plus remporter la victoire corporative, mais il fallait du moins manifester le mépris de classe pour le compromis.*

*Aujourd'hui, tous les mineurs sont retournés à leur bagne. Ils sont mécontents, mais non découragés : ils voient bien qu'ils ont été trahis, mais ils sentent qu'ils n'ont pas été battus. Cela, toute la fraction tant soit peu vivante et pensante de la classe ouvrière le voit et le sent avec eux. C'est pourquoi nous ne reconnaissons pas l'insuccès des mineurs comme une défaite du prolétariat dans sa lutte contre le Capital, bien que la bourgeoisie fasse tout son possible pour le faire croire.*

### **LES MINEURS ONT ETE TRAHIS.**

*Le 1<sup>er</sup> mars, ils réclamaient 11 % immédiatement et le gouvernement offrait 4,75 % d'ici janvier 1964.*

*Le 24 mars, les mineurs réclamaient toujours 11 % et le gouvernement offrait 5,77 % immédiatement, qui deviendraient 8 % en octobre, 10,25 % en janvier et 12,50 % en avril.*

*Le 4 avril, malgré la fatigue d'une longue grève non soutenue par un débrayage des autres catégories ouvrières, les mineurs continuaient à exiger leurs 11 % immédiats. Le gouvernement offrit, imperturbable, 5,77 % tout*

de suite, qui deviendraient 8 % en octobre, 11 % en janvier et 12,50 % en avril. Les syndicats signèrent l'accord. Ils signèrent avec une telle hâte et un tel soulagement d'en finir qu'ils ne voulurent même pas entendre la suggestion d'un représentant F.O. de régler en même temps la question des sanctions infligées à certains mineurs pour atteintes antérieures à la sacro-sainte Productivité. Bref, ils ont signé le 4 avril ce qu'ils avaient hautement refusé le 24 mars, à une différence près : au 1<sup>er</sup> janvier, l'augmentation sera de 11 %, et non pas seulement de 10,25 % !

0,75 % supplémentaires pour 11 jours supplémentaires de grève, telle est la contribution propre des dirigeants syndicaux au résultat final ! Après ce haut-fait, le C.F.T.C. Sauty sentait le besoin de déclarer : « Nous allons faire tout ce qui sera possible pour convaincre les mineurs de la validité de cet accord » et le cégétiste Delfosse d'ajouter : « Il s'agit d'un succès très appréciable. Si les mineurs sont d'accord avec nous, ils pourront reprendre le travail. »

Les mineurs ont bien été obligés de reprendre le travail comme c'était l'unique désir des chefs syndicaux, mais ils n'étaient pas du tout d'accord. Ils l'ont crié bien haut dans les meetings houleux au nez de ceux-ci, qui ont mérité les éloges des bourgeois en faisant « courageusement » face à la colère ouvrière. En effet ! Comme le cégétiste Delfosse, ils ont eu le courage d'insulter les grévistes mécontents : « Vous êtes des imbéciles et des ingrats ! Nous vous avons défendus (sic ! ) » ; comme le F.O. Berthelin, ils ont eu le courage de les calomnier : « Ceux qui perturbent les meetings d'information sont en partie des gens à la solde de l'U.N.R. (sic ! ) » ; comme le C.F.T.C. Sauty, ils ont eu le courage d'étaler leur mépris des sentiments de classe les plus profonds : « Si demain tout le monde ne va pas travailler, après-demain les réfractaires seront moins nombreux et les jours suivants, il n'y en aura plus ». Comme le F.O. Berthelin encore une fois, ils ont eu le courage d'appeler ignorance et inexpérience cette ardeur de lutte et cette intransigeance de la jeunesse ouvrière qui sont finalement l'espoir le plus sûr de toute la classe : « Parmi les mécontents, on trouve des jeunes qui n'ont jamais vécu de grève et (qui) se figurent que dans un mouvement de ce genre on obtient tout ce qu'on a demandé ! »

C'est là le courage des renégats qui, face au Capital et à l'Etat, ne savent jamais être que des pleutres !

**CE SONT LES SYNDICATS DE LA COLLABORATION PACIFIQUE DES CLASSES** qui ont trahi les mineurs, et ceci dès le début.

Le mouvement a été déclenché contre leur volonté. La C.G.T. ne voulait pas que le travail soit arrêté plus de 48 heures. F.O. et la C.F.T.C. acceptaient, elles, la grève illimitée, mais le C.F.T.C. Sauty a bien dit pourquoi : « Le syndicat traduisait seulement en le tempérant le mécontentement et la détermination de la base ».

Le mouvement s'est prolongé à la fois contre leur volonté et par leur faute, avec tous les sacrifices qu'il comportait. Si cela n'avait tenu qu'à eux, pourquoi donc n'auraient-ils pas signé le 24 mars, l'accord qu'ils ont bien signé le 4 avril ? La seule chose qui les a empêchés, c'est la détermination ouvrière. Alors, pour se mettre au diapason, ils criaient : « Nous irons jusqu'au bout ». Mais eux guettaient une seule chose : les signes de lassitude des mineurs, restés seuls dans la lutte. Dès qu'ils crurent en avoir constaté, vite ils renouèrent les pourparlers sans la moindre proposition gouvernementale nouvelle. Alors, le ministre Peyrefitte se réjouit : « Des perches sont tendues dans l'ombre... ». Seulement, c'étaient les syndicats qui les tendaient discrètement au gouvernement, et non l'inverse ! C'était précisément le cégétiste Delfosse, ancien directeur des Houillères (à la Libération, quand il fallait obtenir beaucoup de rendement des mineurs !) qui faisait savoir à son actuel successeur Balzheillac que le moment était enfin venu d'en finir. Et on en finit...

Le mouvement s'est terminé conformément à leurs désirs : ce qui leur a toujours importé a été non pas le succès (sans quoi ils n'auraient pas signé ce qu'ils ont signé !), mais le maintien de l'ordre. Au lendemain de la rupture du 24 mars, ils ne disaient pas seulement : « Nous tiendrons ! », mais « il faut préserver à la grève son caractère sérieux ». Qu'est-ce que cela signifie ? Pour les larbins de la prospérité nationale et de l'ordre bourgeois, une « grève sérieuse », c'est une grève qui ne revêt pas un caractère de classe, qui se fait avec l'accord et la sympathie de tous les « hommes de bonne volonté », qui resserre l'alliance démocratique avec toutes les classes moyennes et recueille la bénédiction de la Sainte Eglise et de ses pontifes ! Une « grève sérieuse », c'est une grève sans violences avec la police, sans agitation sérieuse dans le reste de la classe ouvrière, sans restrictions à la liberté des Houillères de vendre les stocks accumulés, et à celle de l'Etat d'importer du charbon de l'étranger ! Une « grève sérieuse », c'est une grève corporative, dans laquelle on défend, chacun pour soi, le « juste salaire », en se gardant bien de rêver d'abolir jamais le régime même du salariat, en se gardant bien de rien faire dans le sens d'une lutte de classe généralisée !

Bref, une « grève sérieuse », c'est une grève que la bourgeoisie tolère, que la petite bourgeoisie soutient, que les curés absolvent. C'est une grève qui laisse la classe ouvrière divisée en catégories, sans volonté commune. Négation de la lutte de classe, apporte-t-elle des succès corporatifs ? Non ! La grève des mineurs l'a prouvé. Une « grève sérieuse », c'est une grève longue, mais finalement inconcluante. Les syndicats de collaboration de classe se résignent à la maigreur des résultats, parce que le seul moyen d'en conquérir, ils le répudient : la grève non pacifique, non corporative, non légale, non apolitique — la grève courte parce qu'elle est dure ; la grève qui fait céder toutes les résistances ennemies parce qu'elle n'est pas isolée. La trahison des syndicats, c'est précisément qu'ils répudient cette grève-là — la grève conduite dans un esprit de classe et d'offensive anti-capitaliste !

LES MINEURS N'ONT PAS ETE BATTUS, contrairement à ce que voudraient faire croire les bourgeois qui calculent : gain total : 120 millions de

francs ; perte : 150 millions ; passif : 30 millions (qui ne sont pas tout à fait couverts par la charité « communiste » et chrétienne). Les mineurs sentent que ce genre de calcul tend à un seul but : discréditer la grève illimitée comme moyen de lutte ; accrédi-ter la méthode de la discussion pacifique. Ils sentent que la victoire ou la défaite ne se mesurent pas uniquement en francs, qu'on l'est du seul fait qu'on a obligé les syndicats de collaboration et de renoncement à suivre le mouvement, qu'on a obligé le gouvernement à reculer, qu'on peut « avoir perdu de l'argent » et être tout de même moralement vainqueurs, qu'on l'est du seul fait qu'on a obligé les syndicats de collaboration et de renoncement à suivre le mouvement, qu'on a obligé le gouvernement à reculer, qu'on a donné à toute la classe ouvrière l'exemple d'une volonté qui ne se laisse ni intimider ni bernier — une volonté prête à de nouvelles luttes, et qui est, plus encore, leçon pour des luttes nouvelles, non seulement des mineurs, mais de tout le prolétariat.

Nous qui signons ce tract, nous dédaignons de dissimuler notre opinion selon laquelle jamais la lutte purement corporative et revendicative ne libérera le prolétariat du joug du Capital ; nous dédaignons de cacher notre but, qui reste la révolution socialiste. Nous disons : dans cette lutte, les pires ennemis des ouvriers sont les syndicats anti-révolutionnaires et les partis qui les inspirent ; dans cette lutte, le pire obstacle est le respect de la prospérité nationale, du prétendu « bien commun qui n'est que le bien des riches et des puissants, du gouvernement légal, qui est l'instrument de la bourgeoisie ; le pire obstacle, c'est la crainte de déchirer l'unité nationale en réalisant l'unité de lutte des ouvriers ; c'est la crainte de troubler l'ordre en rossant la police qui n'est redoutable qu'aussi longtemps qu'elle nous fait peur. Nous disons : la lutte revendicative est inséparable de la lutte politique ; quiconque est ennemi du socialisme et de la révolution en politique trahit fatalement les revendications partielles ; mais à l'inverse, toute catégorie ouvrière qui tente de lutter jusqu'au bout pour ses revendications apporte, même si elle l'ignore, sa contribution au socialisme révolutionnaire en ranimant les énergies de toute la classe, en forçant tous nos ennemis — syndicats conformistes, faux partis ouvriers, démagogie socialchrétienne, Etat bourgeois — à se démasquer totalement. Cela, la grève des mineurs l'a fait, et là réside sa véritable victoire, qui est sa contribution à la reconstitution de la force révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire de son parti indépendant de classe.

Groupe « Programme Communiste ».

## NOS PUBLICATIONS

### EN LANGUE FRANÇAISE :

- **Dialogue avec Staline** (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) ..... **2.00 F**
- **Dialogue avec les morts** (critique du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., 159 pages) ..... **4.00 F**
- **L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours**, ainsi que **Le Marxisme et la Russie** (148 pages) ..... **4.00 F**
- **Programme Communiste** (chaque année — 4 numéros — à partir de 1959 inclus) ..... **8.00 F**

### EN LANGUE ITALIENNE :

- **Il Programma Comunista** : journal bimensuel ;
  - Abonnement annuel ..... **6.00 F**
  - Un numéro ..... **0.30 F**
- **Spartaco** (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de **Programma Comunista**) ;
  - Un numéro ..... **0.20 F**
- **Documents ronéotypés** :
  - 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica ..... **3.50 F**
  - 2) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe ..... **3.50 F**
  - 3) I fondamenti del comunismo rivoluzionario ..... **3.50 F**
  - 4) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista ..... **3.50 F**
  - 5) L'abaco dell'economia marxista ..... **en réimpression**

---

**Envoi franco des seize derniers numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 32 FR à verser à**

**F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n<sup>os</sup>) ordinaire : 9 F  
de soutien : 20 F**

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 18. — Un vieux camarade pour encourager les jeunes, 20,00 ; Cecchino, 10,00 ; Remo, 5,00 ; Une femme de ménage, 5,00 ; Un retraité des P.T.T., 10,00 ; Séméac (soutien), 11,00 ; Cabrias (soutien), 11,00 ; Aix : Vive la dictature du prolétariat, 5,00 ; Oscar salue François, 20,00 ; François salue Russo, 30,00 ; Gambini pour l'extirpation des directeurs-gérants : Vive le Marxisme, 10,00 ; Pour consoler le piteux Jacques Duclos de la douleur et de la perte cruelle qu'il vient d'éprouver en la personne du pape défunt, 10,00 ; Recueillis à la réunion de Marseille : Qu'est-ce que le socialisme, 46,54 ; A celle de : L'antifascisme et la dégénérescence du mouvement prolétarien international, 45,00 ; Soi-disant pape de la paix ou pape de la guerre, n'en déplaise aux staliniens et aux khrouchtcheviens, c'est toujours "l'opium du peuple", 10,00 ; Lancry, 131,00 ; Le Nord pour "L'Extrémisme", 139,50 ; Un postier rouge, 1,00 ; Un manoeuvre, 1,00 ; Un maçon, 2,00 ; Un révolutionnaire, 2,00 ; Un instituteur = non réforme de l'enseignement, mais abolition de l'enseignement bourgeois, 5,00 ; Un docker, 1,00 ; Un étudiant, 1,00 ; Sympathisant, 2,00 ; Spartacus, 1,00 ; Proletaire, 1,00 ; Roland, 2,00 ; Pierre, 5,00 ; Suzanne, 5,00 ; Lucien, 5,00 ; Vive le nouveau groupe du Var, 10,00 ; Henry, 2,00 ; Victor, 1,00 ; Christian, 10,00 ; Dominique, 2,00 ; Philippe, 1,50 ; Auguste, 1,00 ; Jean, 5,00 ; Jules, 2,00 ; Richard, 2,00 ; Emile, 10,00 ; Piccino, 10,00 ; Alice, 10,00 ; Marie, 2,00 ; Etienne, 1,00 ; Isidore, 2,00 ; Jonas, 1,00 ; Paul, 2,00 ; Jacques, 10,00 ; Oscar, 10,00 ; Viva "Il Tramviere Rosso", 10,00 ; O.K., 10,00 ; Robert, 5,00 ; Serge, 10,00 ; Salut à Marianne et Daniel, 10,00 ; François, 1,00 ; Michel, 1,00 ; Albert, 2,00 ; Louise, 2,00 ; Jean-Pierre, 10,00 ; Raymond, 1,00 ; Joseph, 3,00 ; J.J., 1,00 ; Antoine, 2,00 ; Marius, 1,00 ; Julien, 10,00 ; Roger, 10,00 ; Fernand, 1,00 ; Gaston, 1,00 ; Prosper, 2,00 ; Charles, 1,00 ; Edmond, 1,50 ; Luc, 1,00 ; Raoul, 2,00 ; Jean, 1,00 ; Ignace, 1,00 ; Salut à Boufarik, 5,00 ; Etienne, 2,00 ; Clément, 3,00 ; Juliette, 1,00 ; Un Marseillais enragé, 5,00 ; Jean-Louis, 2,00 ; André, 1,50 ; Alex, 2,50 ; Mario, 1,00 ; Claude, 2,00 ; Bruno, 2,00 ; Maxime, 3,00 ; Armand, 1,00 ; Roseline, 10,00.

Total liste N° 18 .....	789,04
Total des listes précédentes .....	5.995,30

**F 6.784,34**

////////////////////////////////////

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

### PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.  
 Kiosque place du Théâtre Français.  
 Librairie du XX<sup>e</sup> Siècle.  
 Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.  
 Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.  
 Presses Universitaires de France.  
 Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

### BRUXELLES

Librairie Lefebvre, 7, rue des Colonies.

### TURIN

Libreria Ape D'oro, Corso Francia 35.  
 Libreria Petri, Via Pietro Micca.

Libreria dell'Università (Gheroni), via Carlo Alberto 13.  
 Ed. Piazza Carlo Felice.  
 Ed. via Po, n. 9.

### MILAN

Libreria Feltrinelli, via Manzoni.  
 Libreria Alagni, piazza Scala.  
 Libreria Casiroli, corso Vitt. Emanuele 1.  
 Edic. Perego, Galleria Corso.  
 Libreria San Babila, corso Monforte 2.  
 Edic. Asti, piazza Fontana.  
 Libreria Sella, corso Porta Vittoria.  
 Edic. Farvo, via Orefici.  
 Edic. Fiorati, piazza Baracca.

### GÈNES

Libreria Athena Feltrinelli, via P.E. Bensa 32/2.  
 Libreria Mario Bozzi, via Cairoli 2 a/r.  
 Libreria Bozzi, via Balbi, di fronte Università.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

## Sommaire du N° précédent :

N° 22 - Avril - Juin 1963)

La grève des mineurs

Le principe démocratique

Dictature prolétarienne et parti de classe

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours

Socialisme et Syndicalisme dans le mouvement ouvrier français

Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes

---

## Réunions de Lecteurs

**A MARSEILLE :**

**Le Samedi 6 Juillet, à 21 h. à l'Artistic, Cours Joseph-Thierry,**

**NATURE, FONCTION ET ORGANISATION DU PARTI DE CLASSE**

**Le Samedi 28 Septembre à 21 h.**

**L'ECONOMIE SOVIETIQUE N'EST PAS SOCIALISTE**

*Les lecteurs et sympathisants de la revue y sont cordialement invités.*

---

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert, C.C.P. 2202-22 Marseille.

ou à Boîte postale n° 24 Paris (19°)

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

## **PROGRAMME COMMUNISTE**

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !"

---

DIRECTEUR - GÉRANT

F. G A M B I N I

•

adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille —

*ou Boîte Postale n° 24 PARIS (19°)*